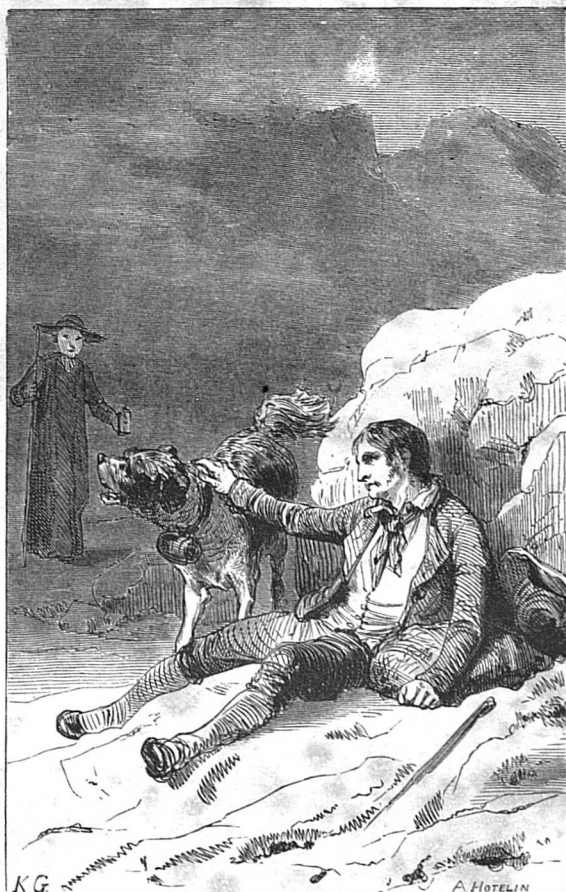


PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS



Un chien jappe sur la neige; il approche, il arrive,
il hurle de joie; un solitaire le suit.

CHRONIQUES
DU
MONT SAINT-BERNARD

PAR
M. LE GALLAIS

NOUVELLE ÉDITION



TOURS
ALFRED MAME ET FILS, ÉDITEURS

M DCCC LXXVII

Rh 37



73/221

INTRODUCTION

A quelques lieues des frontières de France, au sein des montagnes suisses, existe un hospice célèbre où de bons religieux consacrent leur vie, avec un dévouement qui ne se ralentit jamais, au soulagement des voyageurs et à toutes les pratiques d'une ardente et ingénieuse charité. Le nom de cet admirable établissement est connu du monde entier : la gravure a reproduit sous toutes les formes les merveilles de la charité qui s'y exerce ; la poésie a chanté les neiges qui l'entourent ; et dans toutes les parties du monde civilisé la reconnaissance de ceux que le goût des voyages ou les affaires ont amenés à y séjourner lui a assuré une juste et durable popularité (1).

(1) Voir la note A à la fin du volume.

Il peut donc, au premier abord, paraître superflu d'entretenir le public de ce qui a trait au couvent et à l'hôpital du mont Saint-Bernard. Au seul titre de ce livre, on doit être porté à supposer que l'auteur ne pourra faire autre chose que de répéter ce qui est connu de tous, et faire appel à une sympathie qui était acquise avant la publication de son œuvre. Et cependant il est très-vrai, comme l'a dit spirituellement l'illustre auteur des *Nouvelles genevoises*, que le mont Saint-Bernard est plutôt célèbre qu'il n'est bien connu. Le lac de Léman et ses rives, le riche canton de Vaud et ses jardins, ses prairies, ses gracieuses vallées, ses sites enchanteurs, ont été décrits dans de nombreux ouvrages. Tous les touristes en connaissent les moindres détails; c'est là qu'ils s'arrêtent, c'est là qu'ils fixent parfois leur séjour. A d'autres points de vue, Fribourg, à cause de son célèbre collège et de son université catholique, reçoit également chaque année de nombreux visiteurs, qui l'observent avec un soin minutieux. Le Valais, placé au midi, sur la route d'Italie, attire moins l'attention. Le plus souvent on ne fait qu'y passer, et l'on n'y visite que les glaciers. On contemple de loin le mont Blanc, puis on se hâte de descendre dans les plaines de la Lombardie. Et quant au mont Saint-

Bernard, pour la plupart de ses hôtes ce n'est qu'un lieu de repos dont on accepte la réputation toute faite, sans prendre la peine de la vérifier.

Il est donc vrai de dire avec Topffer que, s'il est célèbre, il est généralement peu connu. Il est vrai surtout (car nous avons hâte d'arriver à des considérations d'un ordre plus élevé), il est littéralement vrai que jamais cette demeure hospitalière n'a eu plus grand besoin que depuis quelques années de secours et de protection. La main du Seigneur s'est appesantie sur ses fidèles serviteurs, et l'on a pu se demander un instant si notre siècle n'aurait pas la honte d'avoir laissé périr, emporté par la tourmente révolutionnaire, un établissement que les générations précédentes avaient entouré d'amour et de vénération.

Par une des plus froides soirées de l'année 1848, un pauvre vieillard poursuivi par une bande d'assassins passait seul et sans escorte la frontière d'Italie, et se réfugiait à Saint-Oyen, petit village du Piémont. Pendant ce temps, des troupes d'hommes armés se répandaient sur toutes les routes, envahissaient tous les sentiers et gardaient tous les défilés des montagnes voisines, proférant des cris de mort contre celui qui venait d'échapper à leurs poursuites.

Ce fugitif, c'était le révérend père François-Benjamin FILLIEZ, prévôt de la congrégation du grand Saint-Bernard et du Simplon. Ceux qui le poursuivaient, guidés par un ancien domestique de l'hospice, c'étaient des partisans exaltés de la démagogie victorieuse, qui voulaient lui faire expier le crime d'avoir fourni des vivres à l'armée conservatrice du *Sunderbund*. Le vieillard parvenait à s'échapper ; mais, en son absence, l'œuvre de spoliation était accomplie. Quelques jours après, le séquestre était mis sur les propriétés du couvent ; et les gouvernements des contrées voisines, celui de la France notamment, suspendaient leurs secours annuels.

Voilà ce que l'on ne sait pas assez, ce que l'on n'a pas remarqué peut-être, ou du moins ce que l'on a trop vite oublié, au milieu des luttes qui ont agité l'Europe. Depuis cette époque, il est vrai, les choses ont changé de face ; dès l'année 1849, les subventions ont recommencé à être payées régulièrement ; toutefois, et en dépit de la bienveillance qui lui a été témoignée, l'hospice du grand Saint-Bernard est encore aujourd'hui en souffrance, sinon en danger. Le gouvernement du Valais détient encore la plus grande partie des biens qu'il a pris au couvent, sans

songer qu'ils étaient le produit des libéralités de la France et de l'Europe entière, et les protestations du prévôt, quelque publicité qu'on leur ait donnée dans la presse parisienne et ailleurs, n'ont obtenu jusqu'à ce jour que peu de résultats.

Pourtant, dans un siècle où les idées de justice et de philanthropie sont si répandues, aucune institution ne mérite à un plus haut point de fixer l'intérêt que celle dont il est question dans les pages qui vont suivre. Nous aurons souvent occasion de le répéter dans le cours de ce travail, et nous tenons à le dire dès le début, toute distinction de race, de religion et de patrie disparaît lorsqu'on gravit les cimes du mont Saint-Bernard. Pour les moines qui habitent cette demeure, toujours ouverte à tous, le voyageur n'est pas un Français ou un Allemand, un Espagnol ou un Américain, un protestant ou un catholique, c'est un homme qui peut avoir besoin de leur aide et de leur assistance pour traverser des défilés dangereux, qui en tout cas a besoin de repos lorsqu'il arrive au seuil de leur porte, et qui, par conséquent, a droit à leur accueil fraternel et empressé. Aussi toutes les nations civilisées ont-elles tenu à honneur de contribuer à la prospérité de ce couvent; aussi le patrimoine du mont Saint-Bernard est-il vraiment,

dans la plus entière acception du mot, le patrimoine des pauvres.

Tels sont, nous le disons sans détour, les motifs qui nous ont fait croire que la publication de quelques pages simples et franches relativement à cette magnifique institution pouvait avoir son opportunité. D'ailleurs un voyage fait en Suisse il y a quelques années nous a fourni l'occasion de connaître par nous-même ce dont nous allons parler. Nous avons vu les religieux dans leurs cellules et dans les cures qu'ils desservent; nous avons eu le bonheur de causer avec un certain nombre d'entre eux, nous avons reçu dans leur couvent la plus cordiale et la plus gracieuse hospitalité, et nous n'avons pu nous séparer d'eux sans emporter au fond de notre cœur un sentiment profond d'admiration et de reconnaissance. C'est le souvenir, toujours vivant dans notre esprit, de ces impressions, qui nous a décidé à prendre la plume pour tracer les lignes qui vont suivre.

Il ne faut pas, du reste, chercher dans cette notice une histoire complète de l'établissement. Un tel travail, outre qu'il exigerait de longues années d'étude, offrirait de grandes difficultés et nécessiterait un séjour prolongé dans la ville d'Aoste, dont

le chapitre diocésain conserve la plupart des archives relatives à saint Bernard de Menthon et à son œuvre. Au grand Saint-Bernard, il y avait également, dans l'origine, une collection à peu près complète de documents historiques; mais plusieurs fois, dans le cours du moyen âge, elle a été pillée. Diverses autres causes en ont aussi fait disparaître une notable partie; et ce n'est que depuis trois siècles à peine que les archives se suivent d'une manière bien complète au couvent. Une histoire, dans le sens complet du mot, était donc pour nous une œuvre impossible; et d'ailleurs nous avons appris qu'elle s'exécute en ce moment par les soins d'un des membres de la congrégation. Notre œuvre est plus modeste. A la transcription fidèle de nos notes de voyage nous avons joint seulement un récit rapide de ce qui nous a paru le plus intéressant parmi les choses que nous savons, soit pour les avoir vues par nous-même, soit pour les avoir apprises de la bouche des religieux, soit pour les avoir puisées, après nous être scrupuleusement assuré de leur exactitude, dans quelques ouvrages célèbres que nous avons cru devoir consulter.

Puisse-t-il suffire pour réveiller l'attention, déterminer les sympathies inertes à se montrer au

grand jour, et appeler d'une manière sérieuse l'intérêt sur une institution si éminemment utile ! « Je suis homme, disait un poète de l'antiquité ; rien de ce qui touche à l'humanité ne doit m'être étranger. »

Homo sum, nihil humani a me alienum puto. (TÉRENCE.)

Telle est la devise qui convient à cette question. La charité n'est pas une de ces œuvres qui divisent les hommes ; elle est de celles qui les rapprochent : elle peut parler au nom de tous et s'adresser à tous. Aussi dédions-nous cet opuscule, si imparfait qu'il soit, à toutes les personnes qui savent comprendre et pratiquer la charité.

CHRONIQUES

DU

MONT SAINT-BERNARD

CHAPITRE I

GENÈVE. — LES ALPES. — TOPOGRAPHIE DU GRAND
SAINT-BERNARD

Si nous n'avions pour but en écrivant ces pages que de publier, comme tant d'autres, nos impressions de voyage et de faire une œuvre d'imagination et de poésie, il nous serait facile, avant d'entrer en matière, de raconter à nos lecteurs, dans tous ses détails, l'excursion que nous avons faite en Suisse au mois de septembre 1852, et au retour de laquelle nous avons conçu la première idée de ce livre, depuis longtemps préparé dans notre esprit et surtout dans notre cœur. Nous pourrions, nous aussi, les entretenir de cette intéressante Helvétie, tant chantée par les poètes, tant illustrée, aux diverses époques de son histoire, par sa pauvreté noblement supportée, par l'héroïsme de ses soldats, et surtout par ses malheurs. Nous aimerions à étaler sous leurs yeux les innombrables merveilles qu'il nous a été donné de contempler en suivant cette

route de Genève à Turin, qui passe par le grand Saint-Bernard, laissant à peu de distance la célèbre vallée de Chamounix et les neiges éternelles du mont Blanc, et qui tout à coup, après avoir offert aux regards de l'observateur la triste nudité de ses rocs décharnés et couverts de glace, descend, à travers de rians coteaux, dans la magnifique vallée d'Aoste, digne entrée de la poétique Italie. En France même, sur la route que nous avons parcourue, sans parler des villes que tout le monde connaît, les rives de la Saône, les gracieuses collines du Beaujolais, si belles à voir à l'heure du crépuscule, alors qu'elles entourent l'horizon d'un cercle bleuâtre, le lac de Nantua et le beau vallon dont il occupe l'extrémité; puis surtout les montagnes du Jura, dont la vue, au lever du soleil, arrachait au patriarche de l'incrédulité moderne, à Voltaire, un acte de foi, une affirmation énergique en l'honneur de l'Être suprême, mériteraient quelque chose de plus qu'une mention sommaire et une sèche nomenclature. Mais ce serait entreprendre une tâche au-dessus de nos forces que de vouloir répéter ce que tant d'autres ont dit avant nous mieux que nous ne saurions le faire; et de semblables descriptions nous entraîneraient d'ailleurs trop loin de notre sujet (1).

Pourtant jetons un regard, en passant, sur Genève, la cité calviniste, la patrie de Jean-Jacques Rousseau, la riche et bruyante Genève, qui déroule sous nos yeux ses magnifiques promenades, ses quais splendides, son lac aimé des rêveurs et des poètes, et dont les ondes,

(1) Voir la note B à la fin du volume.

calmes et transparentes dans les beaux jours, deviennent verdâtres comme celles de la mer dès que souffle la bise, et, se couvrant alors d'écume, s'élancent en bouillonnant par-dessus les hautes digues qui les resserrent pour rejaillir jusque sur la route, où le vent les disperse comme une légère fumée. Donnons un coup d'œil à ses îles, entre lesquelles le lac commence à s'encaisser, à reprendre l'aspect plus modeste d'un fleuve, et à redevenir ce qu'il est en effet, quelques pas plus loin, c'est-à-dire le Rhône. Dans l'une d'elles, située à l'entrée de la ville, on achève en ce moment de construire une nouvelle église destinée au culte catholique. Cette église remplacera la magnifique cathédrale de Saint-Pierre, dont les tours dominant majestueusement l'horizon, et qui, depuis trois siècles, est devenue un temple calviniste. Une simple chapelle construite dans la partie haute de la ville a pendant longtemps été le seul sanctuaire du catholicisme à Genève, et depuis dix ans les révolutions en avaient interdit l'entrée au successeur de saint François de Sales. Mais des jours meilleurs se sont levés : une souscription a été ouverte en France, en Suisse, en Italie et en Autriche ; elle a produit des résultats abondants, et, il y a quelque temps, M^{re} de Marilley, évêque de Lausanne et de Genève, a pu venir lui-même célébrer les saints mystères dans la nouvelle église Notre-Dame, située, comme nous l'avons dit, dans la première île, du côté de la France.

Dans l'autre île, qui se relie à la cité par un pont hardiment jeté sur le lac, la statue de Rousseau, assise dans l'attitude de la méditation, semble montrer du

doigt les mystérieux vallons des Alpes et les poétiques plaines de l'Italie.

Après avoir donné un regret à la destinée de cet éloquent sophiste, si malheureusement fourvoyé hors de la vérité, et qu'on voudrait plaindre si l'on pouvait croire qu'il a été de bonne foi, passons vite; car ce ne sont pas les cités qu'on vient étudier en Suisse, c'est par-dessus tout le magnifique spectacle des montagnes. Que nos lecteurs nous suivent donc au sein des Alpes, dans cette pittoresque contrée où l'ingénieuse fiction des vieux poètes allemands faisait résider l'ange de l'espérance, dans ce pays qu'on pourrait appeler par excellence le pays de la fantaisie; car on y rencontre réunies dans un si petit espace tant de choses intéressantes au plus haut point, qu'à chaque pas le voyageur qui parcourt ces montagnes est tenté de s'arrêter, et de quitter sa route pour aller observer de côté et d'autre mille détails qui frappent successivement ses regards.

Là, s'il nous était donné d'être un grand poète, nous nous plairions à leur raconter la gloire du Très-Haut, manifestée d'une manière si éclatante dans les spectacles grandioses, tour à tour effrayants ou enchanteurs, terribles ou attrayants, mais toujours dignes d'éveiller l'attention et de fixer l'intérêt, que présentent les glaciers, les vallons, les cataractes, les rochers nus et les pics couverts de neiges; les collines aux riches pâturages et les abîmes où murmure la grande voix des torrents, les sombres sapins visités seulement par les sauvages chamois, et les sentiers perdus où le charbonnier n'ose pas s'aventurer, mais où parfois cependant se rencontrent de hardis voyageurs venus des extré-

mités du monde pour admirer les magnificences de la nature, et qui n'ont pas voulu partir avant d'avoir trouvé, sur des hauteurs inconnues, des émotions qu'on n'a pas lieu de ressentir dans la monotonie de nos cités civilisées. Nous essaierions, chemin faisant, de leur décrire les pins, les cèdres, les mélèzes, qui se plaisent sur le penchant des monts, et ces plantes innomées, ces buissons noirs que l'on rencontre encore au sommet, là où toute trace de végétation semble devoir disparaître. Nous les ferions assister à la naissance des fleuves, qui, d'abord minces filets d'eau à peine perceptibles, se grossissent, en coulant le long de la montagne, des sources qui jaillissent de toutes parts à mesure qu'on se rapproche de la plaine, et bientôt, formant mille cascades, rebondissent de rocher en rocher, roulent avec fracas, et précipitent leurs cours torrentueux jusqu'à ce qu'ils rencontrent le plateau, où ils creusent paisiblement leur lit.

Mais surtout, laissant aux naturalistes le soin d'expliquer ces phénomènes de l'ordre physique, aux peintres la gloire de reproduire ces magnifiques tableaux, nous ferions gravir nos lecteurs jusqu'au sommet d'un de ces pics que nous avons voulu, à l'exemple de courageux touristes, visiter en dépit des obstacles, pour surprendre la nature dans ses secrets, et pour contempler, dans le calme de notre âme et la solitude de nos pensées, d'un côté cette longue chaîne des Alpes à laquelle toutes les autres viennent se rattacher, et qui semble être en quelque sorte la grande artère de l'Europe; de l'autre les immenses plaines et les riches campagnes de l'Italie; à droite, ce beau lac Léman, constamment sillonné par

les barques des promeneurs ; à gauche dans le lointain , la mer, la majestueuse mer, qui signale sa présence par une couche d'épais nuages s'élevant constamment de son sein et formant un vague et blanchâtre horizon. Nous leur dirions ce qu'il y a de suave et de rafraîchissant pour l'âme dans de pareils spectacles, alors que, dominant tous les bruits de la terre, voyant à ses pieds les villes, qui de là semblent disséminées à la surface du globe comme des grains de sable sur le rivage de l'Océan, on se trouve face à face avec la Divinité, contraint, quoi qu'on en ait, de détourner sa pensée des vanités puériles et des mesquins intérêts du monde, de regarder en haut, et de reconnaître le néant de la vie, la misère de l'homme et la toute-puissance infinie du Dieu créateur.

De tout temps, au reste, et chez tous les peuples, ces sublimes aspects qu'offre la nature dans les régions montagneuses ont frappé les esprits et captivé les imaginations. La majesté des formes pyramidales, la pureté de l'air, les riches accidents de lumière produits par le soleil quand il se joue dans les nuages, l'immense profondeur de ces vallées au fond desquelles on se sent si petit ; tout, jusqu'au mystérieux silence qui règne d'ordinaire au sein des monts, tend à inspirer à l'esprit une frayeur respectueuse et un sentiment d'admiration qui le reportent vers la pensée de la Divinité. De nos jours, certaines peuplades de l'Amérique vont plus loin ; leur culte s'y égare : elles offrent des présents aux montagnes elles-mêmes, les croyant habitées par des esprits.

Toutes ces idées, que nous ne faisons qu'indiquer en courant, nous aimerions à nous y arrêter longue-

ment si nous voulions tracer le tableau de la Suisse. Bien qu'en présence de pareils sujets les plus grands parmi les maîtres de l'art sentent vivement leur impuissance, bien qu'on ait toujours l'assurance que, si complet qu'on puisse être, l'imagination du lecteur ira au delà, nous essaierions de peindre cette nature splendide, ces belles montagnes, ces éloquents abîmes. Mais sachons nous borner, et arrivons à ce qui fait l'objet spécial de cette notice.

Le grand Saint-Bernard est un des pics les plus élevés des Alpes Pennines; situé entre le canton du Valais et la cité d'Aoste, il sépare à cet endroit la Suisse de l'Italie. Sa crête est élevée de trois mille quatre cent soixante-dix mètres au-dessus du niveau de la mer (1). C'est plus des deux tiers de la hauteur du mont Blanc, ce géant des montagnes, situé à peu de distance, et dont la cime, perpétuellement couverte de glace, n'a pu être explorée qu'à la fin du siècle dernier après des efforts inouïs dont le monde savant conservera toujours un reconnaissant souvenir.

Politiquement parlant, le couvent et les villages où résident les prêtres faisaient partie de l'ordre dépendant du canton du Valais, qui s'étend depuis le lac de Genève jusqu'aux sources du Rhône. Ce canton est le vingtième de la confédération helvétique; il a environ cent trois mille habitants, et est divisé en treize dizains, administrés chacun par un président, un vice-président et un conseil, subdivisés eux-mêmes en communes. Ces

(1) La position astronomique est celle-ci : 5° 5' de longitude E., et 45° 51' de latitude N. De là à Genève la distance est d'environ trente lieues; même distance jusqu'à Chambéry.

dizains portent les noms de Conches, Brieg, Viège, Barogne, Louéché, Sierre, Herens, Conthay, Martigny, Entremont, Saint-Maurice, Monthey et Sion. Le Saint-Bernard dépend du dizain de Martigny. Sous le rapport religieux, il relève, comme tout le Valais, de l'évêque qui réside à Sion, capitale du canton, où se réunissent les députés des dizains.

Situé un peu au-dessous du sommet de la montagne, l'hospice qui a rendu si célèbre dans le monde entier le nom de saint Bernard, et qui est incontestablement l'habitation la plus élevée qu'il y ait en Europe et la plus froide qu'il y ait dans l'univers, se trouve ainsi placé en quelque sorte à la frontière. Il protège et domine la route qui de Genève conduit en Italie en traversant les Alpes. Cette route, au moyen âge, était devenue, par suite de faits que nous raconterons bientôt, à peu près la seule qui fût connue des nombreux pèlerins partis de France et d'Allemagne pour aller dans la ville éternelle présenter leurs hommages au successeur des apôtres. Aujourd'hui elle est un peu plus négligée, depuis les gigantesques travaux exécutés au Simplon, au Saint-Gothard, et sur d'autres points des Alpes. Pourtant c'est encore une des voies de communication les plus fréquentées par les voyageurs qui, de France, d'Allemagne et surtout d'Angleterre, se rendent en Italie, et veulent en passant admirer les magnificences de la nature au sein des montagnes helvétiques, dans cette contrée jetée là entre les grandes puissances de l'Europe comme pour leur servir de limite commune et leur fournir un terrain neutre où elles puissent se rencontrer sans jalousie.

C'est d'ailleurs, aujourd'hui encore, la seule que semblent connaître les nombreux ouvriers qui, poussés hors de leur pays, soit par le désir de s'instruire, soit par les nécessités politiques, soit même par l'espoir de trouver ailleurs des chances de fortune qu'ils ne rencontrent pas chez eux, traversent chaque année, dans les mois d'automne, le Valais et la Savoie pour se rendre d'Italie en France ou de France en Italie. Cette dernière considération suffirait pour faire comprendre tout l'intérêt qui s'attache si justement à cet hôpital, lieu de repos situé à l'endroit le plus élevé d'une route longue et souvent dangereuse, asile où les voyageurs fatigués peuvent s'arrêter pour réparer leurs forces épuisées, magnifique demeure où l'on rencontre, à une hauteur et dans des climats où il semble que jamais habitation humaine n'eût dû se fonder, toutes les commodités sociales, tous les secours de l'art le plus habile et le plus ingénieux, et souvent même tous les agréments de la vie la plus élégante et la plus heureuse.

On verra par la suite que nous n'exagérons aucunement en parlant ainsi, dès le début, de l'établissement célèbre que nous voudrions rappeler à l'attention de tous, et l'on comprendra combien il serait urgent que quiconque porte en soi un cœur généreux vînt en aide à cet hôpital, qui héberge indistinctement tous les voyageurs, sans s'inquiéter de leur condition, de leur patrie, de leur religion, qui ne voient en eux qu'une seule chose, la dignité humaine, et, à ce titre, les accueille en frères, en amis.

Le nom de Saint-Bernard, qu'on est dans l'habitude de donner à la montagne dont l'hospice occupe le som-

met aussi bien qu'à l'hospice lui-même, n'est pas celui d'un pic spécial : c'est le nom du couvent et du passage où il est construit. Ce nom vient-il uniquement du saint fondateur de l'œuvre, ou existait-il avant lui ? C'est un point d'histoire qui ne paraît pas suffisamment éclairci.

Il est certain qu'un personnage du nom de Bernard avait déjà traversé les Alpes à cet endroit avant la fondation du couvent. Voici dans quelles circonstances. En l'an 773, le pape Adrien I^{er}, menacé dans ses possessions de l'exarchat et de la Pentapole par Didier, roi des Lombards, et craignant même d'être assiégé dans Rome, envoya secrètement des ambassadeurs à Charlemagne pour lui demander des secours. Le monarque franc prit la résolution de se rendre lui-même en Italie à la tête d'une armée. Les troupes furent divisées en deux corps pour passer les Alpes. Pendant que Charles prenait avec l'un d'eux la route du mont Cenis, l'autre, conduit par son oncle Bernard, fils de Charles Martel, et père du célèbre Adelard, abbé de Corbie, se dirigea vers le mont qui se nomme aujourd'hui le grand Saint-Bernard. Ce corps d'armée exécuta donc le même passage que réalisa plus tard si audacieusement le premier consul Bonaparte en y conduisant de la cavalerie et de l'artillerie. Bernard, avec ses fantassins, descendit dans la vallée d'Aoste, et fut chargé d'investir la ville de Pavie, où le vieil Hunold, duc d'Aquitaine, était venu s'enfermer avec Didier.

Faut-il croire, avec M. de Saussure, que c'est en mémoire de son passage que le col qu'il avait traversé porta dès lors son nom ? Faut-il admettre, avec d'autres histo-

riens, que peu de temps après des moines vinrent s'établir sur cette montagne, et que plus d'un prince victime des guerres civiles vint leur demander l'hospitalité qu'il n'aurait pu trouver nulle part ailleurs, le calme après les orages de la vie politique ? Ce sont là des questions que nous laissons à d'autres le soin d'élucider, et que, jusqu'à cette heure, la critique historique, malgré les plus savantes dissertations, n'a pas encore résolues d'une manière définitive (1).

Quoi qu'il en soit, aucun asile secourable n'était assuré aux voyageurs pauvres qui traversaient les monts en suivant cette route, lorsque saint Bernard de Menthon fonda l'hôpital aujourd'hui existant. C'est à lui que les pèlerins et les touristes de toute condition et de tout pays doivent cet immense bienfait : c'est vers lui que doit remonter toute leur reconnaissance. Il convient donc que nous nous arrêtions quelques instants pour retracer la vie de l'homme éminent à qui l'humanité est redevable d'établissements si utiles.

(1) Voir la note C à la fin du volume.

CHAPITRE II

LEGENDE DE SAINT BERNARD DE MENTHON,
FONDATEUR DE L'HOSPICE

Saint Bernard naquit, au mois de juin 923, dans le château de Menthon, manoir héréditaire de ses aïeux, dépendant alors du diocèse de Genève, et situé sur les bords du lac d'Annecy, en Savoie (1). Sa famille, dont il existe encore aujourd'hui de nobles rejetons, était dès lors une des plus illustres et des plus puissantes de la contrée. Par sa mère, Bernoline de Duynes, il descendait d'Olivier, ancien comte de Genève, qui paraît avoir eu à la cour des empereurs francs le titre de pair, et qui lui-même tenait à la race des ducs de Savoie. Le mari de Bernoline, le baron Richard, portait le titre de seigneur de la grande baronnie des camps et terres de Menthon. L'enfance du jeune Bernard fut donc entourée de tous les soins, de toutes les attentions que l'opulence permet de multiplier autour du berceau d'un

(1) Voir, dans le recueil des *Bollandistes*, tome XXI^e, à la date du 15 juin, la Vie de saint Bernard, écrite par Richard, son successeur à l'archidiaconat d'Aoste. Nous avons aussi puisé quelques renseignements dans le Dictionnaire de *Feller*. (Note D à la fin du volume.)

enfant, sous la vigilante surveillance d'une mère chérie. Mais heureusement on ne s'en tint pas, comme il arrivait très-souvent à cette époque, à des soins purement matériels; rien ne fut négligé, de la part de ses parents, pour former son esprit et agrandir son intelligence.

L'enfant répondit merveilleusement à tous ces efforts. Sa vigoureuse constitution se développa de manière à lui permettre un jour de braver toutes les fatigues d'un glorieux apostolat; et en même temps, dès son plus bas âge, il montra de grandes dispositions pour l'étude. A quatre ans, si l'on en croit ses biographes, il avait déjà assez d'intelligence et d'attention pour servir la messe dans la chapelle de sa mère; à cinq ans il commençait à écrire lisiblement; à six ans il connaissait la musique, et, doué d'une voix agréable, il chantait avec goût les hymnes sacrées. En même temps, les idées religieuses s'emparaient de sa jeune intelligence, et, s'y fortifiant à mesure qu'il avançait en âge, ne lui laissaient aucun doute sur la destinée glorieuse à laquelle l'appelaient les décrets de Dieu. A six ans il portait secrètement un cilice, et se proposait pour modèles les saints de la primitive Église. Un fait surtout lui parut être une révélation véritable et décisive de sa vocation. Ayant entendu parler à ses professeurs des miracles de saint Nicolas de Myre, il résolut de marcher sur ses traces. Cette pensée ne le quitta plus. Au milieu de ses travaux intellectuels il songeait à la gloire des saints, méditait la conversion des infidèles, et rêvait même parfois la palme du martyre.

En attendant il travaillait avec zèle, et, comprenant

bien que l'âge n'était pas encore venu de réaliser ses idées, il mettait toute son ardeur à terminer ses études, et à conquérir avec succès les grades qui ouvraient alors l'entrée de toutes les carrières. L'étude de la jurisprudence, étude toujours sérieuse et difficile, mais surtout à cette époque de transformation sociale, offrit à son intelligence un aliment digne d'elle, et donna satisfaction aux goûts ardents et presque belliqueux que lui avait transmis, en le tenant sur les fonts baptismaux, le cousin germain de son père, le batailleur Bernard de Beaufort. Il se fit recevoir docteur en droit civil, et, peu après, docteur en droit canon. Puis, comme au moyen âge la scolastique était le dernier terme et en quelque sorte le couronnement obligé de toutes les études, il soutint des thèses publiques contre les savants de l'époque, et se mit à professer la théologie.

Cependant son père avait d'autres vues sur lui, et ne se proposait nullement de le faire entrer dans les ordres. Se sentant vieillir, et voyant avec orgueil les éminentes facultés et la réputation précoce de son fils, le baron Richard voulait remettre entre les mains du jeune héritier de son nom l'administration de la seigneurie de Menthon. En même temps, pour assurer l'avenir de sa race, il voulait lui faire contracter un riche mariage. Mais Bernard ne devait pas résister à la vocation divine.

Rappelé par son père au château de Menthon, il ne songea point à désobéir, et vint retrouver ses parents, mais non sans quelque appréhension secrète au fond du cœur. Ce qu'il craignait, ce qu'il avait pressenti peut-être, ne tarda pas à se réaliser. Peu de jours, en effet, après son retour dans la maison paternelle, il y avait

grande fête au manoir. La table du festin était dressée, les seigneurs voisins y prenaient place, et le baron Richard, donnant la main à une belle et gracieuse jeune fille, présentait à son fils celle qu'il lui destinait pour épouse. Ce qui eût comblé tout autre de joie redoubla les ennuis du jeune docteur. Bernard sentit son cœur se serrer; et, prétextant la fatigue et l'indisposition, il se retira dans sa chambre pour se recueillir. Là, dans le secret de son oratoire, il versa d'abondantes larmes, et implora la protection de saint Nicolas de Myre. Cependant le temps pressait, il fallait prendre une prompte décision. Après avoir passé la nuit dans une sorte d'extase, Bernard prit la plume et écrivit la lettre suivante : « Mes parents bien-aimés, pardonnez-moi. Le Roi Sauveur m'appelle; je vais où sa voix me conduit. N'insistez pas pour m'ébranler; ne faites plus de préparatifs somptueux, et ne vous préoccupez pas plus longtemps de mon avenir. Je ne veux ni me marier ni gouverner une baronnie : je veux conquérir le royaume céleste. » Cette lettre terminée, le jeune homme la plaça dans l'endroit le plus apparent de sa chambre; puis, réunissant toutes ses forces et jetant un dernier regard d'adieu sur toutes ces richesses que tant d'autres lui enviaient et qu'il quittait sans regret, il sortit mystérieusement pendant que tout dormait encore dans la maison, et gagna d'un pas rapide la vallée d'Aoste.

Nous ne nous étendrons pas sur le récit de ce qui suivit. Pierre, archidiacre de l'église d'Aoste, accueillit avec bonté le jeune transfuge, et dirigea ses premiers pas dans la carrière sacerdotale. Bernard reçut les ordres sacrés, et se livra à l'exercice de la prédication évangélique. C'est

alors que, pendant ses courses dans les montagnes environnantes, les idées de son enfance revinrent se présenter à son esprit plus vives que jamais. Une occasion de les réaliser dignement s'offrait à son zèle; il résolut de la saisir.

On sait quel était l'état moral de l'Europe dans ces siècles de trouble et de violences qui suivirent la mort de Charlemagne. La féodalité naissante n'était pas encore assez forte pour lutter contre l'anarchie. Ce malaise social, qui caractérise les époques de transition et de renouvellement, alors que les institutions n'existent encore qu'en germe, se faisait sentir dans toutes les classes, et jusque dans les rangs de la milice sacrée. Le souvenir de la distribution que Charles Martel avait faite à ses leudes des bénéfices ecclésiastiques à titre de récompense nationale n'était pas encore effacé, et les effets désastreux de cette mesure, qui avait trouvé des imitateurs dans d'autres contrées de l'Europe, se faisaient encore sentir. D'autre part, les partages successifs de l'Empire et les rivalités incessantes entre les princes avaient affaibli partout le prestige du pouvoir et détruit l'esprit de nationalité. La guerre désolait toutes les contrées; et les pirates venus du Nord et du Midi exerçaient leurs ravages presque sans résistance.

Au milieu de ce chaos, on devine facilement ce que pouvaient devenir les populations isolées dans les déserts, entre des vallées de glace et des montagnes couvertes de neige. Ne recevant de nulle part la culture intellectuelle et morale qui eût pu les arracher à leurs erreurs, les habitants des vallons des Alpes Pennines étaient restés fidèles aux superstitions du paganisme.

Un temple de Jupiter, situé sur le mont qu'occupe aujourd'hui l'hôpital du grand Saint-Bernard, attirait encore des adorateurs; et de là vient que ce pic a porté très-longtemps le nom de mont Joux (*mons Jovis*). Plus loin, au passage des Alpes Grées, à l'endroit où quelques écrivains supposent qu'Annibal franchit les monts, une colonne en pierres, placée là sans doute pour indiquer le chemin, et dont les débris se voyaient encore à la fin du xvii^e siècle, était également l'objet d'un culte superstitieux. On la nommait colonne Joïenne ou colonne de Joux (*columna Jovis*).

Bernard songeait depuis longtemps à faire cesser le scandale de la présence de ces monuments du paganisme au centre de l'Europe catholique. Connaissant la faiblesse de l'esprit humain, qui s'attache si volontiers à des habitudes de routine pour s'épargner la peine de réfléchir, et que la possession d'un temple suffit pour maintenir dans l'erreur, il avait résolu de les détruire. C'est ainsi qu'avait procédé, dans les campagnes de la Touraine, l'apôtre des Gaules, le grand saint Martin. Ses biographes nous le montrent, d'après les témoignages non équivoques de Sulpice-Sévère, mettant le feu aux temples que les païens avaient élevés à leurs idoles, abattant les pins que la superstition gauloise avait consacrés aux divinités du paganisme, et bâtissant, à la place des monuments des faux dieux, des monastères sur le modèle de Marmoutiers. En Orient, Théophile, évêque d'Alexandrie, agissait de la même manière, et faisait disparaître les traces matérielles de l'erreur avant d'annoncer la doctrine de la vérité. C'était une nécessité de salut social.

Le jeune prêtre d'Aoste ne faisait que se conformer à ces illustres exemples. Il paraît d'ailleurs que, même en dehors de toute considération religieuse, un motif puissant conviait le nouvel apôtre des Alpes à prendre une résolution énergique. Les prêtres de Jupiter n'exerçaient l'hospitalité que d'une manière bien imparfaite. En dépit de nombreuses tables votives qu'on trouva suspendues aux pieds de la statue de Jupiter Pennin, portant le nom des voyageurs et l'indication de leur patrie, souvent le temple était désert, et les pèlerins n'y trouvaient personne qui pût les secourir. Mais, d'un autre côté, à quelques pas de là, dans les endroits les plus dangereux du passage, ils rencontraient des bandes de malfaiteurs. Les brigandages et les assassinats se multipliaient au mont Joux, et la population chrétienne en rendait responsables les prêtres de Jupiter eux-mêmes.

Il y avait urgence de faire cesser un tel état de choses. Bernard se mit courageusement à l'œuvre. Après avoir fait quelques missions dans la vallée des Alpes pour préparer les populations à comprendre le langage de la vérité, il se rendit un jour, accompagné de dix de ses clercs, sur le mont Joux, et renversa le temple du dieu. De là il se rendit au lieu où s'élevait la colonne Joïenne, et la brisa. Ces faits se placent, suivant l'opinion la plus probable, vers l'an 962 (1).

(1) Quelques historiens rapportent à l'année 1062 la date de la destruction du temple de Jupiter et de la fondation du couvent. Un autre, que nous croyons être le seul à émettre cette opinion, Depping, dans un ouvrage d'ailleurs recommandable sur la Suisse, la place, au contraire, à l'an 862. Mais les opinions les plus estimées adoptent l'ordre chronologique que nous indiquons. C'est celle de M. de Saus-

Mais ce n'était pas assez d'avoir détruit le symbole de l'erreur : il fallait que la charité eût son tour. Le disciple bien-aimé du Fils de Dieu répétait sans cesse ces belles paroles, que nous avons prises pour épigraphe de ce livre : « Mes petits enfants, aimez-vous les uns les autres ; c'est le précepte du Sauveur, et si on l'observe fidèlement, il suffit pour être sauvé. » Saint Bernard l'avait compris. D'ailleurs son cœur compatissant avait cruellement souffert, durant le cours de ses missions, à la vue des maux de toute nature qu'avaient à supporter les pèlerins allemands et français en traversant ces montagnes. Il les avait vus mourants de froid et de faim, succombant à la fatigue, et s'égarant dans des sentiers à peine frayés. Il avait gémi sur leurs souffrances ; et l'émotion qu'il avait ressentie, se traduisant en généreuses inspirations, lui avait suggéré la pensée d'y apporter un remède durable. Il résolut donc de fonder sur l'emplacement des temples qu'il avait détruits des établissements qui pussent offrir indistinctement à tous les membres de la grande famille humaine, riches ou pauvres, grands ou petits, chrétiens ou idolâtres, le repos après une longue marche, des soins empressés quand la fatigue leur causerait de trop grandes souffrances, et, en tout cas, des aliments et un abri. Le zèle de la charité le dévorait ; et, dès que l'idée de soulager les voyageurs eut germé dans son esprit, il s'occupa sans relâche de la réaliser. Ce fut là désormais l'œuvre de sa vie entière.

sure, dont nous aurons bientôt occasion de citer plus longuement les œuvres ; c'est celle de Feller et des Bollandistes. Aussi avons-nous cru devoir l'adopter sans hésitation, et calculer d'après elle toutes les dates citées dans ce chapitre.

Un changement survenu dans sa position, en augmentant son influence, lui permit d'exécuter ses projets. Vers l'an 966, l'archidiacre Pierre vint à mourir, et l'opinion publique désigna Bernard pour lui succéder.

Le fugitif du château de Menthon était dès lors entouré d'une vénération universelle; et, la population de la cité d'Aoste s'étant réunie pour procéder à l'élection, il fut nommé d'une commune voix. Vainement il voulut se récuser, craignant d'abord de n'avoir plus assez de temps, s'il assumait la responsabilité de fonctions aussi importantes, à consacrer à l'organisation de ses hospices; mais les instances du clergé et du peuple le décidèrent à accepter. C'était assurément le plus grand bonheur qui pût arriver à ces contrées; car, animé de ce zèle qui rend tout facile, il acquit bientôt, dans l'exercice de ses fonctions nouvelles, une telle réputation de talent et de sainteté, que chacun s'empressa de mettre à sa disposition des sommes considérables pour l'aider dans l'accomplissement de ses bonnes œuvres. De riches étrangers venus en Italie pour visiter Rome s'arrêtèrent à Aoste, et se firent un honneur de joindre leurs offrandes à celles des habitants du pays. Entre les mains d'un prêtre aussi actif que Bernard, ces capitaux ne demeurèrent pas longtemps improductifs. Bientôt de solides constructions s'élevèrent sur les ruines du temple de Jupiter et auprès des débris de la colonne Jolienne; des religieux y furent installés; on y accumula des provisions de toute nature, et les voyageurs y reçurent l'hospitalité. Le grand et le petit Saint-Bernard étaient créés.

L'archidiacre vendit lui-même son patrimoine, et en

consacra le prix entier à ces deux fondations. Son père et son vieux parrain, résignés enfin à le voir renoncer à la puissance féodale, furent touchés à leur tour par son zèle, et réchauffés par cet ardent amour du prochain qui lui faisait braver presque chaque jour les fatigues d'une ascension périlleuse et les rigueurs des frimas, pour veiller lui-même à tous les détails d'une intelligente organisation. Ils dotèrent richement les magnifiques établissements qu'il venait de fonder; l'avenir de ces deux maisons fut assuré d'une manière définitive, et la charité chrétienne enregistra dans ses annales un prodige de plus.

Nous ne voulons ajouter aucune réflexion à ce récit. Il est des œuvres qu'il suffit de rappeler pour que toutes les paroles deviennent inutiles; et l'éloquence humaine est impuissante pour louer des hommes aussi éminents en vertu que saint Bernard de Menthon. Ses œuvres parleront pour lui dans la postérité la plus reculée; elles en diront plus que tous nos discours. Bornons-nous donc à retracer brièvement les derniers actes d'une si belle vie.

Dès l'origine, il établit dans les couvents qu'il avait fondés des chanoines de l'ordre de Saint-Augustin, qui les desservirent avec autant de régularité que de zèle, et dont il fut le premier prévôt. Puis, quand il eut ainsi assuré des secours aux pèlerins, il reprit le cours de ses missions. Pendant près de quarante années encore, bien que déjà vieux et fatigué, on le vit, grandi par son zèle et puisant dans son ardeur des forces toujours nouvelles, évangéliser les diocèses de Sion, de Genève, de la Tarantaise, de Milan et de Novare; revenir de là

pour vaquer à l'administration de l'Église d'Aoste, et gravir les monts pour visiter ses hôpitaux et affermir le courage de ses religieux. Mais, comme les plus fermes volontés doivent céder à la loi de la nature, quand il sentit enfin que la mort allait venir, il ne voulut pas terminer sa carrière sans aller dans la ville éternelle rendre compte au successeur des apôtres de ce qu'il avait fait au nom du Christ pour le soulagement de l'humanité. Il s'achemina vers Rome, où il obtint du pape la confirmation de son institut. Puis, tranquille désormais, ayant accompli sa mission sur la terre, et se reposant sur la Providence du soin de protéger son œuvre, il revint en Lombardie, et mourut à Novare, un jour de dimanche, le 28 mai 1008, après quatre-vingt-cinq années d'une vie pure et entièrement remplie d'actes charitables. La cérémonie de ses obsèques eut lieu le 15 juin suivant, et son corps fut déposé dans les caveaux du célèbre monastère de Saint-Laurent, près de Novare.

Mais de tels hommes ne meurent pas tout entiers ; ils laissent après eux d'impérissables souvenirs, que l'humanité reconnaissante doit consacrer par de pieuses solennités. L'Église, qu'il avait si longtemps édifiée par ses vertus, ne tarda pas à l'inscrire au nombre de ses saints. Sa fête fut fixée au 15 juin. L'institut qu'il avait d'abord placé, en souvenir de ses premières inspirations, sous la protection de saint Nicolas de Myre, prit dès lors son nom, et devint promptement célèbre sous le titre, aujourd'hui si justement populaire, d'ordre de Saint-Bernard.

CHAPITRE III

LES SARRASINS. — LES COMTES DE SAVOIE

Comme toutes les œuvres marquées au coin du génie, de la sainteté surtout, et destinées à un long avenir, la fondation du saint archidiacre d'Aoste arrivait à son heure. En dehors même de son caractère propre et des règles auxquelles elle devait être soumise, les circonstances au milieu desquelles se trouvait alors l'Europe ajoutaient, aux services qu'elle était appelée à rendre dans le cours des âges, le mérite de l'opportunité. L'empire de Charlemagne s'en allait en poussière : de ses débris s'étaient formés des royaumes qui, sous l'influence de mille causes diverses, allaient eux-mêmes se subdivisant chaque jour. Les contrées situées entre la France et l'Italie étaient partagées entre une foule de petits princes trop occupés à se défendre eux-mêmes et à se maintenir dans leurs tours crénelées, trop faibles pour protéger efficacement les populations. Leurs contestations perpétuelles, leurs luttes incessantes ajoutaient

un motif de plus aux nombreuses causes de ruine et de dissolution qui pesaient alors sur le monde.

En quittant les défilés du Jura, on rencontrait d'abord le comte de Genève et de Vaud, et l'évêque souverain de Genève; plus loin, en suivant les bords du lac, le seigneur du Chablais; puis l'abbé de Saint-Maurice, un des plus puissants par la position qu'il occupait, commandant le cours du Rhône et pouvant fermer à sa volonté le passage des Alpes. A droite, sur la route de Milan, l'évêque souverain de Sion, seigneur haut justicier, possédant le Valais; et sa juridiction s'étendait sur les monts où les disciples de Bernard de Menthon venaient de fixer leur séjour. Au midi, gardant les défilés des Alpes Cottiennes et Maritimes, c'était le sire de Faucigny, le comte de Maurienne, l'abbé de Moutiers et le marquis de Suse. C'était, en un mot, là comme dans toute l'Europe, l'époque où les grands vassaux tendaient à se rendre indépendants de toute autorité supérieure, et à s'attribuer peu à peu toutes les prérogatives de la souveraineté. Le mouvement féodal, quelque temps contenu par une main ferme et puissante, brisait toutes les entraves, et ne connaissait plus d'autres obstacles que les rivalités de seigneur à seigneur. Dans la même ville quelquefois, par exemple lorsqu'il y avait un comte et un évêque, le pouvoir était disputé.

Tous ces petits princes avaient reconnu pendant tout le cours du ix^e siècle la suzeraineté des césars d'Aix-la-Chapelle, successeurs de Charles le Grand. Mais lorsque l'édifice élevé par un grand homme sur des bases trop fragiles était venu à crouler, lorsque Charles le Gros, trop faible pour supporter la dignité suprême, et

reconnu impuissant à défendre les peuples soumis à sa couronne contre les invasions des hommes du Nord et du Midi, fut déposé par les vassaux réunis à Tribur, Rodolphe Welf, comte de la Bourgogne transjurane, s'était fait élire roi dans une diète tenue à Saint-Maurice en Valais, en 888. Quarante ans après, son fils Rodolphe II avait reculé les limites de ce nouveau royaume du côté du nord, non sans avoir eu à soutenir des luttes fréquentes. Il avait réuni les deux Bourgognes pour en former le royaume d'Arles, qui comprenait la Savoie et une grande partie de la Suisse. Mais bientôt de nouveaux adversaires, plus dangereux que les petits rois qu'il avait eu à combattre, étaient venus se mettre de la partie et réclamer une part du butin.

Depuis près de deux siècles les musulmans d'Espagne et d'Afrique, connus dans l'histoire sous le nom de Sarrasins, menaçaient l'Europe chrétienne. Conquêteurs nomades, quelques-uns d'entre eux seulement parvenaient à fonder des établissements durables et à goûter le repos à la suite de leurs courses aventureuses. Pour le plus grand nombre, c'était obéir à leur destinée et accomplir les mystérieux desseins de la Providence que de se livrer à des migrations perpétuelles. Ainsi était-il arrivé. Partis du fond des déserts de l'Arabie, ils avaient conquis en passant, sur les deux rivages de la Méditerranée, des villes, des provinces, des royaumes même; et l'on avait pu croire qu'ils fixeraient définitivement leur séjour sur les bords enchantés du Tage et dans les riantes vallées du Douro, du Xenil et du Guadalquivir. Mais ce n'était qu'une halte momentanée. Bientôt de nouveaux venus s'étaient joints aux premiers occupants;

et ces tribus, à qui il fallait de toute nécessité l'espace, le mouvement, la perspective d'horizons toujours nouveaux, se sentaient à l'étroit dans les contrées qu'elles avaient soumises. Poussés en avant par un irrésistible besoin de guerroyer, leurs soldats traversaient les défilés des Alpes et des Pyrénées, et venaient chercher dans les plaines de France et d'Italie un plus vaste théâtre pour leurs exploits. Leurs invasions fréquentes, toujours accompagnées de pillages et de massacres, ajoutaient au malaise universel dans lequel se débattait le monde. Au milieu du VIII^e siècle, la nation des Francs avait accompli sa mission divine en refoulant au midi, par un sublime effort, ces hordes envahissantes. Arrêtés par Charles Martel dans les plaines de la Touraine, les Sarasins, qui n'étaient point accoutumés à de pareilles défaites, avaient rétrogradé, mais sans se retirer complètement; et, si l'avenir de la civilisation avait été sauvé par cette bataille, la chrétienté n'avait pas été délivrée d'une manière définitive.

Par malheur, les divisions des princes ne leur étaient que trop venues en aide, et ils avaient fini par s'établir en Provence, fixant au milieu des rochers et des forêts de pins de Fraxinet (la Garde Fraisnet) le centre de leurs opérations militaires. Hugues de Provence était cependant parvenu, en 942, avec le secours des galères grecques, à chasser ces bandes de pillards. Mais l'ambition le poussa peu de temps après à détruire lui-même son œuvre. Voulant disputer à son compétiteur Bérenger la couronne d'Italie, il songea que ces barbares pourraient, après tout, le servir dans ses projets, et il leur confia la défense des Alpes contre son rival. « Dès lors, dit M. Des-

riches, cette barrière naturelle ne protégea plus ni la France ni l'Italie. Les postes sarrasins, qui formaient une chaîne depuis Fréjus jusqu'à Saint-Maurice en Valais, interrompirent les communications entre les deux pays ; » et le pèlerinage de Rome devint un acte de courage autant que de piété.

On comprend sans peine, en effet, ce que devait être un pays confié à la garde de pareils hommes. La France, Marseille, Arles et les villes de la Camargue se souvenaient de leur passage. De plusieurs cités romaines qu'ils ont occupées, il ne reste aujourd'hui que des ruines. Ce n'était donc pas chose facile que de passer au milieu des postes qu'ils avaient établis en Suisse et en Savoie. Le passage des Alpes par le mont Cenis et Suse était fermé ; et ce fut une grande joie parmi les pèlerins lorsqu'on apprit que Bernard de Menthon établissait, sur le mont Joux et près de la colonne Joïenne, les deux hospices dont nous venons de redire les origines. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que ces saintes demeures, richement dotées dès le début, excitèrent elles-mêmes la convoitise et eurent beaucoup à souffrir de la part de leurs terribles voisins. Mais toutefois ceux-ci n'avaient pas quitté les Pyrénées et les plages de la Libye pour s'établir sur les monts. Ils pillaient les couvents ; c'était tout ce qu'ils voulaient ; et, malgré tout, soutenue qu'elle était par de nombreuses sympathies, l'œuvre hospitalière put prospérer à côté d'eux. On ne tarda pas d'ailleurs à se lasser de ces hôtes incommodes : et, comme les bandes de la Hongrie n'étaient pas loin, les comtes de Provence se servirent des Hongrois contre les Sarrasins, des Sarrasins contre les Hongrois, et par-

vinrent à se délivrer des uns et des autres. Les pèlerins respirèrent ; la route du mont Cenis redevint libre : mais on avait pris l'habitude de celle du Saint-Bernard, et le couvent continua à héberger chaque jour de nouveaux visiteurs.

Pendant ce temps-là, les populations commençaient à revenir des terreurs de la fin du monde, que leur avait causées l'approche de l'an 1000. Voyant le ^x^e siècle s'avancer et l'Europe rester debout, on reprenait confiance ; on regardait autour de soi, et l'on constatait les positions acquises. Or voici ce qui résultait de cet examen : les seigneurs, obligés d'être sans cesse sur la défensive, s'étaient fortifiés dans leurs manoirs ; les monastères eux-mêmes étaient devenus de véritables forteresses ; et, encore une fois, l'esprit d'insubordination gagnait les vassaux, qui se demandaient pourquoi leurs suzerains ne savaient pas mieux les protéger. Le royaume d'Arles, de date récente, comme on sait, tombait à son tour en dissolution. Les comtes d'Orange, de Provence, de Savoie, de Lyonnais, de Bresse ; les évêques de Lyon, de Grenoble, de Genève et de Bâle étaient devenus de véritables souverains, ayant peu de puissance sans doute, mais complètement indépendants de tout pouvoir supérieur et maîtres sur leurs terres. Lorsqu'en 1033 le dernier roi d'Arles mourut sans postérité, léguant ses possessions à l'empereur Conrad le Salique, depuis longtemps il n'avait plus de la royauté que le nom. Ceux qu'il appelait par tradition ses vassaux devinrent feudataires de l'Empire sans être beaucoup plus soumis. La plupart d'entre eux, au contraire, avouaient hautement l'intention de devenir puissants et de jeter

à leur tour les fondements d'une monarchie durable.

L'un d'eux y parvint. C'était le comte Humbert aux Blanches-Mains. Il fut le seul, d'ailleurs. Pendant que les petites principautés qui l'entouraient étaient absorbées par des voisins entreprenants et se fondaient peu à peu dans de grands États, il commençait la fortune de la maison de Savoie. Ceci mérite attention. Nous allons assister à la naissance et à l'agrandissement successif d'un État qui, d'abord comté, puis duché, devint enfin royaume. Si rapidement qu'elle soit racontée, cette existence, dont chaque jour est marqué par un nouveau progrès, est curieuse et instructive. De ce moment aussi l'histoire extérieure du mont Saint-Bernard entre dans une nouvelle phase.

Jusqu'alors il avait vécu ; c'était beaucoup : c'était tout. Maintenant les Sarrasins et les Hongrois sont partis ; les petits princes s'effacent, et la position se simplifie. Le pays qu'on nomme le Valais garde son administration distincte ; mais il ne peut échapper, quoi qu'il fasse, à la nature des choses ; il est la frontière qui sépare la Savoie du Milanais. Son histoire est mêlée à leur histoire. Et le mont Saint-Bernard, placé de son côté à l'extrême limite du Valais, au sommet de la route, voit sans cesse passer et repasser des armées. Il entend souvent retentir des cris de guerre dans les défilés qu'il protège ; et sa possession même, comme position stratégique, devient un objet de discussion. On voit, d'après ce programme, quel intérêt pourrait offrir cette histoire sous la plume d'un écrivain qui en retracerait le tableau d'une manière complète. Quant à nous, il suffit au plan que nous nous sommes imposé d'indiquer

l'ensemble et de crayonner à grands traits les détails les plus caractéristiques. Résumons donc et procédons par ordre. La Savoie d'abord ; pendant les premiers siècles , c'est elle seule qui va nous occuper. Le tour du Milanais viendra ensuite, et ce ne seront pas les pages les moins glorieuses.

Humbert I^{er}, dit Humbert aux Blanches-Mains, héritier d'un de ces petits princes que nous avons nommés au début de ce chapitre, était comte de Maurienne. Après la dissolution du royaume d'Arles, l'Empereur lui donna le Chablais, le Valais et Saint-Maurice. Pour un autre, ce n'eût peut-être été qu'un don nominal. Humbert fit en sorte que ce fût quelque chose, et que ce quelque chose fût suffisant pour le sortir de pair ; mais ce n'était que le début. Il avait tracé la voie ; des mariages allaient faire le reste en faveur de ses descendants. Son fils Odon, contemporain du pape Grégoire VII, de l'empereur Henri IV et de la célèbre Mathilde de Toscane, était voisin d'Adélaïde, marquise de Suse, qui commandait, par cette position, l'une des extrémités du passage du mont Cenis, tandis que lui, maître de Maurienne, possédait l'autre extrémité. Le moindre conflit entre eux pouvait rendre le passage dangereux : le caprice de l'un d'eux pouvait fermer les monts ; et, en tout cas, la réunion de leur volonté était nécessaire pour obtenir la libre traversée. Un mariage entre eux tranchait la difficulté ; c'était un acte de bonne politique. Adélaïde, d'ailleurs, se trouvait souvent en discussion avec les archevêques de Turin ; en agrandissant la puissance de sa maison, elle se mettait à même de braver leurs prétentions. Déjà veuve en premières nocces du duc de

Souabe, et en secondes noccs du marquis de Montferrat, elle donna sa main au comte de Maurienne et de Saint-Maurice. Par la réunion de leurs possessions, ils eurent à la fois les clefs de deux routes, celle qui passait par le mont Saint-Bernard et celle du mont Cenis ; et ainsi fut constituée une famille qui devint la gardienne naturelle des Alpes.

C'était une femme remarquable que la comtesse Adélaïde, qui assista à de si grands événements, et à laquelle il fut donné d'avoir une si puissante influence sur l'avenir de l'Italie. Elle vit la fameuse querelle des investitures. Il n'entre pas dans notre sujet d'en retracer les phases. Les empereurs, et en particulier Henri IV, s'arrogeaient le droit de nommer seuls les abbés, évêques et archevêques, et leur donnaient en même temps l'investiture du titre ecclésiastique et celle des domaines qui étaient attachés à ce titre. Il y avait là un abus ; à la longue, des prélats indignes se seraient introduits, par la faveur impériale, au sein de la milice sacrée, et Grégoire VII fit son devoir en s'y opposant avec énergie.

Les convictions religieuses d'Adélaïde étaient défavorables à l'Empereur. Mais, d'autre part, Henri IV était son gendre ; elle avait reçu de lui l'investiture de ses États ; elle en espérait beaucoup pour l'avenir de la maison de Savoie. Avec cette adresse dont une femme seule peut-être était susceptible, elle trouva moyen de tout concilier. Lorsque, au mois de janvier 1077, le chef de l'Empire, forcé de courber la tête devant une sentence d'excommunication, vit les princes d'Allemagne se liquer contre son pouvoir, Adélaïde, sans protester contre

l'acte de justice du pontife, offrit à Henri ses services.

Celui-ci, comprenant que la lutte, au point où elle était arrivée, ne pouvait plus être continuée sans danger, s'humilia devant Grégoire VII, et prit le chemin de l'Italie pour lui demander l'absolution. Le duc de Souabe et le seigneur de la Forêt-Noire s'étaient soulevés contre lui; des troupes armées cherchaient à lui fermer tous les chemins. Il passa en Bourgogne, et vint traverser la Savoie. Adélaïde, Amédée et tous les chefs militaires de leur cour se rendirent, accompagnés d'une suite nombreuse, au sommet du mont Cenis, reçurent le prince déchu avec les mêmes honneurs que s'il eût été dans l'éclat de sa toute-puissance, et l'escortèrent jusqu'au terme de son voyage.

Cette démonstration envers un excommunié pouvait avoir ses dangers. Grégoire VII pouvait la regarder comme une insulte; la comtesse Mathilde, qui soutenait sa cause, pouvait aussi se croire attaquée dans ses sentiments hautement déclarés. Toutefois, ce qui semblait devoir amener l'orage fut, au contraire, ce qui le détourna.

Bien qu'adversaire implacable de l'Empereur, et jalouse de se rendre indépendante de son pouvoir, Mathilde se joignit à Adélaïde, et toutes deux allèrent de concert se présenter humblement au pape, à Canosse, lui demandant grâce et réconciliation de la part de l'Empereur. Ce ne fut que le troisième jour que le souverain pontife consentit à l'admettre de nouveau au sein de l'Eglise et à se réconcilier avec lui. La participation de la maison de Savoie dans ce grand épisode de l'histoire du moyen âge a été consignée dans un document authentique.

Grégoire VII écrivit aux divers souverains de l'Europe chrétienne qu'il avait absous l'Empereur sur les instances et d'après l'intercession de l'abbé de Cluny et des comtesses Mathilde et Adélaïde. Pour la famille de cette dernière, la récompense ne se fit pas attendre. En 1098, Henri IV, redevenu le maître, investit le comte Humbert II, fils d'Amédée, petit-fils d'Adélaïde, des marches de la Suse et de Turin ; il lui permit de prendre le titre de marquis d'Italie, et lui donna des témoignages d'une vive affection.

Ainsi, dans un court espace de temps, la maison de Savoie était devenue puissante. De toutes parts, ainsi qu'il arrive toujours, on en prenait de l'ombrage. Les successeurs de ce même comte Humbert II eurent à lutter contre les princes, les évêques et les communes du Valais et du Piémont. Néanmoins, pendant tout le cours du XII^e siècle, leur influence alla sans cesse en grandissant, et leurs possessions territoriales s'accrurent d'une partie des biens de la riche abbaye de Saint-Maurice. Le lac de Genève ne bornait même pas leur puissance ; ils avaient déjà des domaines dans le pays de Vaud ; leur château de Chillon les rendait maîtres des abords du lac dans le Valais, et il ne dépendait pas des empereurs qu'ils n'eussent toute la Suisse. En 1199, l'empereur Philippe conféra au comte Thomas la possession de Moudon, non loin du lac de Neuchâtel. Alors se présente un curieux spectacle. Le duc Berchtold de Zähringen, seigneur du haut pays, refuse de reconnaître la cession faite par l'Empereur, et oppose la force des armes aux nouveaux venus, dont il redoutait l'influence ; mais les Valaisans défendent le comte de Savoie. Les hommes d'armes se

mettent en marche ; une bataille s'engage sur le Grimsel, et le vainqueur dans cette mêlée, c'est Varin, l'évêque de Sion, sous l'autorité duquel le pays demeure libre. Berchtold se retire ; il était réservé à la maison impériale de Habsbourg de disputer plus tard à celle de Savoie l'héritage des Zahringen.

En attendant, les fils du comte Thomas continuent les traditions de leurs ancêtres, et portent au plus haut degré l'honneur et la réputation de leur famille. Nous ne nous arrêterons pas à montrer Philippe, l'un d'eux, disputant à Jean de Cossonay la dignité d'évêque de Lausanne, qui leur avait été conférée à l'un et à l'autre par les voix des deux partis contraires : ce serait nous éloigner du sujet spécial de ce livre. Mais ce sera y rentrer, au contraire, que de transcrire un passage des chroniques romanes cité par M. de Colbéry. Nous allons retrouver là le prévôt du grand Saint-Bernard ; et le rôle qu'il joue à cette époque dans le gouvernement des peuples est tout à la fois pour nous un signe caractéristique du temps, et la preuve que l'institution charitable, qui ne compte pas encore trois siècles d'existence, a prospéré silencieusement au milieu des discussions qui s'agitaient autour d'elle, et en dépit des armées qui ont passé à diverses reprises sous les murs du couvent.

C'était pendant les années qui précédèrent l'avènement au trône de Rodolphe de Habsbourg. Conrad IV était mort en laissant un fils en bas âge. Une partie des princes allemands avait choisi pour empereur Alphonse X, roi de Castille ; d'autres avaient élu Richard, frère du roi d'Angleterre Henri III, lequel était venu se faire couronner à Aix-la-Chapelle, le 17 mai 1257.

« Sous le règne de Richard, disent les chroniques (1), les hauts barons, qui souffraient impatiemment la puissance de Pierre de Savoie, se liguèrent avec les villes, et choisirent un chef qui les conduisit contre Chillon ; mais Pierre eut recours à la ruse, les surprit et les soumit. Le comte de Savoie parcourut ensuite toute la contrée, s'empara de Moudon, prit Romont de vive force, et y bâtit la tour qui porte encore son nom. Il éleva de ces tours à Morat, à Yverdon et dans beaucoup d'autres endroits. Puis il comparut devant le chef de l'Empire ; son armure était moitié de fer, moitié d'or, parce qu'il devait ses États en partie à sa valeur, en partie à sa richesse. Pendant son absence, les comtes de Genève, de Montfaucon et de Gruyères se révoltèrent ; mais il accourut à la tête de troupes anglaises, et leur fit voir combien toute résistance serait inutile. Enfin il fonda la puissance des comtes de Savoie sur le pays de Vaud, et jusque sur les pays allemands. Cette puissance néanmoins ne s'exerçait qu'avec le concours des états. Le gouverneur siégeait à Moudon. Dès que l'assemblée était demandée par l'intermédiaire des syndics de cette ville, elle devait être convoquée dans les trois semaines. On nomme, comme y ayant eu séance, le commandeur de Chaux, le prévôt de Romain-Moutier, l'abbé de Hautecrest, le prévôt de Payerne, celui de Saint-Bernard et de Saint-Claude, etc. A la tête de la noblesse étaient

(1) Cette citation pourrait au besoin servir à résoudre un problème historique qui a été très-discuté. Ce qu'on a appelé l'interrègne de l'Empire n'a réellement pas existé. Richard a exercé les droits d'Empereur, et il comptait Pierre de Savoie au nombre de ses plus fidèles et plus utiles partisans.

les comtes de Romont, de Gruyères et de Neuchâtel ; enfin venaient les représentants de quatre bonnes villes : Moudon, Yverdun, Morges et Nyon, et ceux des villes inférieures. »

Nous n'avons pas besoin d'insister sur les réflexions que provoque la lecture de ce passage. Dans toutes les contrées, à certaines époques, il a fallu être puissant pour être libre ; et ceux-là seuls comptaient pour quelque chose dans l'organisation féodale, qui à la richesse territoriale joignaient le prestige de l'autorité. Mais aujourd'hui le Saint-Bernard n'a besoin, pour subsister, que de n'être pas opprimé et de vivre de sa vie propre ; les revenus de ses possessions n'ont et ne peuvent avoir d'autre destination que de procurer un abri et des aliments aux voyageurs. Il est évident que, sans rien changer à leur règle intérieure, les institutions, comme les hommes, doivent subir fatalement, dans leurs relations avec le dehors, l'influence du temps et des circonstances. Pour n'être pas le jouet de leurs voisins et la proie d'une tyrannie qui les eût conduits à l'anéantissement de leur ordre, il fallait, au XIII^e siècle, que ces moines prissent place dans les conseils du gouvernement de ces mêmes populations dont ils se contentent aujourd'hui d'être les bienfaiteurs.

CHAPITRE IV

LES DUCS DE SAVOIE. — LES DUCS DE BOURGOGNE

Arrivons au terme de cette époque de transformation. Nous avons dit les exploits et montré la puissance de Pierre de Savoie. Philippe, son frère, reçut de l'archevêque de Besançon la ville et le château de Noyon, Laupen et Morat. Il fallut que l'Empereur lui disputât la Suisse. Mais cet empereur était Rodolphe de Habsbourg, l'habile fondateur d'une maison appelée à de si hautes destinées. Philippe fut contraint par lui de renoncer à ses prétentions sur Fribourg et Lausanne. En revanche, son successeur, Amédée VI, surnommé le *comte Vert*, se consolida dans les seigneuries de Gex, Faucigny, Vaud et Valmorey, et, ce qui était plus important pour l'avenir de sa maison, obtint du roi Louis de Provence la cession de ses droits sur le Piémont.

Ici se placent, dans l'ordre chronologique, la légende de Guillaume Tell et la proclamation de l'indépendance des cantons suisses (1308-1309). L'Allemagne et l'Italie ne se disputeront plus désormais la possession de ces belles contrées, dont les habitants ont chassé les gou-

verneurs impériaux. Longtemps partagée entre de petits seigneurs, la Suisse devient progressivement la nation indépendante que nous connaissons aujourd'hui, et dont le Valais, après avoir été son allié pendant des siècles, sous une administration entièrement distincte, fait partie de nos jours. Le premier mardi d'après la Saint-Nicolas, en l'année 1315, les paysans du canton d'Uri, de Schwitz et d'Unterwalden signent le traité d'alliance auquel devaient peu à peu venir accéder les autres cantons. « Nous sommes résolus, disent-ils, que nul de « nous desdicts pays ne permettra ni n'endurera être « gouverné par seigneurs, ni recevoir aucun prince. » Ils ont tenu parole ; et nous allons voir bientôt quel courage ils savaient déployer pour conserver cette indépendance si chèrement conquise. Mais n'anticipons pas sur les événements.

Pendant que ces faits s'accomplissaient au nord, la destinée des contrées méridionales demeurait la même, et les comtes de Savoie s'affermisssaient de plus en plus dans la région que Charlemagne avait donnée jadis au chapitre de Sion, et qui du lac Léman s'étend au Saint-Bernard. En même temps le *comte Rouge*, Amédée VII, devenait définitivement maître de tout le Piémont, et l'empereur Charles IV le nommait vicaire général du saint-empire en Italie (1381). Amédée VIII, surnommé le *Salomon de son siècle*, acquérait le comté de Nice par les traités de Chambéry, en 1418. « Sous ses sages lois, dit Olivier de la Marche, la Savoie devint le pays *le plus riche, le plus sûr et le plus plantureux du voisinage.* » Sigismond, roi des Romains, en fit un duché qui avait dès lors pour limites sur le continent, au nord

et au midi, celles qu'il a conservées depuis, le lac de Genève et la Méditerranée.

Quant au Valais, sans y prétendre exercer d'une manière absolue un droit de souveraineté qu'ils laissaient à l'évêque de Sion, ils continuèrent néanmoins à intervenir dans ses affaires; ils profitaient avec empressement de toutes les occasions qui pouvaient s'offrir d'y faire acte d'autorité, se fondant précisément sur le vicariat impérial, en vertu duquel ils connaissaient en dernier ressort de tous les appels. Quelquefois repoussés dans leurs prétentions, le plus ordinairement victorieux, ils réussissaient en définitive à maintenir prépondérante leur influence dans le canton. Citons, pour ne pas prolonger inutilement, un seul exemple entre mille de ces interventions continues.

« Sous le règne d'Amédée VII, Guichard de Tavelli gouvernait l'évêché avec sagesse, et, dans le Valais, administrait pour les comtes de Savoie. Non loin de Sion, sur une roche brisée, s'élève, contre la chaîne septentrionale, l'antique château de Sion. Le seul évêque l'habitait avec son chapelain. Un jour se présentèrent les gens de son neveu, Antoine de la Tour de Châtillon, avec lequel il était en contestation. Les uns prétendent que c'était pour des terres, les autres disent que Châtillon accusait l'évêque de vouloir livrer le pays à la Savoie. Tavelli s'étant refusé aux demandes de son neveu, les envoyés le saisirent, et, malgré ses prières, malgré ses cris, le précipitèrent du haut des murs : de roc en roc, ses membres brisés se dispersèrent en lambeaux sur les flancs de la montagne. L'indignation fut générale dans le Valais, car Guichard de Tavelli était

adoré par le peuple ; mais les Raron, les Blandra et d'autres grands se déclarèrent pour Châtillon. Cependant cinq dizains sur sept armèrent pour venger cet attentat ; ils prirent et rasèrent le château de Gradez, et, près du pont de Saint-Léonard, remportèrent une victoire complète sur les nobles. De son côté, Amédée de Savoie, qui est célèbre sous le nom de comte Vert, appuyait de ses troupes l'élection au siège de Sion d'Édouard de Savoie, prince d'Achaïe. Bien que le comte de la Tour lui eût vendu Châtillon, l'armée vengeresse prit et rasa ce château. En vain le seigneur de Brandis vint du Siebenthal pour secourir son parent de la Tour ; il périt dans le Valais ; le comte de la Tour fut obligé de quitter la contrée, et vécut à la cour de Savoie, faisant partie des conseils des princes et se distinguant par ses lumières. Dès que la peste eut tué le comte Vert, le haut Valais prit les armes, chassa Édouard d'Achaïe, envahit le bas Valais et le Chablais, et arbora sur le fort Majorie les couleurs milanaïses.

Amédée, que les tournois avaient fait connaître sous le nom du comte Rouge, et qui brûlait de signaler sa valeur, convoqua des guerriers de la haute Bourgogne, du pays de Vaud, du Dauphiné, du Piémont. Il se prévalut des traités de son père avec Berne, et fit venir mille hommes aux limites de l'Oberland et du Valais ; enfin les neveux de l'évêque, Amédée et Louis de Savoie, prince de Modène, passèrent le Saint-Bernard avec une troupe nombreuse. On vit accourir les Coligny, les Montfaucon, les Gruyères, les Montbéliard, les Granson. Ce fut le baron de Granson qui arma chevalier le comte de Savoie. Attaqués de tous les côtés à la

fois, les Valaisans, résistant à peine aux Bernois et voyant leur pays ravagé, consentirent à une paix désavantageuse. Ils reçurent l'évêque qu'ils avaient chassé ; et, ne pouvant réparer le dommage souffert par le comte de la Tour, ils promirent de lui engager Sion, Gerstenberg, Majorie et Châtillon. Les dizains inférieurs conclurent ce traité contre le gré des dizains supérieurs ; ils promirent même au comte de Savoie de combattre contre ceux-ci de concert avec eux. Amédée, ayant été obligé de s'éloigner à cause des troubles de Montferrat, confia le soin de cette guerre à Rodolphe de Gruyères, qui franchit le Sanetsch, entraîna à sa suite les soldats de Savoie, les gens de Sierre et de Louèche, et vint camper à Viège pour pénétrer dans les hautes vallées. Les troupes passaient la nuit dans ces nombreuses granges groupées les unes contre les autres comme les maisons d'un village ; les habitants y mirent le feu, et tout aussitôt Pierre de Raron, commandant les Valaisans, fit une brusque attaque. Le comte de Gruyères eut beaucoup de peine à s'échapper. Les vainqueurs prirent le château de Blanora. Pour se venger, les Savoyards tranchèrent la tête aux deux fils de Raron (1). »

Voilà l'histoire de ces temps. Ce curieux épisode, dont nous avons tenu à présenter le récit en entier, n'est point un fait isolé. De semblables événements se renouvelaient souvent ; et lorsqu'on songe qu'ils n'étaient, après tout, que le produit de l'organisation féodale, on se prend à bénir l'instant où cette organisation, utile à une certaine époque, mais devenue ensuite brouillonne

(1) De Golbéry, ouvrage déjà cité.

et tracassière sans profit pour personne, a fait place à une autorité centrale assez forte pour se faire respecter, où le chaos résultant de la simultanéité de mille pouvoirs divers a disparu pour toujours et a fait place à l'unité.

En ce qui touche spécialement le Valais et l'hospice du Saint-Bernard, il faut, du reste, pour tout dire, noter une singularité de plus. Ce n'était pas seulement (et ceci est essentiel à remarquer) relativement à la personne de l'évêque de Sion, ou aux affaires d'un intérêt général pour la contrée, que se soulevaient des querelles de la nature de celles que nous venons de raconter. Le Saint-Bernard lui-même était un objet de discussion. La possession de son territoire, si importante au point de vue des opérations militaires, était trop digne d'envie pour ne pas être l'objet des plus ardentes convoitises ; et il n'y avait pas jusqu'à la nomination du prévôt de l'ordre que les princes de Savoie prétendaient se réserver comme un moyen de plus d'étendre leur puissance et d'asseoir leur domination. Présenté sommairement, le récit des intrigues qui eurent lieu plus d'une fois à cette occasion serait sans intérêt pour le lecteur. Il y aurait lieu pourtant d'entrer à ce sujet dans quelques détails qui ne laisseraient pas d'être assez curieux ; mais il faudrait pour cela dépasser les limites que nous nous sommes imposées. Nous nous contenterons d'y revenir en quelques mots lorsque nous dirons plus loin quelle fut, en 1752, la conclusion dernière de ces luttes d'influence, et quel acte décisif vint y mettre un terme. Quant à la possession même du mont Saint-Bernard, elle fut assurée à la Suisse d'une manière irrévocable à la suite des événements que nous allons raconter.

Ici la scène s'agrandit. Nous touchons à une des époques les plus intéressantes de l'histoire. Nous sommes conduits à évoquer les souvenirs les plus illustres de la Suisse, à mettre en scène des personnages célèbres à divers titres : les uns représentant la ruse et la finesse, qui sont dans la politique le cachet des temps modernes ; d'autres, au contraire, guidés uniquement par les mauvaises inspirations de l'orgueil féodal et courant fatalement vers la ruine, à la grande joie de leurs rivaux. D'une part c'est Louis XI, le bourgeois du Plessis-lez-Tours, ce personnage dont ses qualités comme ses défauts font un type à part dans nos annales ; mauvais fils, monarque ingrat, gentilhomme déloyal ; mais intelligent, habile à profiter des fautes de ses adversaires, profond politique, astucieux et subtil, à ce point qu'on pourrait le placer au nombre des hommes de génie, si le génie n'avait des allures plus franches et des vues plus élevées. Ce fut lui qui le premier fit venir à Paris, où la découverte de Gutenberg n'était connue que de nom, des imprimeurs de Mayence. Ce fut lui qui établit la poste, et fonda les premières manufactures de soieries. On sait en outre qu'il réunit à la France des provinces riches et populeuses.

Mais il eut le tort d'employer presque toujours des moyens illicites. L'utile était sa seule règle. Suivant en cela l'exemple de la plupart de ses contemporains, il trouvait bons tous les moyens, pourvu qu'ils servissent ses projets. Cruel, égoïste et débauché, ce prince a laissé de lui dans la mémoire des peuples un mauvais souvenir ; et c'est là une forte leçon. L'histoire lui tiendrait compte des vastes pensées qui ont inspiré son règne ; elle dirait,

pour son excuse, qu'il est un des souverains qui ont travaillé le plus efficacement à l'élévation de la France. Mais la morale, qui n'admet pas de transaction, répond que la justice seule est la marque de la vraie grandeur ; et l'instinct populaire, dont les arrêts sont sans appel, a jugé comme la morale.

D'autre part, c'est, au nord de l'Italie, un homme qui, en gouvernant un petit État dont il lui avait fallu même disputer la possession, avait su cependant conquérir, par le seul ascendant de ses talents et de son importance personnelle, une immense influence ; l'allié, le grand ami, le modèle et quelquefois le guide de Louis XI, qui se plaisait à l'appeler son maître, et professait pour lui une profonde admiration, François Sforce, l'usurpateur du duché de Milan, un des plus grands guerriers sans contredit et des plus fins politiques de son temps. Puis entre eux deux, par une singulière bizarrerie de la fortune, un vassal qui voulait à tout prix devenir souverain, et dont la conduite offrait avec la leur le plus absolu contraste ; le plus riche et le plus puissant, mais aussi le plus insensé, le plus fier et le plus malheureux des représentants de la noblesse féodale. Charles le Téméraire, qui rêva de rétablir en sa personne l'ancien royaume de Bourgogne, qui put croire un instant que ses rêves ambitieux allaient se réaliser, et qui finit par se jeter aveuglément dans une voie fatale, au bout de laquelle se trouvait l'abîme où devait s'anéantir sans retour la puissance bourguignonne.

Établissons rapidement la position de ces trois personnages, dont les actes ont eu une si grande portée sur les destinées de l'Europe, et notamment sur celles de la Suisse.

Pendant que la Savoie grandissait, il s'était formé là ; tout à côté d'elle, une principauté qui, après avoir subi, comme tous les petits États de la Péninsule, les épreuves de la guerre civile et de la guerre étrangère, avait dû à l'habileté de ses seigneurs une ère de prospérité, et commençait à peser d'un grand poids dans la balance des destinées de l'Italie. Jean Galéas Visconti, surnommé le comte des Vertus, guerrier audacieux et entreprenant, homme d'un véritable génie, avait fait de Milan la capitale d'un État dont faisaient partie vingt-cinq villes importantes ; il avait enlevé Vérone et Vicence aux Scaligers, mis Padoue sous sa dépendance, forcé Bologne même et Pérouse à lui ouvrir leurs portes. Si la mort n'était venue subitement le surprendre, il allait peut-être se faire couronner roi d'Italie. Après lui, le partage de ses États entre ses fils, encore jeunes et inexpérimentés, avait failli compromettre la fortune de la famille. Mais bientôt toutes ses possessions avaient été réunies de nouveau dans une seule main ; et Philippe-Marie, par sa grande intelligence et ses talents politiques, se maintint à un haut degré de puissance, et entoura d'un nouvel éclat le titre de duc de Milan. Ce fut le dernier des Visconti. Cette famille, qui avait occupé une si grande place dans l'histoire des républiques italiennes, s'éteignit en sa personne. Son unique héritière était une fille, Blanche, qui avait épousé le comte François Sforce. Il est vrai qu'il avait une sœur, Valentine, dont le mari, Charles d'Orléans, prétendait aussi à sa succession. Ce fut même, comme on sait, l'origine de ces guerres longues et ruineuses dans lesquelles s'engagèrent plus tard trois de nos rois, Charles VIII,

Louis XII et François I^{er}, pour conquérir la possession du Milanais. Mais tout d'abord ces prétentions n'avaient pas été soutenues avec succès. Les habitants de Milan avaient de nouveau proclamé la république, en nommant Sforce capitaine général; puis, ainsi qu'il était facile de le prévoir, l'ambitieux guerrier, violant toutes les promesses qu'on avait exigées de lui, réduisit les Milanais à lui offrir eux-mêmes la couronne ducale. Il entra en triomphe, le 26 février 1450, dans la ville qu'il avait opprimée. Du reste, à partir de ce moment; il est juste de reconnaître qu'il consacra ses éminentes facultés à la gloire de son pays. La prospérité du duché s'accrut entre ses mains; ses possessions territoriales s'agrandirent; et la Sesia marqua les limites entre le Piémont et l'État de Milan.

Tandis que ces événements s'accomplissaient, et que le nom des Sforces s'inscrivait à son tour sur le livre d'or de la postérité, celui qui, ainsi que nous l'avons dit, regardait le fondateur de cette famille comme son maître et son modèle, Louis XI, encore dauphin, prévoyant l'avenir et méditant déjà la lutte qu'il devait livrer plus tard à la noblesse féodale, s'exerçait à la royauté dans la province qui lui avait été donnée en apanage. Chargé par son père de soutenir l'empereur d'Autriche dans une querelle que celui-ci avait avec les Suisses, il avait compris combien l'alliance de ce petit peuple, dont les soldats se montraient si braves sur le champ de bataille, pouvait être utile à la France; et, après de premiers succès remportés contre lui, il s'était bien gardé de le pousser à bout. A la suite du combat de Birse, il conclut, le 28 octobre 1444, tant en son nom qu'en celui du roi

son père, un traité de « bonne intelligence et ferme amitié » avec les nobles, bourgeois et paysans de Berne, Bâle, Lucerne, etc., et avec les ducs de Savoie, les comtes de Neuchâtel et de Vallongin, alliés et confédérés des « ligues de la haute Allemagne », ainsi qu'on nommait les Suisses. Puis il était revenu dans son gouvernement du Dauphiné, qu'il avait pris tout à fait au sérieux. Là il tranchait véritablement du souverain, levait des impôts, organisait des institutions, entretenait des négociations avec les princes de l'Italie, déployait, en un mot, autant que l'exiguïté de la province pouvait le permettre, ce caractère actif et turbulent que les soins de la royauté française devaient suffire à occuper dignement. En 1450, il songeait à s'allier au duc de Savoie, et demandait à Louis, faible héritier des princes que nous avons nommés plus haut, la main de sa fille Charlotte, alors âgée de six ans, dont la dot, consistant en 200,000 écus d'or, devait lui permettre de soutenir plus convenablement ses allures de prince souverain. On sait dans quelles étranges circonstances fut contracté ce mariage. Charles VII voulut s'y opposer, et dépêcha dans ce but un héraut à Chambéry ; mais le Dauphin, prévenu, avait pris ses précautions. On procéda en toute hâte, le 13 mars 1451, à la célébration du mariage, pendant qu'on retardait le héraut par l'accomplissement de vaines formalités ; et le duc de Savoie en fut quitte pour écrire au roi de France que son message était arrivé trop tard. Ce fut d'ailleurs, au point de vue politique, un heureux événement que ce mariage. Lorsque Louis, devenu roi, songea sérieusement à briser la puissance du duc de Bourgogne, ce fut un immense avantage pour lui de

régner, sous le nom de son beau-père, dans les États de Savoie, c'est-à-dire dans la Savoie proprement dite, dans le Piémont, la Bresse, à Genève et dans le canton de Vaud. Il tenait ainsi toute la ligne des hautes Alpes, et pouvait lancer les *condottieri* lombards contre son rival. Il avait Turin et Chambéry en même temps que Sforce avait Gênes et Milan. De ce côté, du moins, les rêves ambitieux de Charles le Téméraire avaient peu de chances de succès.

Il est temps d'arriver à ce prince, et d'abréger ces détails, que leur étendue aura pu faire considérer comme un hors d'œuvre; mais il est bien difficile, quand on rencontre certains noms sous la plume, de ne pas s'y arrêter un instant. Charles, avec des qualités incontestables, avait, au dire de ses historiens, le caractère et les goûts qui font les conquérants impitoyables. Possesseur de Liège, des Flandres, et de ce beau duché de Bourgogne que le roi Jean le Bon avait commis l'inexcusable faute de détacher de la couronne de France, il se sentait humilié de son titre de duc et de sa position de vassal. Il voulait la couronne de roi et rêvait d'étendre ses possessions de la Méditerranée à l'embouchure du Rhin. Dans ce but, placé entre la France et l'Allemagne, il voulait s'agrandir aux dépens de l'une et de l'autre. C'était une rude tâche, quand, à gauche, il avait affaire à Louis XI, et qu'à droite, dès ses premiers pas, il se trouvait en contact avec les montagnards de l'Helvétie. L'habile roi de France avait bien compris l'écueil de la position. Dès l'année 1463, il avait renouvelé son traité d'alliance avec les Suisses et avec Sforce. En 1470, il resserra encore les liens qui l'unissaient avec la ligue helvétique. Le

moment approchait. Charles avait mis sa main sur l'Alsace et le Brisgau ; il dominait les deux rives du Rhin ; et, loin de savoir faire accepter sa domination par un gouvernement sage et paternel, il avait, au contraire, donné pour lieutenant à ces contrées un landvogt ou bailli alsacien, Pierre de Hagenbach, qui n'avait pas tardé à se rendre un objet d'horreur. Cynique et cruel, brutalement oppressif, ce gouverneur avait cru pouvoir soumettre violemment à une règle uniforme des pays de coutumes si diverses. D'une audace égale à sa violence, il menaça même ses voisins, et inquiéta Mulhouse, Colmar, Bâle, Strasbourg. Les Suisses réclamèrent pour leur alliée Mulhouse. Inquiets pour eux-mêmes des projets du *grand duc d'Occident*, ils lui envoyèrent une ambassade, lors d'un voyage qu'il fit sur les bords du Rhin. Charles traîna les députés à sa suite jusqu'à Dijon sans leur répondre ; et là, en leur présence, il adressa à l'assemblée des États un discours qui annonçait de prochains orages.

Il n'y avait plus guère à hésiter. Louis XI était là, d'ailleurs, qui suivait évidemment les progrès de la mésintelligence prête à éclater, et mettait en œuvre toutes ses ressources d'esprit pour envenimer les haines. L'Autriche aussi, qui avait tout à craindre de Charles, se rapprochait des Suisses. On oublia de part et d'autre des ressentiments séculaires pour se liguer contre l'ennemi commun. En 1474, un pacte de mutuelle défense fut signé à Constance entre le duc Sigismond d'Autriche, les villes libres d'Alsace et les cantons confédérés de la Suisse. La situation se dessinait ; mais Charles de Bourgogne, enivré de sa puissance, croyait n'avoir rien à

craindre. Par ses ordres Hagenbach se prépara à la guerre, et, voulant faire de Brisach une des principales places d'armes, il contraignit les bourgeois de cette ville à travailler aux fortifications. Ce fut là le coup de grâce. La révolte, que les derniers événements avaient rendue imminente, éclata dans toute sa fureur. Le jour de Pâques, 10 avril 1474, les soldats sont désarmés; le gouverneur est pris et renfermé dans une tour. Le duc Sigismond accourt, et reçoit l'hommage des bourgeois. Un tribunal se forme pour procéder au jugement de Hagenbach, et, le 9 mai suivant, en présence des délégués des cantons suisses, il est décapité. A partir de ce jour, c'en était fait, un tel acte de violence rendait la guerre inévitable. Grande guerre, lutte glorieuse et à jamais mémorable, que de grands capitaines ont appelée depuis une lutte de géants. Nous n'avons point, on le comprend, à en retracer tous les détails; mais nous devons en indiquer l'origine. C'est un des bonheurs de notre sujet, et en même temps l'explication de ce qui précède, que quelques-uns des principaux épisodes de cette guerre se soient accomplis au mont Saint-Bernard, dont le nom se trouve ainsi associé à ces grands noms de Granson et de Morat, que la Suisse sera éternellement fière de conserver dans ses annales. Il y a plus : elle eut une conséquence à laquelle personne n'avait songé, sans aucun doute, celle de fixer au midi, et près du Saint-Bernard même, la limite entre le Valais et la Savoie, telle qu'elle existe encore de nos jours.

On ne commença pas sans quelque hésitation de part et d'autre. Charles le Téméraire, occupé d'autres projets, ajournait sa vengeance; et les Suisses, quelque confiance

qu'ils eussent en eux-mêmes, n'étaient pas sans inquiétude à la pensée de lutter contre un des plus puissants princes de l'époque. Puis il s'opéra des revirements dans le système des alliances. Soit peur, soit politique, les chefs de plusieurs États abandonnèrent ceux qu'ils auraient dû soutenir, pour se ranger dans le parti contraire. Mais enfin, au mois de novembre 1475, les hostilités commencèrent ouvertement. Ce furent encore les Suisses qui prirent l'initiative. Pour leur coup d'essai, ils s'emparèrent d'une place forte et battirent une armée commandée par le maréchal de Bourgogne et le comte de Romont, Jacques de Savoie. A cette époque, le beau-père de Louis XI était mort : c'était la sœur de ce dernier, veuve elle-même, qui gouvernait la Savoie en qualité de régente (1). Infidèle aux traditions de famille, Yolande de France fut toujours pour le duc de Bourgogne, même contre son frère. Elle en fut mal récompensée, ainsi qu'on va voir. François Sforza aussi était mort, en 1466 ; son fils et successeur, Galéas, le même qui se fit haïr de ses sujets, et fut poignardé en 1476, conclut également une alliance avec Charles le Téméraire. Mais tant d'ennemis n'effrayèrent pas les Suisses, qui bravèrent sans s'émouvoir tous les obstacles.

Les troupes de Sforce, traversant la Savoie comme un pays ami, franchissaient tantôt le mont Cenis, tantôt le

(1) Yolande de France, seconde fille du roi Charles VII, avait épousé, en 1452, le prince de Piémont, fils du duc de Savoie, et déjà lui-même beau-frère du dauphin Louis. Ce mariage fut contracté précisément pour sceller la réconciliation entre le roi et le duc, qui s'étaient déclaré la guerre à la suite du mariage de Louis XI, accompli dans les circonstances que nous avons rapportées.

mont Saint-Bernard. Les Valaisans, d'abord indifférents dans la querelle qui agitait tant de provinces autour d'eux, étaient d'ailleurs trop faibles pour s'opposer à ces passages. Mais pourtant ils se lassèrent des marches perpétuelles des Lombards : quand la mesure fut comble, ils appelèrent à leur aide les soldats de Berne, de Soleure et de l'Oberland ; et dès lors ils firent franchement, eux aussi, cause commune avec les autres cantons suisses. On s'en aperçut bientôt. Un nouveau corps de quatre mille Lombards s'étant mis en marche pour aller grossir l'armée bourguignonne, les Valaisans les laissèrent s'engager dans les étroits sentiers qui mènent au Saint-Bernard ; puis, quand ils les virent dans l'impossibilité de battre en retraite, ils se précipitèrent du haut des monts avec la fougue du patriotisme irrité, tuèrent tout ce qu'ils purent de la colonne ennemie, et dispersèrent le reste. Les soldats qu'attendait le duc de Bourgogne périrent pour la plupart de froid et de faim au milieu des neiges ; quelques-uns purent échapper à la mort, mais pas un n'arriva au camp bourguignon.

Déjà, peu de temps auparavant, l'évêque de Genève, dévoué à la cause de Charles, avait pu dire au duc son allié qu'il ne faisait pas bon s'attaquer au Valais. Instruit des dispositions des montagnards et sachant qu'ils étaient déterminés à arrêter au passage les renforts lombards, il avait envahi leur territoire à la tête d'une armée dans les rangs de laquelle se trouvaient en grand nombre les représentants des familles nobles de Savoie. Mais le cri de guerre s'était fait entendre de montagne en montagne ; et, au moment où les envahisseurs se croyaient victorieux, des soldats avaient paru sur la crête de toutes les

collines. Il en était venu de partout; les cantons alliés du Valais avaient franchi les glaciers et bravé toutes les difficultés pour accourir à leur aide. L'évêque avait été épouvanté; son armée avait pris la fuite; et cette campagne avait eu pour résultat d'étendre les possessions des Valaisans. Saint-Maurice et Martigny leur furent abandonnés par les agresseurs, qui ne songeaient qu'à s'enfuir; et ils prirent possession de la vallée d'Entremont, jusqu'au Saint-Bernard. Le 13 novembre, jour où avait eu lieu la défaite des troupes genevoises, devint pour eux un jour de fête et de réjouissances publiques.

On ne se hasarda plus à venir les inquiéter. Après la sanglante déroute de Morat, les troupes lombardes n'osaient pas se risquer à passer au milieu d'eux pour retourner dans leur pays; et bientôt la duchesse de Savoie elle-même comprit qu'il était de son intérêt de conclure la paix avec eux. Il était temps. La ruine de la maison de Bourgogne était désormais consommée; et les Suisses, n'ayant plus rien à craindre de ce côté, songeaient à se venger de ceux qui lui avaient prêté assistance contre eux. D'ailleurs, Yolande elle-même avait eu à se plaindre, dans les derniers temps, de la violence du malheureux duc, dont l'infortune n'avait fait qu'aggraver le caractère et troubler les idées. Elle négocia avec les cantons. La Savoie rentra en possession du pays de Vaud; mais Fribourg fut déclarée ville libre. Et quant aux Valaisans, ils rendirent le Chablais, mais ils gardèrent définitivement le pays qu'on nomme le bas Valais. C'était une trop précieuse conquête pour qu'ils pussent l'abandonner. Et, d'ailleurs, cet arrangement donnait en même temps au canton du Valais et à la Suisse, du côté

de l'Italie, les limites naturelles que l'un et l'autre ont conservées depuis.

Ici se termine, en ce qui concerne l'objet spécial de ce livre, l'histoire de la Suisse durant le moyen âge. Nous reprendrons plus loin le récit des événements historiques pendant les temps modernes, en tant qu'ils concernent de près ou de loin l'hospice du mont Saint-Bernard.

CHAPITRE V

ROUTE DE GENÈVE A MARTIGNY

Revenons maintenant sur nos pas, et retournons au pied de la montagne sur le sommet de laquelle le saint dont nous avons précédemment esquissé la vie avait jeté les principaux fondements de son œuvre : ce ne sera point sortir de notre sujet. Bien avant d'arriver au couvent du grand Saint-Bernard, le voyageur, en effet, rencontre aujourd'hui des maisons qui dépendent de l'ordre, qui sont desservies par des membres de la congrégation, et qui offrent, comme au couvent lui-même, un asile aux pèlerins.

Le grand Saint-Bernard, avons-nous dit, est situé sur un des pics les plus élevés des Alpes Pennines ; il domine et protège la route qui de Genève conduit en Italie, en traversant les Alpes. Deux voies semblent d'abord ouvertes au voyageur qui veut prendre cette direction. L'une contourne le bord supérieur du lac Léman, et traverse le canton de Vaud, un des plus beaux et des plus riches de toute la Suisse, renommé par sa végétation exceptionnelle, par ses carrières de marbres et de salines, par la richesse de ses coteaux, et qui est en même temps,

de l'avis d'observateurs sérieux, le pays de l'Europe le plus avancé sous le rapport de l'éducation. Elle passe à Coppet, poétique séjour illustré par la résidence qu'y fit M^{me} de Staël pendant les années de son exil, mais dont les charmes ne pouvaient suffire à lui faire oublier la patrie absente, ni même ce petit ruisseau de la rue du Bac, qu'elle préférait, disait-elle, à tout l'univers. De là elle continue par Lausanne, la ville riche et savante; Nyon (l'ancienne *Noviodunum*, en allemand *Neuss*), où les Romains avaient une colonne équestre, et Vevay.

L'autre passe au-dessus du lac, à travers le canton de Genève, les provinces septentrionales de la catholique Savoie et le canton du Valais. « Ce canton, dit Ebel, l'auteur d'un excellent manuel sur la Suisse, dans la circonscription duquel se trouve le couvent du grand Saint-Bernard, est peut-être le pays le plus étonnant de l'Europe; il réunit tous les climats, tous les produits, depuis ceux de l'Irlande jusqu'à ceux de la Sicile et de l'Afrique. La nature y est tantôt menaçante, horrible, sévère, tantôt bienfaisante, agréable et riante. Il est beaucoup d'endroits où l'on moissonne en mai, d'autres où les récoltes ne sont rentrées qu'en octobre. » Comme position géographique, il sert de limites à diverses contrées. A l'est, il touche au royaume Lombardo-Vénitien et aux cantons d'Uri et du Tessin; au sud, il confine au Piémont; à l'ouest, il joint la Savoie; sa limite septentrionale, le long du lac de Genève, est marquée par la route que nous suivons, et qui traverse Dovaine, Thonon, l'ancienne capitale de la province du Chablais, autrefois célèbre par son collège de barnabites; Saint-Gingulph, ville frontière, dont une extrémité est occupée par un

poste autrichien, l'autre par des soldats suisses, et Vionnah. Mais, après avoir tourné le lac, ces deux routes viennent se réunir à Saint-Maurice, en une seule, qui prend la direction du N.-E. au S.-O., c'est-à-dire la direction générale de cette partie de la chaîne des Alpes.

La jonction s'opère sur un pont extrêmement hardi, composé d'une seule arche, jeté sur le Rhône, et qui joint le pic au pied duquel est construite la ville de Saint-Maurice, à une autre montagne très-peu distante. Ce pont est donc comme une porte qui ferme le passage de la vallée, et dont l'abbé de Saint-Maurice était autrefois le maître. Là se trouvent les rocs neigeux appelés *Dent du midi* et *Dent de Morcles*; ils forment une gorge étroite et profondément encaissée où le Rhône, dont ils pressent les bords, bouillonne avec fracas. C'est en cet endroit qu'il commence à se purifier et de torrent devient fleuve. Le vieux château situé sur la gauche, et dont il ne reste plus aujourd'hui que des ruines, est attribué par l'opinion populaire à Jules César.

« Saint-Maurice, ville longue, bâtie entre deux rochers qui lui donnent un sombre aspect, est une vieille cité, que les Romains connaissaient déjà sous le nom d'Agaunum ou cité des Vêragres. Le nom de Saint-Maurice vient de l'abbaye fondée dans cette ville, au ^{vi}^e siècle, par Sigismond, roi des Bourguignons, et placée sous la protection du chef de la légion Thébéenne, qui souffrit le martyre dans ces contrées (1). »

Ce n'est pas un fait qu'on puisse enregistrer avec in-

(1) Brockedon, dans l'ouvrage ayant pour titre : *Illustrations of the passes of the Alps, by which Italy communicates with France, Switzerland, and Germany.*

différence que ce massacre de la légion Thébéenne, dont le souvenir, après tant de siècles, est encore vivant dans la mémoire des populations valaisanes. Pour tous ceux qui savent comprendre la liberté morale et reconnaître la véritable grandeur, c'est un des faits les plus glorieux dans l'histoire de l'esprit humain ; et pas un écrivain, même les plus sceptiques, n'a pu se défendre, en rencontrant sous sa plume le nom de saint Maurice et de ses compagnons, de payer un tribut d'admiration à ces généreux soldats qui ont su mourir pour leur croyance, comme ils avaient su combattre pour l'honneur de leur drapeau.

C'était à l'époque que Chateaubriand a choisie pour en retracer le tableau dans son admirable épopée des *Martyrs*. Quelques années encore, et Constantin allait monter sur le trône en arborant l'étendard de la croix. Au moment de triompher, le christianisme subissait une dernière épreuve. Dioclétien régnait sur le monde ; et, soit faiblesse, soit nécessité, malgré sa vaste intelligence et ses talents d'administrateur, il avait associé Maximien au pouvoir suprême. Constance Chlore gouvernait les Gaules en qualité de César. Du reste, sauf quelques guerres à l'extrémité des frontières, une paix profonde régnait dans toute l'étendue de l'empire. Le monde était romain, et la Suisse était divisée en trois provinces sous le nom d'Helvétie, de Rauracie et de Rhétie. En 301, Constance Chlore, voulant diriger une expédition en Bretagne, pria Maximien de veiller sur ses frontières. Celui-ci vint s'établir au pied des Alpes, à Octodurum (aujourd'hui Martignach ou Martigny). Il fit venir la légion Jovia Thebæa Felix, levée dans la Thébaïde, et

qu'on disait composée des plus vaillants soldats de l'armée romaine. Elle marchait à travers le Valais, et était rendue près d'Agaunum, lorsque, sur l'avis des aruspices d'Apollon de Milet, et à l'instigation du César Galérius, fut donné le signal d'une persécution générale contre les sectateurs du nouveau culte. Maximien, brave guerrier, mais prince ignorant et cruel, crut devoir se conformer aveuglément aux avis des augures ; pour mettre ses soldats à l'épreuve, il donna à la légion Thébéenne l'ordre de sacrifier aux idoles. Composée en entier de chrétiens, elle refusa. Irrité de cette désobéissance, Maximien la fit décimer sans rien obtenir ; il la fit décimer une seconde fois ; elle persista dans sa résistance ; et, sur le conseil de ses chefs, Maurice, Exupère et Candide, elle envoya une députation porter à l'empereur ces magnifiques paroles : « Nous vous devons le service de la guerre, et nous ne le refusons pas ; mais nous avons fait serment à Dieu avant de vous le faire ; vous ne devez pas vous fier au second, si nous violons le premier. Nous avons vu égorger nos compagnons sans nous plaindre, et cette extrémité ne nous a pas poussés à la révolte. Nous avons les armes à la main, et nous sommes nombreux ; mais nous ne résistons pas, parce que nous aimons mieux mourir innocents que de vivre coupables. » Pour toute réponse, Maximien fit marcher d'autres troupes contre eux pour les cerner. Ils mirent bas les armes ; et ces six mille cinq cents hommes, sans opposer aucune résistance, offrirent leurs têtes aux bourreaux. On les tua tous, sans qu'aucun d'eux eût même essayé de fuir.

Jamais l'impuissance de la force contre l'indépendance de la pensée ne fut constatée par un plus noble exemple ;

jamais le sentiment de la dignité humaine, exalté par l'enthousiasme de la foi religieuse, ne fut glorifié par un plus grand sacrifice, et nous ne pouvions mieux inaugurer le récit des prodiges de la charité chrétienne qu'en montrant arrosés par le sang des martyrs ces mêmes lieux où s'accomplissent chaque jour tant d'actes d'un généreux dévouement. La ville qui porte le nom glorieux du chef de la légion Thébéenne est la première étape où se fasse sentir la bienfaisante influence de la congrégation du Saint-Bernard. Elle entretient là, sous le nom d'*Hôpital des pèlerins*, une maison de repos où le voyageur pauvre trouve une généreuse et gratuite hospitalité. Grande et bien entretenue, cette maison est la première que l'on rencontre en entrant en ville. Les chambres sont bien aérées, et donnent par derrière sur un jardin au fond duquel est située la chapelle.

Quand on visite cet établissement, quand on assiste surtout aux repas qu'y font les voyageurs venus de tous pays, et qui souvent n'y séjournent que le temps nécessaire pour prendre quelques aliments, on ne peut s'empêcher de reporter sa pensée sur les mœurs des chrétiens de l'âge héroïque. « Nos assemblées, dit Tertullien dans son *Apologétique*, sont présidées par des vieillards dont la sagesse a mérité cet honneur. Chacun apporte quelque argent, s'il le peut ou s'il le veut. Ce trésor sert à nourrir et à enterrer les pauvres, à soutenir les orphelins, les naufragés, les exilés, les condamnés aux mines ou à la prison pour la cause de Dieu. Notre souper commun s'explique par le nom d'*agapes*, qui signifie *charité*... Les veuves choisies pour les fonctions de diaconesses doivent avoir nourri leurs enfants, exercé l'hospitalité,

lavé les pieds des voyageurs, consolé les affligés. »

Toutes les institutions chrétiennes sont marquées du même cachet de fraternité universelle, *catholique* ; on a là sous les yeux l'explication vivante de ce mot. Au reste, tout contribue, dans cette contrée, à rappeler les mœurs des chrétiens primitifs. Près de la ville sont des retraites d'un aspect sombre, d'un abord difficile, assez semblables à celles des anachorètes de la Thébàïde.

En sortant de Saint-Maurice, la route commence à prendre l'aspect grandiose, mais un peu sauvage, des montagnes. On admire en passant la magnifique cascade de la rivière de Saleno (la Sallenche). Après s'être creusé un lit à travers les rochers, la Sallenche arrive au sommet des pics qui dominent verticalement les bords du Rhône, sur la rive gauche. Là l'espace lui fait défaut ; d'une hauteur de trois cents pieds les eaux s'élancent dans le vide ; et ce torrent, ainsi jeté majestueusement par la main de l'Éternel, va rejoindre le grand fleuve dont il est destiné à grossir le cours. Les modernes, dans leur style sans poésie, ont souillé de l'ignoble dénomination de *Pisse-Vache* cette cataracte, à laquelle il ne manque peut-être que d'avoir un nom plus harmonieux et de se trouver dans un autre hémisphère, pour être aussi célèbre que la chute du Niagara. Tous les auteurs qui ont écrit sur la Suisse la signalent comme une merveille du plus haut intérêt ; la gravure l'a représentée souvent ; c'est un des plus beaux spectacles qu'on puisse voir, et en même temps un des plus connus. Pour nous, qui ne soupçonnions pas son existence, et qui par conséquent n'avions à son égard aucune idée préconçue, elle a produit sur nous, quand tout à coup elle s'est offerte à

nos regards, une vive et profonde impression. L'eau, s'élançant des rochers et se précipitant d'une hauteur d'environ trente mètres, semblait d'abord une légère fumée; puis, augmentant de vitesse par l'effet de sa chute, venait bondir en bouillonnant au pied de la montagne, d'où elle rejaillissait sur la route, bien qu'elle en soit assez éloignée. Le soleil se jouait dans l'onde, où se brisaient ses rayons, et la cataracte, dans ses capricieux soubresauts, reproduisait avec d'admirables nuances les couleurs du prisme.

Tout près de là s'élève la Dent du Midi, qui domine le cours de la Sallenche, à peu près vis-à-vis la Dent de Morcles, située sur la droite du Rhône. Non loin de la cascade est le petit village de Miéville; puis, après quelques heures de marche, on arrive à Martigny, où l'on entre tout à fait, si l'on peut parler ainsi, sur le territoire du mont Saint-Bernard.

Là commence, en effet, la montée qui conduit au couvent. La route qu'on avait jusque-là suivie en droite ligne depuis Saint-Maurice se bifurque au sortir de la ville. A droite, un étroit sentier conduit à ce pittoresque vallon qui vient finir contre les pentes du col de Balme, et qui est si connu des touristes sous le nom de *glacier de Chamounix*. Parmi ceux qui ont visité la Suisse, il en est bien peu qui ne se soient engagés d'abord dans ce sentier, soit à l'heure matinale où la nature s'éveille, où l'ombre, se dissipant par degrés, laisse apparaître successivement de resplendissantes aiguilles de glace que le soleil fait scintiller tour à tour de mille feux; où les arêtes dentelées des montagnes, montrant leur cime au-dessus des gorges encore remplies de bleuâtres vapeurs,

dominant tout à coup l'horizon et viennent encadrer d'un cercle de granit cet éblouissant tableau : soit, au contraire, à l'heure silencieuse où la lumière commence à disparaître, où toutes ces magnificences sur lesquelles le regard errait stupéfait semblent rentrer une à une dans la profondeur des abîmes, où l'éclat se retire des glaciers, jusqu'à ce qu'on n'aperçoive plus que des pics noirs qui s'élèvent au-dessus du sombre rideau des forêts. Alors, quand l'âme, vivement agitée par les émotions qu'inspirent aux plus indifférents ces spectacles grandioses, sent le besoin de se recueillir, les voyageurs vont chercher un abri dans les cabanes du prieuré. Puis, le lendemain, passant par la Tête-Noire ou par le col de Balme, ils reviennent à Martigny ; et, en inclinant légèrement à gauche, ils montent au grand Saint-Bernard, en suivant des routes entièrement creusées dans le roc, et dont le seul aspect effraie l'imagination lorsqu'on vient à songer aux immenses travaux avec lesquels ont été surmontés les obstacles opposés par la nature.

C'est à Martigny que réside actuellement le grand prévôt de l'ordre ; à partir de là, les cures de toutes les villes situées sur la route sont, comme les cures mêmes de Martigny, desservies par des membres de la congrégation, qui doivent, aux termes de leurs statuts, donner asile aux voyageurs fatigués. Comme Saint-Maurice, la ville de Martigny possède un *hospice de pèlerins* ; et l'on y trouve de plus une maison de refuge pour les religieux que leur grand âge ou les infirmités empêchent de séjourner sur la montagne. Chaque année il y en a un assez grand nombre ; car, ainsi que l'a dit avec tant de vérité Chateaubriand dans une des pages les plus

éloquentes de son *Génie du christianisme*, « sur le mont Saint-Bernard, un air trop vif use les ressorts de la respiration, et l'on y vit avec peine plus de dix ans. Ainsi le moine qui s'enferme dans l'hospice peut calculer à peu près le nombre des jours qu'il restera sur la terre ; tout ce qu'il gagne au service ingrat des hommes, c'est de connaître le moment de sa mort, qui est inconnu au reste des humains. » Il en est de même sur le mont Simplon, moins élevé que le grand Saint-Bernard, mais également nu et aride, où la congrégation dessert aussi un hôpital, comme nous le verrons plus loin. Tous les religieux dont la santé trop faible ne peut résister au séjour de ces établissements viennent à Martigny chercher, sous un climat moins vif et dans un séjour plus tranquille, le repos nécessaire pour réparer leurs forces épuisées. Nous avons donc raison de le dire en commençant : une fois arrivés là, on entre tout à fait sur le territoire du mont Saint-Bernard ; tout y parle au voyageur des merveilles opérées par l'inépuisable charité des religieux.

« Martigny est une ville historique ; elle possédait autrefois un vieux château dont il ne reste qu'une tour, qu'on aperçoit sur le rocher à l'entrée de la ville. C'est l'ancienne Octodurum, capitale des Vérages, peuple du Valais qui lutta contre Jules César. Quand le christianisme pénétra dans le Valais, le premier évêque de ces contrées prit le titre d'évêque d'Octodurum (1). »

A ces souvenirs historiques nous pouvons en ajouter un autre, qui est triste et douloureux. C'est chose com-

(1) Brockedon, ouvrage déjà cité.

mune, au reste, dans l'histoire du monde ; et l'écrivain qui en retrace même une faible partie doit s'estimer heureux quand il peut écrire un certain nombre de pages sans avoir à enregistrer le récit de quelques malheurs. Il semble que la Divinité veuille nous rappeler sans cesse la vanité des choses humaines pour nous forcer à penser aux choses éternelles et nous bien faire comprendre que la vie n'est qu'un voyage, et la terre une vallée d'exil. Martigny, ville très-bien peuplée d'ailleurs et très-commerçante, qui sert d'entrepôt pour les marchandises destinées à passer le Saint-Bernard, est placée dans une position très-dangereuse. D'une part un bois de châtaigniers est le seul rempart qui la protège contre les avalanches. D'autre part elle est souvent menacée, soit par le Rhône lui-même, soit par ses affluents. En 1545 déjà elle avait été cruellement ravagée ; mais en 1818 surtout elle subit un épouvantable désastre. La Dranse, qui se jette dans le Rhône près de Bourg-de-Martigny, grand et vaste faubourg séparé de la ville par un espace de quelques pas à peine, et dont l'aspect est pour le moins aussi riche que celui de la ville elle-même, sortit de son lit et se répandit dans les campagnes. De pareilles inondations sont fréquentes dans le bassin du Rhône ; les cours d'eau qui alimentent ce fleuve ne perdent jamais leur caractère de torrents, et la Dranse notamment déborde souvent dans les plaines qui côtoient son lit. Mais cette fois l'inondation dépassa toutes les prévisions ; l'écoulement des glaciers de Gêtroz arrêta la rivière dans la vallée de Bagnes ; la fonte des neiges vint grossir ce lac menaçant, dont le niveau s'élevait chaque jour ; et lorsque enfin toutes les bar-

rières qui l'avaient contenu pendant quelque temps furent brisées, les ondes furieuses se répandirent de toutes parts avec une violence inouïe, déracinant des arbres séculaires et renversant sur leur passage plus de cinq cents maisons d'habitation. Toutes les récoltes furent anéanties; le pays fut bouleversé de la façon la plus lamentable; et, même dans les contrées de la France qui ont eu le plus à souffrir des inondations de la Loire et du Rhône en 1825, en 1846 et en 1856, on a peine à se faire l'idée d'un pareil désastre. C'est en souvenir de ce triste événement que l'inscription suivante fut placée dans l'église de Bourg-de-Martigny, au-dessous d'une ligne tracée sur le mur et indiquant le degré d'élévation de l'eau :

INUNDATIONIS ANNI 1818 16 JUNII
INDICIUM

Excelsum hoc punctum turgescens attigit amnis;
Stravit agros, ædes, sata læta, boumque labores.

En le voit, la main du malheur s'étend souvent sur ces pauvres contrées; et, pour comble d'infortune, quand les éléments restent calmes, ce sont les hommes eux-mêmes qui se chargent d'attrister leur pays. A défaut d'inondations ou de famines, la Suisse a des guerres civiles. Nous nous souvenons d'avoir vu, en la parcourant, cette phrase écrite en lettres rouges sur les murs d'un village : *Les radicaux, ils ont la devise de Guillaume Tell et la conduite de Gessler*. Certes, toute l'histoire de la Suisse se trouve parfaitement résumée dans ces paroles, dont le laconisme expressif eût pu convenir aux histo-

riens de bien d'autres contrées de l'Europe. Mais heureux, pourrions-nous répéter avec Fénelon, heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire!

Hélas! à chaque pas que nous allons faire à présent sur cette montagne célèbre que nous faisons gravir à nos lecteurs, nous pourrions, si nous voulions céder à nos souvenirs, trouver quelques calamités à retracer. Mais nous leur épargnerons ces tristes récits, et nous ne ferons qu'indiquer sommairement les principaux faits historiques, sans nous arrêter aux détails.

CHAPITRE VI

MONTÉE DE MARTIGNY AU COUVENT

Au sortir de Martigny, la route du mont Saint-Bernard côtoie quelque temps la Dranse. Pendant ce trajet, la montée n'est pas trop rapide ; elle contourne doucement les rochers. On traverse le pauvre village de Bouvernier, presque entièrement construit en bois, assez triste d'aspect, et surtout peu bruyant : après quoi l'on descend dans la vallée, en traversant des ruines qui ont été disséminées çà et là par les ravages des torrents. Puis soudain l'aspect change. A Saint-Branchier, la route entre dans le val d'Entremont, qui contraste agréablement par ses riches pâturages avec la nature sauvage et désolée qu'on avait eue en vue des deux côtés du chemin depuis Martigny.

Saint-Branchier n'est encore qu'un village de médiocre importance ; pourtant c'est un village d'un aspect moins triste que Bouvernier. Il y a quelques constructions. L'église, assez petite, nous a semblé très-belle et surtout bien soignée. C'est une remarque que nous avons eu souvent l'occasion de faire en Suisse, et dont nous avons vu de bons prêtres se féliciter dans l'effu-

sion de leur cœur : les lieux les plus pauvres ont leur église, petite sans doute et pauvre aussi, mais coquette autant qu'il est possible, et soignée bien mieux que ne le sont souvent en France des églises de villes même assez importantes. L'église, au sein des montagnes suisses, est encore ce qu'elle était partout en Europe au moyen âge ; elle est regardée par tous, sans exception, comme la maison de tous ; et chacun met un amour-propre réel à la voir belle et richement ornée. Dès le premier coup d'œil on voit que les habitants aiment à y venir prier, et qu'ils veulent que la demeure du Seigneur soit parée. Des fleurs toujours fraîches et bien entretenues décorent l'autel ; des tapis de mousse et de verdure couvrent le sol aux pieds de la mère du Christ ; des dentelles, que les jeunes filles ont travaillées de leurs mains, s'arrondissent en festons pour orner l'image vénérée de Marie : tout enfin respire un cachet de piété naïve et sincère. Les montagnards, souvent rudes de formes et rendus défiants par le malheur, se plaisent à venir aux pieds du Très-Haut lui raconter leurs souffrances avec la simplicité des premiers chrétiens. Sans doute, l'incrédulité a pénétré dans ces derniers temps jusqu'au sein même de ces cantons restés fidèles à la vieille foi catholique ; mais il n'en est pas moins vrai qu'aujourd'hui encore il est impossible de ne pas être frappé du spectacle que présente un jour de dimanche, par exemple, l'aspect des églises suisses : le sentiment qui s'y traduit d'une manière évidente par la contenance des assistants, c'est incontestablement une respectueuse affection, un véritable et profond dévouement.

Après Saint-Branchier, le premier village que l'on

rencontre dans le val d'Entremont est Orsières. A cet endroit, bien que l'on soit déjà parvenu à une assez grande hauteur, la route se bifurque encore une fois. D'un côté elle se dirige vers Cormayeur, par le col de Ferrez ; de l'autre vers le Saint-Bernard, par le col de Fenêtres. En suivant cette dernière voie on ne tarde pas à arriver à Liddes.

Là s'arrêtent d'ordinaire les voitures qui ont amené les voyageurs depuis Martigny, et il ne faut plus songer à continuer sa route autrement qu'à dos de mules, quand le temps n'est pas assez beau pour qu'on ose s'aventurer à pied sur la montagne. A cette hauteur, et dans un tel climat, on ne s'attend pas à trouver de grandes cités comme dans la plaine : aussi ne sera-t-on point étonné quand nous dirons que Liddes est une ville assez petite ; pourtant nous ajouterons qu'elle ne manque pas d'un certain intérêt, et qu'elle mérite qu'on s'y arrête lorsqu'on voyage comme naturaliste ou comme archéologue. Quant à nous, qui n'étions point guidé par des considérations de cette nature, lorsque la Providence nous y a conduit, nous nous souviendrons toujours d'avoir rencontré là, à plus de trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer, dans un pays pauvre, au sein de la région des neiges, un vieillard sexagénaire qu'au premier aspect nous étions tenté de prendre pour un des riches et des heureux de ce monde, tant le contentement et la paix respiraient dans tous ses traits, une douce et spirituelle gaieté dans sa conversation, tant, à la seule pensée d'un devoir à remplir, d'un service à rendre, il semblait heureux de se dévouer à ses semblables, et tant il retrouvait encore de vigueur et d'énergie.

Ce bon prêtre, que nous ne nommerons pas, pour éviter de blesser sa modestie et pour nous conformer à ses propres désirs, nous permettra bien cependant, ne fût-ce que pour faire aimer davantage l'ordre auquel il appartient, de dire quel agréable et touchant souvenir nous lui conservons dans notre cœur.

C'était un samedi, le 25 septembre 1852. Vers six heures du soir, par un temps pluvieux, nous frappons à la porte du presbytère. On nous fit entrer dans une chambre sans feu. Là se trouvait un vieillard coiffé d'une casquette à large visière, portant sur sa soutane un gros paletot de laine, et par-dessus le tout, passé en bandoulière, le cordon blanc, qui est le signe distinctif des membres de la congrégation de Saint-Bernard. Il était assis devant son bureau, occupé à écrire. Nous n'essaierons pas de dire avec quelle exquise politesse, quelle affectueuse bienveillance il s'est empressé de venir à notre rencontre et de nous accompagner dans un autre appartement, où, près d'un bon feu qui pétillait dans l'âtre, nous avons pris place avec lui dans un de ces larges fauteuils en bois qui rappellent les mœurs patriarcales. Mais ce que nous ne pouvons oublier, c'est la joie évidente qu'il a témoignée de causer avec un Français, le bonheur qu'il a paru éprouver de pouvoir s'entretenir à l'aise de notre belle France. Membre du Saint-Bernard depuis l'année 1811, il se souvient d'avoir été le sujet fidèle de l'empereur Napoléon I^{er}, à l'époque où le canton du Valais devint, en vertu d'un décret inséré au *Moniteur*, le département du Simplon, et fut réuni sous ce titre à l'empire français. Aussi avons-nous vu cette noble et loyale figure, sur laquelle les ans ont

imprimé leur trace, s'épanouir sous l'influence des souvenirs de jeunesse, lorsqu'il nous redisait les bienfaits dont le conquérant de l'Europe s'est plu, à diverses reprises, à combler son ordre; lorsqu'il rendait, avec un enthousiasme juvénile, un juste hommage aux qualités généreuses qui distinguent toujours, en dépit de notre mobilité incessante, le caractère français; et que, dans l'intimité de cet épanchement spontané, il nous confiait les espérances que tous les cœurs catholiques en Suisse fondaient alors sur les bienveillantes intentions du neveu et successeur de notre grand capitaine.

« Le prince Louis-Napoléon, nous disait-il (nous rapportons scrupuleusement ses paroles, sans nous permettre d'y rien changer), se souviendra qu'il a été l'hôte de la Suisse, qu'il a parcouru dans son enfance nos pauvres vallées; que depuis il y a trouvé un asile inviolable au temps de sa proscription. Il se souviendra de la protection accordée par son oncle aux religieux du Saint-Bernard et du Simplon, et il aura à cœur, sans aucun doute, de continuer, sur ce point comme sur tant d'autres, ses glorieuses traditions de famille. D'ailleurs, ajoutait le noble vieillard, dont l'émotion nous inspirait un profond respect, la France n'est-elle pas toujours la fille aînée de l'Église, la première parmi les nations catholiques? et laissera-t-elle spolier, sans élever sa voix puissante, un établissement de bienfaisance qu'elle a si largement, à toutes les époques de son histoire, contribué à doter? »

Ces paroles du vénérable pasteur de Liddes sont restées gravées dans notre mémoire. Depuis le jour où il nous les adressait, de grands changements se sont accom-

plis. D'une part, le prince en qui il mettait son espoir a été plus complètement encore investi de la puissance souveraine, il a pris en main le sceptre de Napoléon I^{er}, et, dans de mémorables circonstances, il a exercé dans les conseils de l'Europe une influence prépondérante. D'autre part, les passions politiques et sociales, si tristement déchaînées il y a dix ans, se sont apaisées au sein de la nation helvétique; et le pouvoir, surtout en ce qui concerne le Valais, a échappé aux ennemis des institutions monarchiques. Les circonstances sont donc devenues plus favorables. Et plus d'une fois déjà des voix généreuses se sont élevées dans la presse française et ailleurs, pour appeler l'attention des cabinets européens sur la situation du grand Saint-Bernard. Tout cela suffira-t-il, et les espérances du bon curé de Liddes se réaliseront-elles complètement? Nous ne le savons, et nous n'osons le prédire. Nous n'ignorons pas d'ailleurs les difficultés sans nombre qui s'opposent souvent, dans les questions internationales, à l'exécution de l'idée la plus juste, à la réalisation du projet en apparence le plus simple et le plus facile. Aussi nous, obscur combattant perdu dans la mêlée, n'avons-nous aucun espoir d'être entendu lorsque tant d'autres, placés aux premiers rangs, ont vu leurs efforts réitérés demeurer jusqu'à ce jour infructueux. Pourtant si notre voix, si faible qu'elle puisse être, pouvait arriver jusqu'au souverain, nous nous ferions un devoir de lui répéter les paroles du pasteur de Liddes, et nous le supplierions de prêter l'oreille aux plaintes qui s'élèvent de cette sainte montagne, illustrée depuis dix siècles par des prodiges de dévouement et de charité. Mais nous aurons occasion

de revenir sur ce point. Poursuivons notre récit (1).

Le lendemain, dimanche 26 septembre, un gai carillon sonna pour nous l'heure du réveil. C'étaient les cloches de l'église qui tintaient l'*Angelus*. Nous ne nous

(1) Ces pages, auxquelles nous n'avons rien voulu changer, de peur de leur enlever ce qui en fait tout le mérite, l'accent d'une émotion vraie et vivement sentie, étaient écrites lorsque est intervenu un acte de nature à relever les espérances, nous ne voulons pas dire des catholiques, mais de tous les amis du droit et de la justice. Dans les derniers jours de l'année 1857, des négociations ont été entamées par le gouvernement du Valais pour la réconciliation de ce canton avec le saint-siège. En rendant compte au grand conseil de la première phase de ces négociations, M. Allez, président du conseil d'État, a prononcé un discours dans lequel se trouvent des phrases trop significatives pour que nous ne croyons pas devoir les reproduire d'après la *Gazette du Valais*. « En attendant l'heureux résultat qu'il est en droit d'espérer, a dit M. Allez, le conseil d'État, ne voulant pas même laisser planer sur lui l'apparence du reproche d'accepter la théorie des faits accomplis et les conséquences de faits qui ne sont pas les nôtres, croit devoir vous retracer en peu de mots la ligne de conduite qu'il suivra dans la tractation de cette importante affaire, touchant aux intérêts les plus sacrés du peuple et à l'héritage le plus cher de nos pères. Le désaveu spontané et formel des principes qui ont présidé aux décisions prises en décembre 1847 et janvier 1848 contre l'Église et le clergé, doit, selon nous, former la base de toute négociation. Le principe de la propriété de l'État des avoirs de l'Église sera révoqué... L'existence honorable des corporations religieuses sera assurée. » Sans concevoir des illusions exagérées, que suivrait sans doute, comme il arrive trop souvent dans le cours des choses humaines, un prompt désenchantement, il est permis cependant, en présence de pareilles dispositions et d'une bienveillance si hautement avouée de la part des agents de l'autorité civile, d'espérer beaucoup. Pourtant, si quelques actes partiels de justice ont été accomplis, le mal est encore loin d'une réparation, même incomplète. Mais on peut entrevoir l'aurore du grand jour où la réparation s'accomplira; et en tout cas il y a lieu de croire que, Dieu aidant, l'avenir sera meilleur; c'est quelque chose qu'un tel espoir après de si mauvais jours.

souvenons pas d'en avoir entendu en France dont les notes fussent plus harmonieuses, et surtout qui fussent mieux sonnées. Aussitôt après avoir assisté à la célébration des saints mystères, qui jamais ne nous ont paru plus sublimes que dans un tel lieu, nous reprîmes notre route.

Au sortir de Liddes, la montée devient plus rapide; elle se dirige à travers des rochers qui, pendant la plus grande partie de l'année, sont entièrement couverts de neige. Pourtant le chemin est encore assez beau jusqu'à l'entrée du bourg Saint-Pierre, où l'on arrive après une heure et demie de marche. Ce village, le dernier qu'on rencontre avant l'hôpital, est d'une assez haute antiquité, à en juger par le grand nombre d'inscriptions qu'on y voit encore et par les ruines qui s'y sont accumulées.

La route qu'on suit aujourd'hui pour monter de là au couvent est une route neuve. L'ancienne avait été tracée, croit-on, par Charlemagne. On y trouve, en tout cas, un pont de bois qu'on nomme le pont Saint-Charles, en souvenir de cet empereur. L'église de ce village fut détruite au ^{viii}^e siècle par les Sarrasins, et rebâtie au commencement du ^{ix}^e par Hugues, évêque de Genève, ainsi que le prouve une inscription gravée sur une pierre qu'on a trouvée dans le clocher lorsqu'il a fallu reconstruire une seconde fois le saint lieu, après une nouvelle destruction opérée par les huguenots lors des guerres civiles. Tels sont du moins les détails qu'a bien voulu nous donner, au sujet de la paroisse confiée à ses soins, le vieux curé, homme d'une simplicité évangélique sous laquelle se cache, ainsi que nous avons

pu nous en convaincre, un mérite éminent, et qui se souvient avec plaisir d'avoir prêté, lui aussi, comme le curé de Liddes, serment de fidélité à l'empereur Napoléon I^{er}, dont il ne parle jamais qu'avec un véritable enthousiasme.

En sortant du bourg Saint-Pierre il faut encore, pour arriver au couvent, gravir la montagne pendant l'espace de douze kilomètres; et il est impossible de songer à effectuer ce trajet autrement qu'à pied, ou tout au plus sur le dos de mulets habitués à suivre ce chemin. Lorsque nous avons gravi ce sentier rocailleux, le temps était beau; aucun nuage ne se montrait à l'horizon, et le soleil brillait sur la cime des rochers. Pourtant une épaisse couche de neige recouvrait complètement les grosses pierres qui marquent la route, et l'eau des torrents qui la traversent était entièrement gelée. A gauche, si loin que la vue pût s'étendre, rien que des montagnes noires et des rocs dénudés; mais sur la droite, pendant la première lieue, nous avons encore rencontré quelques arbres, des ifs, des pins et quelques plantes sauvages. Le paysage a un caractère de désert qui ne manque pas d'une certaine grandeur. Par intervalles même, et par suite d'un de ces contrastes dans lesquels la nature semble se complaire, nous apercevions au fond de la vallée de l'herbe fraîche que paissaient tranquillement de belles vaches, agitant des grelots suspendus à leur cou, et dont le son argentin, répété par les échos des montagnes, avait bien sa poésie. Entraînée par la magie des souvenirs, notre imagination s'est reportée alors vers cet air national des Suisses, si simple comme composition, mais si touchant et si justement célèbre, qu'on nomme le *Ranz*

des vaches. Nous comprenions, à l'aspect de ces vastes solitudes, égayées seulement de distance en distance par de rares pâturages, l'impression profonde qu'a produite de tout temps sur les montagnards qui les habitent ce chant de la patrie, qui est en bien des cas leur seul moyen de ralliement, et quelquefois même leur seul mode possible de communication. On sait qu'autrefois, lorsque la Suisse fournissait à la France quelques-uns de ses régiments les plus fidèles, il était sévèrement interdit à la musique de ces corps spéciaux de jouer le ranz ; on eût craint de mettre les soldats à une trop rude épreuve, et de leur inspirer des pensées de désertion. Les naturalistes vont jusqu'à prétendre que les animaux eux-mêmes sont agités comme par des souvenirs importants, quand ils entendent les notes de cet air loin de leurs montagnes ; et les usages adoptés dans quelques localités tendent à confirmer cette opinion. Toutes ces pensées nous revenaient à l'esprit en gravissant le mont Saint-Bernard pendant la première heure de l'ascension. La nature, dans toute sa grandeur, parle au cœur de l'homme d'une manière puissante dans de telles régions. Si triste que soit ce pays comme habitation, on sent que si l'on était né là, on voudrait y revenir finir ses jours.

Après une heure de marche on trouve, à l'extrémité de cette première lieue, la *Cantine*, sorte d'auberge où l'on peut du moins prendre quelques instants de repos. La plupart des voyageurs s'empressent d'en profiter : et en cela, nous devons le dire, ils agissent sagement ; car ensuite, et jusqu'au couvent, plus rien que de sombres pins, sans la moindre apparence de végétation

pour varier la triste monotonie du paysage. Pendant sept mois de l'année, la route est tellement couverte de neige, qu'il serait absolument impossible de la reconnaître, si la prévoyante charité des religieux n'y avait pourvu. Au moment où le voyageur indécis, ne sachant où diriger ses pas, sent son cœur se serrer à la pensée de son isolement, une ingénieuse protection vient à son aide. De grands piquets placés à peu de distance les uns des autres lui indiquent la direction qu'il doit suivre. A certains endroits, il est vrai, cette indication devient superflue; car le chemin se resserre, et l'horizon est borné de toutes parts par d'énormes masses de granit dans un rayon de quelques pas à peine. Mais un peu plus loin l'aspect change tout à coup : le sentier s'élargit, les pics s'abaissent, et l'on se trouve sur un vaste plateau, d'où la vue s'étend sur d'immenses plaines blanchies par la neige.

C'est là que commence véritablement le danger lorsque vient le soir, et que la nuit, répandant son ombre sur les montagnes, surprend les voyageurs fatigués, surtout à certaines époques de l'année, où le vent, soufflant avec violence, fait tourbillonner des rafales de neige glacée qui éblouissent le regard, engourdissent les sens, et font monter au cerveau l'étourdissement du délire. A ce moment le tableau retracé par Chateaubriand devient littéralement vrai, et ce qu'on serait tenté peut-être de prendre pour une poétique exagération devient une triste réalité. « Alors, dit le grand écrivain, la nuit approche, les neiges tombent; seul, tremblant, égaré, le pèlerin des Alpes fait quelques pas et se perd sans retour. C'en est fait, la nuit est venue : arrêté au bord d'un précipice,

il n'ose ni avancer ni retourner en arrière. Bientôt le froid le pénétre, ses membres s'engourdissent, un funeste sommeil cherche ses yeux; ses dernières pensées sont pour ses enfants et son épouse... Mais n'est-ce pas le son d'une cloche qui frappe son oreille à travers le murmure de la tempête? ou bien est-ce le *glas* de la mort que son imagination effrayée croit ouïr au milieu des vents? Non, ce sont bien des sons réels, mais inutiles! Car les pieds de ce voyageur refusent maintenant de le porter... Un autre bruit se fait entendre; un chien jappe sur les neiges; il approche, il arrive, il hurle de joie; un solitaire le suit (1). »

C'est que, en effet, les messagers de la charité enrôlés sous la bannière de Saint-Bernard ont bien choisi le lieu où ils ont placé leur demeure hospitalière. Là où la terre manque sous les pas, où l'homme, anéanti sous le sentiment de son impuissance, est vaincu par la nature et comme perdu dans l'immensité, les secours viennent s'offrir à lui. Des hommes dévoués parcourent la montagne : leurs fidèles chiens, dressés à ces recherches, rôdent dans toutes les directions. Aussi les accidents auxquels fait allusion l'illustre auteur du *Génie du christianisme* dans les lignes qui précèdent, et qui se renouvelaient souvent dans les siècles passés, sont-ils de nos jours presque inouïs.

Toutes les précautions que peut suggérer la prudence

(1) CHATEAUBRIAND, *Génie du christianisme*, partie IV, livre III, chapitre v. — Tout le monde connaît également les beaux vers dans lesquels Chénedollé a reproduit les mêmes images et presque les mêmes expressions sous ce titre : *Le Voyageur égaré dans les neiges du mont Saint-Bernard*.

humaine soutenue par les inspirations du zèle et d'un ardent amour du prochain ont été prises pour diminuer les dangers de ce parcours de huit kilomètres qui reste à franchir jusqu'au couvent du grand Saint-Bernard. Après avoir marché quelque temps, on aperçoit de côté et d'autre de petits chalets adossés au roc. C'est là que, dans la mauvaise saison, les religieux, accompagnés de leurs domestiques, et suivis de leurs chiens si intelligents et si bien dressés, viennent, pendant de longues heures, attendre et épier les voyageurs égarés. Là aussi, avant de rentrer, lorsque la fatigue les gagne à leur tour, ils ont soin de déposer du pain et du vin pour que les pèlerins qui viendraient chercher un abri dans ces chalets puissent réparer leurs forces et continuer leur route.

Quelques pas encore, et enfin une grande croix de bois placée au sommet d'un plateau annonce le terme du voyage et des pénibles épreuves. Bientôt, en effet, on entre dans un défilé resserré entre deux rangées de pics; et quelques minutes après on arrive au couvent, ou, suivant l'expression populaire, à l'hospice du grand Saint-Bernard.

CHAPITRE VII

LE COUVENT

On est assez disposé dans le monde, même parmi les classes éclairées, à se représenter un couvent comme l'asile de la tristesse et de l'ennui. Bien des idées fausses en matière religieuse trouvent, de nos jours encore, du crédit auprès des personnes que leur intelligence et leur éducation devraient prémunir contre de pareilles erreurs. Et pourtant, nous nous empressons de le reconnaître, de grands changements se sont déjà opérés dans l'esprit public ; et les temps sont passés sans retour où il était de bon goût de se moquer des prêtres. On se fait gloire, au contraire, de professer pour leur personne, et surtout pour leur ministère, un respect au moins apparent. L'influence moralisatrice du christianisme, et son action toute-puissante sur les masses, lorsque rien n'entrave ses efforts, sont généralement admises comme des faits incontestables ; et nous croyons même que notre époque, ainsi que l'ont proclamé quelques grands esprits, assiste à un véritable retour vers les idées religieuses. Mais toutefois, si l'on rend aux nobles travaux et au dévouement

du clergé séculier la justice qui lui est due, bien des préventions subsistent encore à l'égard des couvents.

Beaucoup de gens qui se croient très-habiles demandent à quoi ils servent. En ce qui concerne le grand Saint-Bernard la réponse est facile : les œuvres sont là qui parlent tous les jours. D'autres personnes, dont quelques-unes sont assurément de très-bonne foi, ne vont pas si loin. Mais, redoutant par-dessus tout l'air morose et le caractère triste qu'elles supposent aux cénobites, elles comprennent difficilement, disent-elles, que la pratique d'une dévotion rigoureuse et les rudes austérités du cloître puissent se concilier avec une humeur gaie, des formes prévenantes et des habitudes aimables. Nous n'avons point, on le comprend, à répondre à ces préventions, et il n'entre point dans notre plan de réfuter les idées qui leur servent de point de départ. Nous demandons seulement la permission de reproduire ici, sans y rien changer, quelques lignes écrites rapidement sur notre album de voyage, au couvent même et sous l'impression du moment. Notre amour-propre littéraire y perdra peut-être ; mais, ce qui est bien autrement important, la vérité pourra y gagner quelque chose.

« 28 septembre 1852, au mont Saint-Bernard, près
« d'un bon feu après déjeuner. — Quelle bonne et
« gracieuse hospitalité que celle des religieux du Saint-
« Bernard ! Qu'ils sont aimables et bienveillants, em-
« pressés et simples en même temps dans leur cordia-
« lité ! J'ai rarement vu des figures plus ouvertes, plus
« franches, plus gaies ; et, d'un autre côté, je ne me
« souviens pas d'avoir vu dans nos grandes villes un
« hôtel où l'on soit plus confortablement traité, ni un

« hôpital où les malades soient mieux soignés. Et cependant on est loin de toute communication, entouré de « montagnes de toutes parts. Pendant que j'écris, le « vent siffle avec fureur au dehors ; la neige tombe « à flocons pressés, et derrière le couvent le lac est « gelé. »

En relisant aujourd'hui ces lignes de sang-froid, à sept ans de distance, et en rappelant tous nos souvenirs, il nous semble qu'elles sont l'expression de la vérité, tant sur l'aspect de la nature en dehors du couvent que sur la manière d'être des religieux à l'intérieur. Pour les compléter autant que possible, rapprochons-en le récit de la soirée que nous avons passée dans le salon des voyageurs. On croira peut-être que nous exagérons ; et cependant, ici encore, nous ne dirons rien qui ne soit scrupuleusement exact.

Un peu avant l'heure du dîner sont entrés avec nous deux voyageurs américains et un jeune homme d'origine allemande ; puis bientôt après deux dames françaises, M^{me} de L^{***} et M^{me} V^{***}. Ces dames, habitant d'ordinaire le quartier de la Madeleine, à Paris, se rendaient en Italie pour rétablir leur santé, et elles n'avaient pas voulu traverser la Suisse sans visiter le grand Saint-Bernard. Un des pères, le *clavandier*, est venu nous rejoindre ; et, après s'être informé avec le plus affectueux empressement de la santé des hôtes que la Providence lui envoyait, il nous a fait inscrire nos noms, à titre de souvenir, sur un livre déposé à cet effet sur la cheminée. Puis il nous a conduits à la salle à manger, où d'autres religieux nous attendaient, et nous ont fait, avec une exquise courtoisie, les honneurs d'un excellent repas. Dire

quelles conversations ont eu lieu pendant le dîner, entre voyageurs qui se voyaient pour la première fois, ce serait tomber dans la banalité. Nos lecteurs les devinent sans peine. Nous nous souvenons seulement d'avoir servi pendant quelques instants d'interprète et d'intermédiaire entre les dames françaises et le jeune Allemand, qui à son tour transmettait aux Américains les observations les plus intéressantes. Grâce à cet échange de paroles entre personnes parlant diverses langues, la conversation devint presque générale ; et, comme en pareille occurrence les liaisons se font vite, à la fin du repas une sorte de sympathie régnait entre les hôtes réunis là de tous les points du monde. M^{me} de L^{***}, gaie et spirituelle en dépit de la décadence de sa santé, parla de musique comme d'un sujet qui pouvait intéresser toutes les personnes présentes, et prononça le mot de *concert*. « Voulez-vous en organiser un ? dit le supérieur d'un air de triomphe. Rien n'est plus facile, nous avons dans le salon un piano qu'on dit excellent. Et si Monsieur, continua-t-il en me regardant, veut bien continuer à servir d'interprète, il pourrait demander à son voisin quels sont les morceaux qu'il connaît. Tous les Allemands sont musiciens, et ils ont pour la plupart de belles voix ; ce jeune homme pourrait, sans aucun doute, accompagner ces dames. »

Il y eut, à ces paroles, comme un murmure de surprise. Je regardai M^{me} de L^{***}, qui s'inclina en signe d'assentiment : je me retournai vers mon voisin de droite, et lui exposai le projet du supérieur. Puis ce qui avait été dit fut fait. Les religieux firent servir le thé dans le salon. Pendant ce temps, mon jeune voisin et l'un des voya-

geurs américains, qui savait également la langue allemande, parvinrent à choisir trois morceaux dont les pères avaient les partitions, et, tous les préparatifs étant terminés, l'on offrit le bras aux dames pour passer au salon, où des sièges avaient été préparés près de la cheminée. On prit le thé, M^{me} de L*** se mit au piano; et, pendant que le vent soufflait au dehors, que la neige, qui avait commencé à tomber vers deux heures, battait les vitres, nous eûmes là, près d'un bon feu, dans une salle bien éclairée et presque luxueuse, un véritable concert. Nous étions tous, les plus indifférents comme les plus sensibles, saisis d'une vive émotion en songeant à ce contraste entre l'aspect sauvage et terrible qu'offraient au dehors les éléments déchaînés et l'aspect de ce salon, où de gracieuses femmes faisaient résonner sous leurs doigts de douces mélodies, où leurs auditeurs manifestaient avec la cordialité la plus franche une approbation sympathique, où l'on aurait pu, en un mot, se croire à Paris, dans la capitale de la civilisation et des beaux-arts, entouré de tout le luxe et de toutes les facilités de la vie la plus élégante.

Cette délicieuse soirée se prolongea assez longtemps; puis chacun, emportant en son cœur de profondes impressions, se retira dans sa chambre. Le lendemain, d'assez bonne heure, nos deux aimables musiciennes ayant manifesté l'intention de partir aussitôt après le déjeuner, les pères nous firent parcourir le couvent. Faisons-le donc, nous aussi, parcourir à nos lecteurs; et d'abord en quelques mots décrivons-en l'extérieur.

« Le couvent du grand Saint-Bernard, dit M. de
« Saussure, est incontestablement l'habitation la plus

« élevée qu'il y ait non-seulement en Europe, mais
« dans tout l'ancien continent. On ne voit même aucun
« chalet à sa hauteur. Sa position est voisine du terme
« des neiges éternelles, parce qu'elle est dominée par des
« sommités qui, étant fort élevées au-dessus de ce terme,
« demeurent continuellement couvertes de neiges, et
« refroidissent ainsi tout ce qui l'entoure... Même au
« plus fort de l'été, le plus petit air de bise y amène
« toujours un froid extrêmement incommode (1). »

Ces lignes indiquent suffisamment l'état habituel de la température au mont Saint-Bernard. L'air est si froid et si vif sur cette montagne, où le vent souffle presque sans relâche, qu'au milieu du jour, dans la saison la plus chaude, aux mois de juillet et d'août, le thermomètre y descend assez souvent au-dessous de zéro. Sous un tel climat, ceux qui viennent à décéder là, loin de leur famille et de leur patrie, peuvent être gardés longtemps dans un état parfait de conservation. Les religieux ont construit à cet effet de petits bâtiments, où les cadavres sont exposés avec tous leurs vêtements. Des mois entiers s'écoulaient, au bout desquels il est encore très-facile de les reconnaître. Quelques-uns même y sont restés jusqu'à

(1) *Voyages dans les Alpes*. — Un éditeur intelligent de Genève a eu l'heureuse idée d'en extraire les passages purement descriptifs, qui, pour le plus grand nombre des lecteurs, se trouvaient un peu perdus au milieu des détails scientifiques dont sont remplis les ouvrages du célèbre naturaliste. Il les a publiés séparément sous le titre de : *Partie pittoresque des ouvrages de M. de Saussure*. On a ainsi une série de descriptions qui font connaître mieux qu'aucun autre livre la nature et le climat de ces intéressantes contrées. « Si les Alpes n'ont pas eu leur poète en M. de Saussure, dit avec raison l'éditeur, elles l'attendent encore. »

deux années entières avant de devenir méconnaissables. Ce fait a été consigné par M. de Saussure lui-même dans ses notes si intelligentes et si curieuses ; et quoique , au premier abord , il puisse paraître étrange aux habitants de nos contrées , où la décomposition est si rapide , il trouve son explication très-naturelle dans les lignes que nous venons de citer.

En même temps qu'il donne une juste idée du climat, ce passage de l'illustre historien des Alpes retrace très-nettement aussi la situation géographique du Saint-Bernard, sur laquelle les détails où nous venons d'entrer auraient pu laisser planer peut-être une certaine obscurité. Sur ce point d'ailleurs, s'il pouvait encore rester quelque doute, un coup d'œil jeté sur la route qu'on doit suivre pour se rendre en Italie suffirait pour le dissiper. Tout d'abord cette route offre l'aspect le plus triste. La descente est roide ; pendant trois cents mètres on côtoie un lac qui contribue médiocrement à réjouir la vue ; car il est gelé neuf mois de l'année, du mois de septembre au mois de juin. A peu de distance de ce lac, une colonne marque la limite de la Suisse et du Piémont. En cet endroit, la route tourne subitement à droite ; elle conduit à des pâturages appartenant au couvent, et que nous décrirons après avoir parcouru l'établissement, dont nous voudrions essayer de donner une idée exacte sans entrer dans des détails trop minutieux, et par conséquent dénués d'intérêt pour le lecteur.

Arrivée au sommet du plateau que nous avons indiqué à la fin du précédent chapitre, la route, après s'être un moment aplanie, s'engouffre dans une gorge étroite, au point culminant du passage. Là elle passe entre deux

bâtiments qui dominent la vallée. Celui de droite, de moindre apparence que l'autre, est aussi de date plus récente. Il a été construit par un supérieur d'origine française, qui a dirigé la congrégation pendant un certain nombre d'années, et auquel la France a fourni l'argent nécessaire pour ces travaux. Par reconnaissance, ce bâtiment a reçu le nom de *Maison de Saint-Louis*. C'est là que se trouvent les magasins où les religieux accumulent leurs provisions à l'entrée de l'hiver.

Quant à la maison située à gauche, et qu'on nomme spécialement *le Couvent*, c'est un long bâtiment massif, n'ayant aucune tournure architecturale, mais offrant un aspect imposant de force et de grandeur. Élevé de deux mille cinq cent cinquante mètres au-dessus du niveau de la mer, il est placé dans une position vraiment périlleuse, étant exposé aux vents nord-est et sud-ouest, qui souvent poussent contre ses murs de terribles avalanches. On nous a rapporté qu'il y a environ dix ans une colonne de neige, qu'on voyait grossir à mesure qu'elle approchait, et dont rien ne pouvait arrêter la marche, fut précipitée par l'ouragan contre les murs du couvent avec une telle fureur, que, malgré les solides grillages et les doubles fenêtres dont sont garnies toutes les chambres, elle entra dans le bâtiment jusqu'à la hauteur du premier étage, enfonça la porte du cloître, fermée cependant à l'aide d'énormes barreaux de fer, et s'amoncela sur les lits de manière à y laisser une couche d'un mètre d'épaisseur. Ce sont ces tourbillons de neige qui rendent le passage si périlleux encore de nos jours, à certaines époques de l'année. Rien ne peut résister à ces masses formidables ; elles renversent tout ce qui fait

obstacle à leur course précipitée. Aussi reconnaît-on assez facilement, dans l'été, les endroits où elles ont lieu le plus souvent, par suite du retour inévitable des mêmes circonstances atmosphériques et de la direction constante des vents. Cette direction, du nord-est au sud-ouest, est, du reste, ainsi que nous l'avons déjà dit, la direction générale des Alpes suisses : par un effet naturel, elle se trouve aussi être celle des grands vents, qui suivent d'ordinaire l'orientation des hautes montagnes. Dans les autres directions, le couvent est protégé par les monts Chenetellaz et le mont Mor.

Vers le milieu de l'édifice est un vaste perron, sur les marches duquel on rencontre le plus souvent un ou deux de ces intelligents animaux si connus sous le nom de chiens du Saint-Bernard. Gardiens fidèles, en même temps qu'utiles auxiliaires des religieux, ils sont là sur le seuil de la sainte demeure, tout prêts à s'élancer au milieu de la tourmente pour découvrir les voyageurs égarés. Comme ils sont de tous les périls, on aime à les rencontrer au terme de la course, et dans leur attitude tranquille le pèlerin lit sa bienvenue. Après avoir gravi les marches de ce perron, du haut duquel ils semblent interroger l'horizon, on entre dans un corridor qui donne accès dans les cuisines et dans une grande salle à l'usage des ouvriers et des voyageurs pauvres, auxquels est offerte dans ce lieu une hospitalité gratuite et empressée. Toujours bien chauffée, et garnie de deux rangées de tables très-proprement tenues, cette salle communique elle-même aux cuisines par un petit guichet. L'hôte qui vient d'entrer, s'il désire apaiser sa faim, n'a qu'à sonner à ce guichet. On lui fait immé-

diatement passer du bouillon et des aliments en quantité suffisante. En face de cette salle à manger, de l'autre côté du corridor, se trouvent des chambres à coucher à deux ou plusieurs lits, toutes spacieuses et bien aérées. Au fond de ce même corridor est une porte qui donne accès dans la chapelle :

En montant l'escalier, on rencontre ce que nous appelons en France l'entre-sol. Là se trouve le *salon des voyageurs de condition*, suivant l'expression des religieux. C'est dans ce salon qu'eut lieu le concert dont nous avons parlé en commençant ce chapitre. De semblables soirées se renouvellent souvent, tant est grand le nombre des personnes qui parcourent ces montagnes, et viennent, de toutes les parties du monde, y chercher des émotions nouvelles et de grands spectacles. De cette pièce nous n'aurions plus rien à dire, si, parmi les tableaux qui la décorent, ne se trouvait une remarquable esquisse représentant le passage du mont Saint-Bernard par l'armée française avant la bataille de Marengo. Notons ce souvenir, que nous allons retrouver à chaque pas, et qui reviendra si souvent, que nous serons forcé, pour être fidèle à notre titre et raconter les chroniques du couvent, de nous y arrêter quelques instants, bien qu'un des maîtres de l'histoire moderne en ait parlé de manière à ôter l'envie d'y revenir après lui.

Au fond du salon, qui lui sert en quelque sorte de vestibule, est un magnifique cabinet de minéralogie et de médailles. Nous avons regretté vivement que le temps nous manquât pour visiter à loisir cette intéressante collection, qui offre à l'archéologue, au naturaliste et à l'historien, un sujet d'études sérieuses et de profondes

méditations. A côté des médailles appartenant aux divers siècles, et qui sont là comme d'irrécusables témoignages acquis à l'histoire, se trouvent des fragments d'une haute antiquité, qui proviennent, dit-on, des ruines de l'ancien temple de Jupiter, puis des filons des diverses couches dont se compose le sol de la montagne et des minéraux trouvés dans chacune de ces couches. Enfin la reconnaissance des religieux a réuni là les portraits de plusieurs souverains bienfaiteurs de la communauté. Nous avons remarqué surtout ceux du roi Louis-Philippe et de la reine d'Angleterre ; puis, à la place d'honneur, celui de l'empereur Napoléon I^{er}.

En sortant du cabinet des médailles on traverse de nouveau le salon ; puis on arrive au grand vestibule de l'escalier, où se trouve une plaque de marbre portant l'inscription suivante. (Obligé de suivre un ordre logique, nous ne pouvons encore que la noter en passant. Le souvenir des Français et de leur empereur se retrouve partout dans le couvent ; et c'est une des plus douces nécessités de notre travail de signaler cette influence persistante de notre patrie dans un lieu où l'univers entier vient au rendez-vous que lui donne la charité chrétienne.)

NAPOLEONI PRIMO FRANCORUM IMPERATORI SEMPER AUGUSTO,
REIPUBLICÆ VALESIANÆ RESTAURATORI SEMPER OPTIMO,
ÆGYPTIACO, BIS ITALICO, SEMPER INVICTO,
IN MONTE JOVIS ET SEMPRONI SEMPER MEMORANDO,
RESPUBLICA VALESIE GRATA IN DECEMBRI ANNI MDCCCIV.

(Il venait à cette époque de rétablir, nous dirons plus tard dans quelles circonstances, la *république du Valais* :

il ne tarda pas à en faire un département de l'empire français sous le titre de *département du Simplon*, et en même temps à le doter de routes magnifiques et d'un nouvel hospice.)

En sortant du vestibule, on monte quelques marches qui conduisent au *premier étage*. Une grille le sépare en deux. D'un côté sont de grandes chambres à plusieurs lits pour les voyageurs; de l'autre, le réfectoire, les cellules des religieux, et de petites chambres pour les personnes qui désirent être seules. La même division est également marquée au *second étage* par une porte de fer. D'un côté, les chambres des dames; de l'autre côté, celles des hommes et les cellules des pères religieux. Inutile de dire que ces chambres ne ressemblent pas à celles que nous habitons en France. Les papiers ou tentures qui tapissent nos murs sont remplacés là par d'épaisses planches de bois dur dans toute la hauteur de l'étage. Les plafonds sont également en bois, ainsi que le sol même de la chambre; c'est le meilleur préservatif contre le froid intense qui règne habituellement dans cette contrée. Tous les appartements ont de doubles portes et de doubles fenêtres, et les fenêtres sont protégées à l'extérieur par de forts barreaux de fer.

Au *troisième étage* sont les mansardes, habitées par les domestiques, et la bibliothèque, où se trouvent les œuvres des Pères de l'Église, et des ouvrages de théologie, d'histoire naturelle, de science, quelques livres d'histoire profane et des voyages. Les œuvres de M. de Saussure y ont tout naturellement trouvé leur place, ainsi que plusieurs écrits sur les époques les plus récentes de l'histoire de France.

Mais surtout la partie la plus intéressante du couvent, même pour ceux qui ne cherchent que l'art et les souvenirs, c'est la *chapelle*, située au premier étage, à l'extrémité du corridor. Le dôme, couvert de belles fresques, le grand autel, où se trouve une vierge imitée de Raphaël, les quatre petits autels, décorés avec goût, méritent de fixer l'attention des connaisseurs. Les stalles du chœur sont sculptées d'une manière remarquable. En face du grand autel est une tribune où a été installé depuis quelques années un jeu d'orgues. Au-dessous de cette tribune, un peu à gauche, une pierre sépulcrale attire les regards : c'est là que repose le général Desaix, dont la dépouille mortelle fut confiée aux pères du Saint-Bernard après la bataille de Marengo.

Nous décrirons plus loin son mausolée, et nous dirons quels honneurs funèbres, dignes de sa gloire et de son noble caractère, furent rendus à ce généreux et intelligent capitaine, à qui le premier consul et l'armée française tout entière donnèrent de légitimes et sincères regrets. Lorsque nous reprendrons, au point où nous l'avons laissé, le résumé des événements historiques auxquels les pères du mont Saint-Bernard ont pris une part directe ou indirecte, nous serons amené tout naturellement, par l'ordre même du récit, à nous arrêter avec quelques détails sur les souvenirs que rappellent à l'esprit les grands noms que nous venons de prononcer.

Avant d'aborder ce sujet et de porter nos regards sur les champs de bataille, continuons à nous entretenir quelques instants encore d'idées plus douces, plus humaines, plus consolantes. Nous avons décrit le couvent;

voyons maintenant quels sont les hommes qui l'habitent, quelles idées occupent habituellement ces religieux, quels travaux ils accomplissent, quels services ils rendent chaque jour à l'humanité.

CHAPITRE VIII

LES RELIGIEUX

Nous l'avons dit en racontant la vie de saint Bernard de Menthon, les religieux auxquels il confia, en l'an 962, le soin de continuer son œuvre et de desservir les établissements hospitaliers qu'il venait de fonder, étaient des *chanoines réguliers de Saint-Augustin*. C'est encore aujourd'hui le même ordre qui, remplissant fidèlement depuis neuf cents ans les vues généreuses du célèbre fondateur, exerce envers les voyageurs qui parcourent les monts une noble et généreuse hospitalité. Ses statuts, successivement approuvés par les papes Jean XVIII, Jean XXII, Martin V, Jean XXIII, et fixés définitivement, après leur réformation, en 1438, par le pape Eugène IV, ont pour base, ainsi que l'indique le nom même de l'ordre, la règle dictée, à la fin du iv^e siècle de l'ère chrétienne, par l'illustre évêque d'Hippone aux compagnons qu'il avait réunis autour de lui dans le but de se consacrer entièrement avec eux à la perfection évangélique. Cette règle, qui semble elle-même avoir été inspirée en certaines parties par celle que venait de

donner, peu de temps auparavant, saint Martin à ses disciples de Marmoutiers, a légué à son tour quelques traits à celle de saint Benoît, qui fut, comme on le sait, le grand organisateur des moines en Occident.

En effet, entre la congrégation dont saint Benoît réunit, en 527, les premiers disciples sur le mont Cassin, et la communauté de clercs qu'avait formée saint Augustin en Afrique, près de Thagaste, en 388, il y a de nombreux points de ressemblance; et pourtant, lorsqu'on y regarde de plus près, on trouve des différences très-sensibles. Nous ne pouvons les indiquer toutes ici, ce serait fatiguer inutilement l'attention du lecteur; mais on nous permettra d'indiquer rapidement les traits les plus caractéristiques.

Ainsi, par exemple, les *chanoines réguliers*, comme ceux qui desservent le Saint-Bernard, unissent la vie monastique à la vie cléricale. Ils montrent par la sainteté de leur existence qu'on peut allier les devoirs pratiques du sacerdoce à la philosophie contemplative, et joindre l'action à la tranquillité. Pour nous expliquer plus clairement encore, ils ont cela de commun avec les moines proprement dits, qu'ils prononcent des vœux solennels, qu'ils ne peuvent ni hériter ni tester, et que la communauté leur succède de droit. Ils en diffèrent en ce qu'ils prennent part au gouvernement des âmes, et peuvent être chargés de cures et de vicariats dans les paroisses, tandis que les moines restent dans l'intérieur de leur couvent, s'occupant spécialement de leur propre sanctification. Leur manière de vivre est peut-être celle qui peut le mieux aujourd'hui nous donner l'idée de l'existence que menaient les prêtres et les diacres dans

les premiers âges de l'Église. Il est constant, en effet, que, malgré les persécutions des trois premiers siècles, ils formaient entre eux un collège dans chaque ville. L'évêque lui-même vivait en commun avec eux.

Saint Augustin est considéré comme le premier qui ait établi en Occident cet usage de la vie commune des clercs. On sait l'origine et l'histoire de ce grand docteur. Sa famille habitait, en Numidie, à peu de distance de Madaure et d'Hippone, la petite ville de Thagaste, sur les ruines de laquelle l'armée française d'Algérie avait, il y a quelques années, établi un marché; ce marché est devenu, en 1855, le chef-lieu d'un cercle avec un poste militaire, et, grossi successivement par la venue de colons et de commerçants, il a repris aujourd'hui, sous le nom de Souk-Arras, l'importance d'une ville qui sert d'entrepôt au commerce de la Tunisie et où va s'installer un commissaire civil. C'est là qu'il naquit, le 13 novembre 354. Le père d'Augustin était d'origine patricienne, mais sans fortune, et obligé par conséquent de se tenir à l'écart des fonctions auxquelles sa naissance aurait pu l'appeler. Envoyé à Madaure, puis à Carthage, où, de son propre aveu, tout en achevant de brillantes études, il se livra aux plus grands désordres, le futur docteur, déjà célèbre par l'élégance de sa parole et sa merveilleuse facilité d'élocution, fut nommé par le préfet de Rome, Symmaque, professeur d'éloquence à Milan. C'est là que les prières de Monique, sa vertueuse mère, et les conseils de l'évêque saint Ambroise le préparèrent à comprendre la vérité, et à abjurer les erreurs et les hérésies dans lesquelles il s'était engagé.

De tels caractères ne font pas les choses à demi. Dès

qu'Augustin eut reçu le baptême de la propre main de saint Ambroise, il repartit pour l'Afrique, voulant édifier par le repentir et la pratique des vertus sa terre natale, qu'il avait scandalisée jadis par sa conduite dissipée. Ordonné prêtre en 391, puis sacré coadjuteur de l'évêque d'Hippone en 395, il ne cessa dès lors, jusqu'à sa mort, arrivée le 28 août 430, de se livrer à l'accomplissement de ces travaux qui en ont fait un des plus grands docteurs et un des plus célèbres Pères de l'Église. Prédications presque toujours couronnées d'éclatants succès, correspondances avec les empereurs, les papes, les évêques et les gens de lettres de tout l'univers; mandements et publications de toute nature sur la religion, la philosophie, l'histoire et la critique : tels sont ses titres à l'admiration de la postérité. Puis, au milieu de cette prodigieuse activité intellectuelle, il trouvait le temps de faire une large part à la pratique d'une douce et infatigable charité. Il distribuait ses biens aux pauvres, élevait de jeunes enfants, faisait bâtir des hospices, rachetait les captifs, et vendait jusqu'aux ornements de son église et jusqu'à ses vases sacrés pour subvenir au soulagement de toutes les misères.

Cependant l'empire romain s'écroulait. Alaric venait d'entrer dans Rome, et de toutes parts commençait la grande invasion des barbares. Les Vandales avaient couvert l'Afrique de ruines, et mettaient le siège devant Hippone. Ce fut encore l'évêque qui encouragea les combattants et leur prodigua ses secours jusqu'à ce que, la fatigue brisant enfin ses forces, et sa mission sur la terre étant accomplie, Augustin s'endormit dans la paix du Seigneur. Il faut lire, dans son grand ouvrage de la *Cité*

de Dieu, les réflexions qu'inspirait à cet esprit sublime, à cette âme tendre et portée à la contemplation, le spectacle des terribles événements dont il lui fut donné d'être le témoin. Il faut voir surtout, dans le troisième et le quatrième livre, à quelle hauteur de pensées il s'élève quand il songe à ce renouvellement du monde qui s'opère sous ses yeux, et avec quelle tristesse il juge cet empire romain, déjà caduc et tombant de lui-même en poussière, quoiqu'il eût à peine duré quatre siècles. A quelque opinion philosophique ou religieuse qu'on appartienne, on comprend, à mesure qu'on avance dans cette lecture, la résolution qu'il avait prise, en 388, de se retirer du monde et de s'enfermer avec quelques compagnons dans le silence d'une communauté, pour se livrer à la prière, à l'étude et à la méditation. On se rend compte des résistances qu'il opposa longtemps à Valère, son évêque, et des refus qu'il fallait vaincre pour le décider à suivre sa véritable destinée et à se dévouer tout entier au gouvernement de l'Église d'Afrique.

Pour nous, toute cette partie si glorieuse de sa vie publique échappe à notre sujet. Et, si nous n'avons pu résister au plaisir d'en dire quelques mots, revenons maintenant en arrière, et bornons-nous à considérer le grand docteur au milieu de ses disciples de Thagaste d'abord, puis à Hippone même, au sein de son palais épiscopal, où il institua également un monastère de clercs, pour l'aider dans ses travaux apostoliques. Quelle règle leur donna-t-il aux uns et aux autres? Ou plutôt, pour être mieux dans le vrai, cette règle fut-elle écrite dès l'origine? Il y a bien de l'incertitude sur ce point. Bergier, dans son *Dictionnaire théologique*, s'est expli-

qué en ces termes : « L'épître 109 de saint Augustin (la 211^e dans l'édition donnée par les bénédictins), qui sert présentement de règle aux personnes de l'un ou de l'autre sexe de différentes congrégations qui se glorifient d'avoir pour père ce saint docteur, n'a été adressée que l'an 423 aux religieux qu'il avait établis à Hippone ; mais de savoir quand elle a été accommodée à l'usage des hommes, dans quel pays et par qui ce changement a été fait, c'est encore une difficulté que les savants n'ont pu résoudre jusqu'à présent. C'est sans aucun doute à l'invasion des Vandales que nous devons de ne pouvoir résoudre ce problème historique, qui, comme tant d'autres, restera toujours peut-être entouré de mystère. Au ^v^e siècle, en effet, non contents d'assiéger les villes, ils pillèrent tous les monastères, et désolèrent toutes les églises. Les disciples de saint Augustin, qui étaient déjà nombreux, furent contraints de quitter l'Afrique pour échapper à la persécution, et se dispersèrent dans diverses contrées. Quoi qu'il en soit, il y a un point essentiel qui demeure du moins incontestable. La complète conformité de la règle, telle qu'elle a été écrite, aux prescriptions contenues dans l'épître 109 du grand évêque d'Hippone, reste comme un fait acquis, et permet de voir en lui le vrai fondateur des ordres religieux qui ont conservé son nom. » Le génie et la charité se trouvent ainsi présider de concert à l'origine de la congrégation du Saint-Bernard ; et nous avons à cœur de bien constater cette magnifique alliance, qui lui assure de toutes parts de si saints et si illustres ancêtres.

Ceci établi, et sans nous appesantir davantage sur

une filiation qui est hors de conteste, traversons les siècles, et arrivons à l'époque où les statuts de la congrégation du Saint-Bernard, après avoir été confirmés par divers papes, ainsi que nous l'avons dit au début de ce chapitre, durent subir sur quelques points de détail une réformation qui n'a d'ailleurs rien changé aux bases fondamentales. C'est le 15 mai 1438 que cette nouvelle rédaction fut approuvée par le pape Eugène IV. En voici le résumé, complété par quelques renseignements que nous avons recueillis, au couvent même, de la bouche des pères.

L'ordre est gouverné par un *prévôt*, qui doit avoir vécu quelque temps à l'hospice, en observant strictement la règle. Il peut ensuite se transporter partout où il le juge nécessaire. Ce prévôt est crossé et mitré. Il reçoit ses bulles du pape, après avoir été élu par le chapitre. C'est en 1752, à la suite d'événements que nous dirons plus tard, que le pape Benoît XII donna ainsi aux religieux, par une bulle, le droit de nommer eux-mêmes librement leur supérieur général. Jusque-là cette nomination avait été, comme l'est aujourd'hui celle des évêques, réservée aux pouvoirs politiques. La place de prévôt est à vie. Les autres emplois du monastère ne se donnent que pour trois ans; mais rien ne s'oppose à ce que les titulaires sortants soient élus, s'ils sont jugés dignes d'obtenir de nouveau les suffrages de leurs frères.

La première personne après le prévôt est le *prieur claustral*, qui vit toujours dans l'hospice et gouverne les religieux qui y résident. Il est nommé par eux à la majorité des voix. (Depuis que l'hôpital du Simplon a été

construit, en 1814, il y a *trois prieurs*, celui du grand Saint-Bernard, celui du Simplon, et celui de la maison mère à Martigny.) Dans la limite des règlements et sous l'autorité du prévôt, le prieur exerce sur la personne des religieux, et quant à l'administration du couvent, une autorité souveraine. En cas de motifs très-graves, il peut être révoqué, de l'avis du prévôt et des religieux.

Un des frères choisi avec le plus grand soin parmi les plus doux et les plus instruits exerce les fonctions de *maître des novices*. Il est chargé de leur faire connaître la règle, de leur dire à chaque exercice ce qu'ils doivent faire. Il veille attentivement sur leurs mœurs, sur leur conduite et sur leur instruction. Il doit aussi mettre tout son zèle à leur bien faire connaître les cérémonies de l'office divin, et les diriger dans leur chant. De là vient qu'on l'appelle quelquefois *chantre* ou *maître de chapelle*.

Dans l'intervalle des offices religieux, les novices sont occupés à l'étude de la théologie et des sciences, surtout des sciences naturelles, qui doivent plus tard leur devenir utiles dans l'accomplissement des devoirs de l'hospitalité. Après une année ainsi passée à l'hospice même, afin qu'ils y fassent en même temps, si l'on peut ainsi parler, leur noviciat physique en essayant de s'habituer au climat, ils se présentent au prévôt et au chapitre, à l'époque de la fête de saint Augustin : on leur fait subir de sévères examens à la suite desquels ils sont admis à prononcer leurs vœux.

Outre le prieur et le maître des novices, six frères sont chargés de remplir dans le couvent diverses fonc-

tions. L'un d'eux, qui a le titre de *sacristain*, est spécialement chargé de l'entretien des vases sacrés, des ornements du culte, de la propreté de l'église, et de tout ce qui concerne la pompe extérieure des offices divins.

Un autre a spécialement la mission de soigner les malades, soit religieux, soit voyageurs. C'est l'*infirmier*. La rigueur du climat et la vivacité de l'air, que beaucoup de personnes ont de la peine à supporter, occasionnent souvent sinon de sérieuses maladies, du moins d'assez graves indispositions; et, à certains jours, l'infirmier ne peut suffire à sa tâche. Il est alors aidé par les autres frères, qui tous, pendant leur noviciat, ainsi que nous venons de le dire, ont dû apprendre les sciences naturelles et les éléments de l'art médical.

L'*hospitalier* (*cleemosynarius*) est, comme son nom l'indique, celui dont les fonctions rentrent le plus directement dans ce qui est l'essence même et le but de l'institution du Saint-Bernard, la pratique et la charité envers les pèlerins. Il doit, au terme de la règle, avoir soin de faire donner à manger aux voyageurs dès qu'ils arrivent, de distribuer à ceux qui sont pauvres des secours et des aliments lorsqu'ils partent, et même des vêtements s'ils en manquent. Il a sous sa direction un domestique de confiance, le *maronnier*, qui va chaque jour dans la mauvaise saison, accompagné d'un ou deux chiens, jusqu'à la moitié de la descente frayer la route et chercher les voyageurs égarés. Lorsque le temps est menaçant et que les accidents sont à craindre, les religieux viennent en aide au maronnier, et, toutes affaires cessantes, ne songeant plus qu'à ce qui est devenu leur devoir le plus

pressant, ils se répandent dans la montagne pour porter aux voyageurs les secours spirituels et temporels. C'est alors que leur zèle a besoin d'être dirigé par une sérieuse expérience. Il devient plus d'une fois nécessaire d'user d'une sorte de violence envers les voyageurs, pour les empêcher de se reposer avant d'être arrivés au terme de la route. C'est alors aussi que les religieux s'exposent eux-mêmes, avec un dévouement d'autant plus admirable qu'ils en donnent plus souvent la preuve, à devenir victimes de leurs efforts pour soulager et sauver leur prochain.

Une fois installés à l'hospice, les voyageurs trouvent le *clavandier*, qui les reçoit et leur montre la charité sous son aspect le plus aimable, en leur faisant avec politesse, avec courtoisie, et presque toujours avec une spirituelle gaieté, les honneurs de la sainte hôtellerie où les a conduits la Providence.

Les deux derniers emplois sont celui du *cellerier* ou procureur, qui veille aux provisions et s'occupe des affaires extérieures, et celui du frère qui est chargé de conserver les vêtements des religieux (le *vestiarius*). Ce dernier a aussi la garde des effets qu'on destine, en cas de besoin, à être distribués aux pauvres.

Chaque année, à la réunion générale de l'ordre, qui a lieu à l'époque de la Saint-Augustin, les titulaires des diverses fonctions rendent un compte fidèle de la manière dont ils ont rempli leur charge.

Les religieux de la congrégation du Saint-Bernard ne possèdent rien qui leur appartienne en propre; ils mettent tout en communauté; et la masse des biens appartenant à l'ordre est administrée par le prévôt, et, sous

sa haute direction, par les prieurs. Ceux d'entre eux qui ont une certaine fortune personnelle font, si bon leur semble, des dons au couvent. Mais il est défendu par les règlements, sous les peines les plus sévères, de rien demander aux novices qui prononcent leurs vœux. Riches ou pauvres, tous doivent être admis; le savoir et la vertu sont les seuls titres indispensables. Pendant l'année du noviciat seulement on paie au couvent une modique pension; ce laps de temps expiré, la congrégation n'exige rien de ceux qui entrent dans son sein : la règle est formelle sur ce point.

Les offices divins, l'étude et le soin des voyageurs occupent la vie des religieux. Ils doivent s'abstenir entre eux de conversations inutiles, et surtout d'une hilarité excessive. A certaines heures ils doivent même observer un silence complet, à moins de nécessité absolue. Quant au régime physique, il est très-peu sévère, en raison du climat. Remplissant un ministère de charité, ces hommes dévoués doivent ménager leurs forces, que le jeûne et l'abstinence affaibliraient par trop. Leur nourriture est à peu près la même que celle qui est offerte aux voyageurs; et, lorsque ces derniers sont peu nombreux, ils mangent avec eux. Ils ne sont point assujettis à faire maigre et à jeûner, même aux jours où les commandements de l'Eglise en font un devoir au reste des chrétiens.

Une bibliothèque où sont réunis les livres qui peuvent être utiles à leurs études est conservée à l'hospice et mise à leur disposition. Ils peuvent la consulter toutes les fois qu'ils en ont besoin.

Ainsi que nous l'avons dit, ils réunissent en leur per-

sonne le double caractère de prêtre et de religieux. Aussi sont-ce les membres de l'ordre qui remplissent les fonctions de curés et de vicaires dans les paroisses de Saint-Maurice, Martigny, Orsières, Saint-Branchier, Bouvernier, Liddes, Saint-Pierre et Saint-Oyen.

Comme religieux, ils font vœu de pauvreté, d'obéissance et de chasteté, et ils jurent d'observer les lois de la religion. La prononciation de ces vœux, à l'expiration du noviciat, par ceux qui ont satisfait aux examens, a lieu publiquement, en présence d'un notaire et de témoins. La cérémonie a lieu dans la chapelle, sous la présidence du prévôt, et devant l'ordre assemblé. Le prévôt expose au récipiendaire quels sont ses devoirs envers Dieu et envers les voyageurs, surtout les voyageurs pauvres; il lui donne connaissance des statuts; et, lui prenant la main dans les siennes, lui fait prononcer ses vœux.

Telles sont les règles, de tout point conformes au but charitable de leur institution, que suivent les membres de la congrégation du Saint-Bernard. Pour achever de les faire connaître, et dédommager le lecteur de ce sec et aride résumé que nous venons de faire passer sous ses yeux, transcrivons ici deux passages que nous extrayons de lettres émanées, à des époques différentes, de deux prieurs du couvent.

« Le 20 avril 1774, vers midi, dit le prieur Murith, une vingtaine de voyageurs, marchands, recrues, suisses et français, étaient retenus depuis plusieurs jours à l'hospice par le mauvais temps. Voyant qu'il se remettait au beau, ils demandent à partir; on les fait conduire par le maronnier et un autre domestique. Il ne restait plus qu'un peu de brouillard traînant. Le maron-

nier ouvre la marche avec les chiens ; cette caravane n'est pas plutôt au tiers du lac, sur lequel on passe l'hiver, qu'on entend comme un coup de canon. Dans le même moment, une avalanche partie sur le côté gauche du lac s'élance, cerne, engloutit ces infortunés, à l'exception du maronnier, qui fut jeté par le souffle de l'avalanche hors de danger, et d'un Brabançon, qui, étant le dernier de la troupe, nous avertit, par ses cris de détresse, du malheur qui venait d'arriver. Il n'était pris que jusqu'à la ceinture ; mais cette neige, poussée avec force, le serrait de si près, qu'elle le faisait cruellement souffrir en gênant la circulation du sang. A ses cris, nous sortons comme l'éclair, avec des pelles et des pioches. A force de travail, nous les sauvons tous, à l'exception de trois, qui, ayant été renversés, avaient été suffoqués par le poids de la neige. Dans peu de jours les autres se trouvèrent rétablis. »

Cette lettre a été insérée pour la première fois dans l'ouvrage sur le *mont Joux ou Saint-Bernard*, publié à Paris, en l'an IX, par M. Mangourit. Elle nous montre les religieux à l'œuvre, opérant avec le courage et le zèle du dévouement chrétien un sauvetage difficile. Sans doute toutes les avalanches ne produisent pas, heureusement, de si tristes résultats. Mais il arrive souvent, de nos jours encore, que la neige engloutit ainsi de malheureux voyageurs, au secours desquels les religieux s'empressent de courir avec la plus grande intrépidité.

La seconde citation que nous voulons faire, empruntée à une lettre de date plus récente, reporte la pensée sur un fait que nous avons déjà signalé ; mais, émanant, si l'on

peut ainsi parler, d'une source officielle, elle complète ce que nous n'avions pu qu'ébaucher.

« Un grand nombre de voyageurs arrivant pour la première fois au Saint-Bernard, dit M. Biselx, s'attendent à y trouver des chanoines à cheveux blancs comme la neige dans laquelle ils habitent ; on est bien surpris de n'y rencontrer que de jeunes religieux, dont l'âge dépasse rarement trente-cinq ans, et qui même, pour la plupart, sont entre vingt et trente. C'est en partie à l'insalubrité du climat que les voyageurs doivent attribuer ce fait, qui les étonne. Les jeunes gens seuls qui jouissent d'une parfaite santé et d'un tempérament robuste peuvent supporter l'âpreté du climat du Saint-Bernard ; et, malgré la force de leur constitution, ils ne laissent pas de devenir bientôt victimes de cette influence, à laquelle on ne s'accoutume guère. » (*Notice sur l'histoire naturelle du mont Saint-Bernard*, par le R. P. Biselx, prieur de l'hospice, dans la *Bibliothèque universelle de Genève*, 1819.)

Nous ne saurions rien ajouter à l'éloquence concision de ces lignes. Reprenons maintenant le résumé des faits historiques.

CHAPITRE IX

LES GUERRES D'ITALIE. — LE PROTESTANTISME. —
LE PETIT SAINT-BERNARD

Durant le cours du ^{xiv}^e et du ^{xv}^e siècle, les Suisses, luttant à la fois contre les empereurs d'Allemagne et contre les ducs de Bourgogne, contre les peuples voisins qui voulaient s'agrandir à leurs dépens et contre les seigneurs ambitieux qui voulaient à l'intérieur usurper un pouvoir arbitraire, avaient, ainsi que nous l'avons vu dans de précédents chapitres, conquis glorieusement leur indépendance, et obtenu, par une longue suite de victoires, l'admiration de l'Europe entière. Le moyen âge finissait ; aux idées chevaleresques succédaient les calculs de la politique moderne ; et ces montagnards, qui n'avaient combattu que pour être libres, se trouvèrent occuper un des premiers rangs sur la scène du monde. De puissants souverains sollicitaient leur alliance, et souvent même on les priait de s'interposer comme médiateurs dans les différends qui venaient à surgir.

Le Valais, qui, sans faire encore partie de la confédération helvétique, avait cependant pris énergiquement

parti, comme nous l'avons vu, pour les cantons ses alliés contre Charles le Téméraire, avait lui aussi conquis sa part de gloire ; les succès qu'avaient obtenus ses guerriers l'enhardirent au point qu'il osa plus d'une fois résister, avec ses seules ressources, aux batailleurs ducs de Milan, ses redoutables voisins. Souvent en querelle avec les évêques souverains de Sion, les maîtres du Milanais trouvaient sans cesse en face d'eux les troupes valaisannes, avec lesquelles il fallait sérieusement compter. Mais ce n'étaient là, pour des hommes qui avaient jadis soutenu des luttes si glorieuses, que d'insignifiantes escarmouches. Bientôt un plus grand théâtre fut offert à leur activité.

Les troupes françaises entraient en Italie. La noblesse féodale, si longtemps retenue dans un repos forcé par la main ferme du roi qui venait de mourir au Plessis-lez-Tours, courait follement aux aventures sous la conduite du jeune et chevaleresque fils de Louis XI ; et ce petit roi Charles VIII, « si bon, dit Commynes, qu'il ne se pouvait voir meilleure créature, » mais si peu habile politique, donnait en se jouant, par une brillante et inutile expédition, le signal de ces longues guerres auxquelles toutes les puissances de l'Europe prirent par la suite une part plus ou moins active. On connaît la cause, ou plutôt, s'il est permis de le dire, le prétexte des guerres d'Italie. Charles VIII revendiquait la souveraineté du royaume de Naples en vertu de la cession qui lui en avait été faite par Charles d'Anjou, héritier du roi René. Puis, d'une part, il était appelé par Ludovic le More, usurpateur du duché de Milan, dont il avait spolié son neveu Galéas Sforce, et contre lequel une ligue s'é-

tait formée. Plus tard la question du Milanais, qui n'était que l'accessoire, devint le but principal. Ce ne fut plus, en effet, comme allié, ce fut comme prétendant que le successeur de Charles VIII se présenta dans le beau duché des Sforces. Petit-fils de Valentine de Milan, la dernière héritière des Visconti, Louis XII, lorsqu'il monta sur le trône, en 1498, se fit couronner roi de France, des Deux-Siciles et de Jérusalem, et duc de Milan. Après lui, François I^{er}, arrière-petit-fils et héritier à son tour de Louis d'Orléans et de Valentine Visconti, soutint énergiquement les mêmes prétentions. De là d'interminables luttes dont nous n'avons point, on le comprend, à retracer ici les phases ; le royaume de Naples rapidement conquis, perdu plus rapidement encore ; le Milanais changeant de maîtres suivant les phases de la guerre ; l'Italie sillonnée dans tous les sens par des armées françaises qui passaient et repassaient les Alpes avec des fortunes diverses : tous ces faits appartiennent à l'histoire de France et à celle d'Italie.

En ce qui concerne les Suisses, tout ce que nous avons à dire, c'est qu'ils avaient appris, en voyant leurs services enviés par tous les princes, à se ranger sous les drapeaux de celui qui payait le mieux. Le Saint-Bernard vit souvent passer leurs détachements qui se rendaient, tantôt à l'armée française, tantôt dans le camp de ses ennemis, et qui toujours, d'ailleurs, se montrèrent dignes de leur réputation et se battirent avec le plus grand courage. A la fin de l'année 1515 seulement ils s'attachèrent d'une manière définitive à la fortune de la France, et signèrent avec François I^{er} la *paix perpétuelle*, toujours fidèlement observée depuis. Mais, avant

d'en arriver là, ils avaient lutté pendant quatre ans, avec l'aide des troupes italiennes, contre nos soldats. C'est cette période de quatre années, pendant laquelle ils furent ouvertement hostiles à la France, qui seule se rattache, dans une certaine mesure, au sujet que nous traitons. Pendant ce temps le Valais eut le privilège de fixer l'attention de l'Europe. Un évêque de Sion, le cardinal Matthieu Schinner, fut un des conseillers les plus écoutés du pontife de Rome, un des instigateurs et des plus fermes soutiens de la ligue conclue, par les efforts du pape Jules II, entre les Vénitiens, les Suisses, Ferdinand le Catholique, roi d'Espagne, et même le roi d'Angleterre Henri VIII, pour chasser d'Italie les *Barbares*, ainsi qu'il nommait les Français dans sa haine patriotique.

C'est une grande figure que celle de ce Matthieu Schinner, qui fut tout à la fois évêque, diplomate et général, légat du saint-siège et administrateur du Milanais avec le titre de régent. Son humble origine ne lui présageait pas de si hautes destinées. Né dans le haut Valais, il était fils d'un pauvre cultivateur de Mulbach. Son enfance fut triste et pénible; l'étude paraît avoir été sa seule joie; et les rudes privations qu'il eut longtemps à subir imprimèrent à son caractère une mâle énergie. Ainsi que devait le faire quelques années plus tard Martin Luther dans la petite ville d'Eisenach, il allait chantant par les rues, et trouvait dans la pitié des passants ses seuls moyens d'existence pendant les premières années de sa vie d'étudiant. Puis un vieillard, devinant sur son front le signe de l'intelligence, le recueillit, et le mit à même de compléter ses études à

l'université de Zurich et à celle de Côme. Devenu prêtre et chargé d'une cure dans le Valais, Schinner dérobaît aux heures du repos le temps que les devoirs sacrés de sa profession ne lui permettaient pas, durant le jour, de consacrer au travail. Son élévation fut rapide, jusqu'au moment où le titre d'évêque de Sion en fit un prince souverain, et le mit en rapport avec les chefs des nations. Un tel homme, dur à lui-même, austère dans ses mœurs, inflexible dans ses desseins, mais d'ailleurs d'un abord facile et de dehors agréables, avait su en peu de temps se concilier l'affection et le respect de tous les habitants du Valais. C'était l'homme le plus propre à servir les plans du pape Jules II et à devenir en Suisse le moteur d'une grande guerre contre les Français.

Par malheur, Louis XII n'avait que trop préparé les esprits à écouter les conseils du prélat. Les troupes suisses, qu'il payait fort mal, lui avaient demandé avec une certaine rudesse une augmentation de subsides ; et, loin de satisfaire à leurs demandes, il avait eu la maladresse de leur répondre par des paroles outrageantes. La punition ne se fit pas attendre : les cantons abandonnèrent l'alliance de la France, et s'engagèrent à fournir six mille hommes au chef de l'Église. C'est dans ces circonstances que se forma, le 3 octobre 1511, la *sainte ligue*, dont nous avons parlé plus haut. Schinner, nommé légat du pape près de la diète helvétique, avait fait conclure une alliance de cinq années entre la Suisse et le saint-siège. Grâce à lui, l'armée fut promptement réunie, plus nombreuse même qu'elle ne devait l'être aux termes des traités. Huit mille hommes, réunis au sein des montagnes du Valais, furent passés en revue par le légat et

dirigés vers Rome. Mais cette première expédition ne fut pas heureuse. Après avoir franchi le Saint-Bernard, les soldats qu'attendait le souverain pontife trouvèrent en face d'eux, à Bellinzona, les troupes lombardes, et plus loin des Français, commandés par le général Chaumont, qui s'opposèrent résolument à leur passage. Ils parvinrent pourtant jusqu'à Varèse ; mais là il aurait fallu de l'artillerie, et leurs ressources, d'ailleurs, commençaient à s'épuiser. La solde que leur avait promise le pape n'était pas payée ; ils acceptèrent l'argent que leur offrit le duc de Savoie, et rentrèrent dans leurs foyers.

L'alliance était compromise, et les efforts ne furent pas épargnés pour la rompre. Des imposteurs se répandaient en Suisse pour y semer le mécontentement contre le pape et le duc de Savoie ; mais l'évêque de Sion était là ; et, l'argent de la Savoie venant en aide à son incessante activité, de nouvelles levées furent faites dans les cantons. La manière hautaine dont le duc de Nemours, gouverneur de la Lombardie, traitait les messagers qui étaient députés vers lui par la confédération, avait d'ailleurs exaspéré les esprits. Ce jeune prince, si célèbre sous le nom de Gaston de Foix, et qui devait trouver sur un champ de bataille la mort glorieuse d'un héros, était, comme la plupart des seigneurs de la cour de France, aussi mauvais politique qu'intrépide guerrier. Il était réduit à peu de soldats, et obligé de veiller sur toute l'Italie ; mais il avait foi dans la fortune de la France. Cependant, dès les premiers jours de l'année 1512, dix-huit mille hommes de bonnes troupes, commandés par Ulrich de Hohensax, sortirent de Suisse, et, bravant les

rigueurs de l'hiver, traversèrent le camp français, passèrent la Treysa, le Mincio et l'Adda. Le cardinal Schinner entra en triomphe dans Crémone. Milan allait lui ouvrir ses portes, lorsque les confédérés acceptèrent encore une fois de l'argent pour rentrer chez eux. La France leur paya un mois et demi de solde, et l'expédition fut terminée. Celle-ci avait eu pourtant un résultat. Maximilien, fils de Louis Sforce, avait été rétabli à Milan. Le cardinal Schinner et l'évêque de Lodi l'assistaient en qualité de régents. Malgré leur aide, il ne resta pas longtemps paisible possesseur de l'héritage de ses pères. Harcelé par les Vénitiens, alliés de Louis XII, il fut bientôt réduit à s'enfermer dans la citadelle de Novare. Mais là du moins il put tenir bon; et les Suisses, qui l'avaient fait duc de Milan, accoururent à son aide. La Trémouille, qui commandait les Français, fut obligé de se retirer dans le Dauphiné; et ce furent les villes du Milanais et de la Savoie qui payèrent les frais de la guerre.

Nous abrégeons le récit de ces nombreuses expéditions qui se succédèrent si rapidement jusqu'à la mort de Louis XII. Le nord de l'Italie, sans cesse envahi par des bandes armées, qui se disputaient avec acharnement sa possession, n'avait d'autre ressource que de se soumettre aux exigences des vainqueurs, quels qu'ils fussent. Le dernier épisode de cette grande guerre, en ce qui concerne la lutte soutenue contre la France par la confédération helvétique, fut la fameuse bataille de Marignan. L'armée française, conduite par François I^{er}, avait trompé la surveillance des Suisses, dont les postes gardaient les défilés des Alpes. Guidée par un vieux chasseur piémontais, elle avait, en accomplissant des

prodiges d'héroïsme, pénétré en Italie par des défilés réputés inaccessibles, et, après avoir occupé quelques places fortes, s'était campée à Marignan, sur la route de Milan à Lodi. Les Suisses étaient au nombre de trente-cinq mille hommes, et avaient huit pièces de campagne : c'était la plus belle armée que la confédération eût mise sur pied. Il n'y eut d'abord que de légères escarmouches ; on négociait en s'observant ; et François I^{er} put même croire un instant qu'il n'aurait pas à engager d'affaire sérieuse contre des adversaires dont il estimait le courage.

Mais, le 13 septembre 1515, dans l'après-midi, un grand mouvement se fit parmi les Suisses ; le cardinal Schinner monta à cheval, revêtu de la pourpre, et harangua les troupes en criant à haute voix que les Suisses étaient les modèles des nations et les dompteurs des rois. La lutte s'engagea : lutte ardente et passionnée, glorieuse des deux parts, que la nuit seule interrompit pour quelques instants, pendant que les deux armées demeuraient pêle-mêle là où l'obscurité les avait trouvées, puis qui recommença dès l'aurore et se continua avec des chances presque égales jusqu'au moment où l'arrivée des Vénitiens fit tourner définitivement la fortune contre les soldats de l'Helvétie. Ils se retirèrent, mais en bon ordre et à pas lents ; François I^{er}, saisi d'admiration pour eux, défendit de les poursuivre. Ce fut le dernier acte d'hostilité entre deux peuples qui n'étaient pas faits pour être ennemis. Depuis lors, nous l'avons dit, une longue paix régna entre eux ; dans toutes les armées de la France on vit figurer les bataillons suisses ; et plus d'une fois ce fut dans leurs rangs que

nos rois, aux jours de discordes civiles, trouvèrent leurs plus zélés et plus courageux défenseurs. La révolution française interrompit pendant quelques années les relations amicales, que les deux nations se sont empressées de renouer dès qu'il a été possible de revenir aux traditions historiques.

La *paix perpétuelle* fut ratifiée d'une manière définitive par les gouvernements de la France et de la Suisse dans le cours de l'année 1517. La guerre étrangère, où du moins la gloire était le prix du sang versé, allait faire place à la guerre civile. Quelques mois plus tard, dans une petite ville d'Allemagne, les prédications d'un moine donnaient aux intelligences, déjà exaltées par les événements accomplis depuis un demi-siècle, le signal d'une immense insurrection contre l'Eglise et le saint-siège. En 1517, Luther prêchait à Wittemberg contre les indulgences, et sa parole ardente, jetant à la foule les mots si séduisants de liberté d'examen et d'indépendance de la pensée, déployait à la face du monde chrétien le drapeau de la religion réformée. On a peine à se figurer l'immense influence que l'avènement de la réforme exerça sur les destinées politiques et sociales de l'Europe. Toutes les idées, à cette époque, devaient encore revêtir une forme religieuse pour être comprises par les masses; et de même chaque hérésie qui s'élevait au sein de l'Eglise devenait un événement qui intéressait au plus haut point la société européenne tout entière. Le schisme inauguré par Luther prit ainsi les proportions d'une révolution véritable. Et cependant l'effet produit au point de vue politique fut tout différent de celui qu'on pouvait redouter. La doctrine nouvelle, qui prétendait invoquer comme

point de départ et comme base les idées libérales, n'en chercha pas moins ses premiers disciples et ses prosélytes parmi les nobles, les grands dignitaires et les princes.

En Suisse, par exemple, il y eut une analogie frappante entre l'origine princière de la communion nouvelle et l'esprit politique des cantons où elle s'établit.

Berne et Zurich d'abord, puis plus tard Saint-Gall et Schaffouse adoptèrent la réforme. Bâle se partagea entre les deux religions. Mais dès le début il y eut une résistance absolue de la part des cantons où dominait l'élément démocratique. Pour ceux-là le catholicisme est toujours demeuré la religion nationale entourée d'un amour sincère et pratiquée avec foi. Schwitz, Uri, Unterwald, qui avaient été le berceau de la liberté helvétique, furent aussi de tous les cantons ceux qui s'unirent les premiers contre les réformateurs ; Zug et Lucerne se déclarèrent dans le même sens. Il se forma ainsi une ligue, que l'histoire a nommée la ligue des cinq cantons, et à laquelle se joignirent plus tard Soleure et Fribourg. Une scission profonde s'établissait donc au sein de la confédération suisse. Les cantons catholiques déployaient la plus grande ardeur pour défendre les anciennes croyances ; les réformés, de leur côté, étaient exaltés par les prédications violentes de Zwingli, curé de Zurich. La guerre civile devenait imminente. Elle éclata dès l'année 1529. Le Valais, qui n'avait jamais reçu du clergé catholique que de saints exemples et de magnifiques enseignements, et au sein duquel les doctrines de la réforme n'avaient pu trouver, en dépit de tous les efforts des docteurs, que de bien faibles échos, fit loyalement cause commune avec les cinq cantons, et conclut avec eux un traité d'al-

liance le 30 avril 1529. Les réformés répondirent en mettant une armée en campagne. Mais l'irrésolution était dans leurs rangs : quoique supérieurs en nombre, ils furent battus par les catholiques aux journées de Capel et du mont de Zug. Après ces deux batailles, les hommes modérés des deux partis purent faire écouter leur voix. Un pacte fut conclu en 1532. Toutefois c'en était fait désormais : la Suisse portait dans son sein le germe d'incessantes guerres civiles. Alors même que la paix existait en fait, les esprits demeuraient profondément aigris ; et aujourd'hui encore, après trois siècles écoulés, le contre-coup de ces dissensions religieuses se fait vivement sentir.

Nous ne prolongerons pas ce triste récit ; ce serait sortir de notre sujet. Nous devons indiquer l'introduction de la réforme dans ce pays jusque-là si profondément attaché à la foi de ses pères ; mais il n'entre pas dans notre plan de suivre les diverses phases de ces déplorables querelles religieuses. Que dire d'ailleurs ? A partir de l'époque que nous venons de retracer, la Suisse, jadis si fière de son unité et de son indépendance, est en proie à ces dissensions sans cesse renaissantes. Tantôt ce sont des cantons qui s'arment les uns contre les autres ; tantôt ce sont les habitants des campagnes qui entrent en lutte contre les villes. Puis chaque parti exerce ses vengeances, et la persécution, pendant de longues années, est à l'ordre du jour. Il n'est pas un seul district de la Suisse qui n'ait inscrit quelques pages dans cette déplorable histoire ; et, sans sortir de celui qui nous occupe spécialement, nous aurions, en suivant cet ordre d'idées, bien des souvenirs à noter. Les armées de

la réforme, comme celles des nations étrangères, ont gravi les cimes du mont Saint-Bernard, et nous avons vu dans un précédent chapitre qu'à huit kilomètres du couvent l'église du bourg Saint-Pierre fut détruite par la fureur des huguenots. A Liddes, à Martigny, à Saint-Branchier, partout, en un mot, sur cette montagne dont le Saint-Bernard occupe le sommet, nous pourrions également signaler les traces de la guerre civile. Mais il faudrait pour cela entrer dans des détails qui nous forceraient à dépasser les limites d'une modeste *chronique*, sans avoir à offrir peut-être l'excuse d'un vif intérêt.

Détournons donc nos regards de ce spectacle. L'histoire contemporaine, à laquelle nous avons hâte d'arriver, ne nous montrera que trop combien les passions religieuses sont loin d'être apaisées au sein de la confédération suisse, ou du moins combien il est facile de soulever les esprits en leur nom pour préluder à des luttes fratricides. Avant d'en aborder le récit, il est un fait d'une autre nature qui, d'après l'ordre chronologique, doit trouver ici sa place. Nous avons dit à la suite de quels événements la maison de Savoie avait dû renoncer, en 1477, à ses prétentions sur le Valais, et accepter pour limite de ses possessions de ce côté celle qui existe encore aujourd'hui. Depuis cette époque, l'hospice du grand Saint-Bernard avait toujours dépendu, sous le rapport politique, du canton du Valais. Mais il possédait des biens considérables qui se trouvaient pour la plupart enclavés dans les États sardes; et sa succursale, la maison créée en même temps que lui par le saint archidiacre d'Aoste, sous le nom de petit Saint-Bernard, était également située dans l'intérieur de la Savoie.

Le petit Saint-Bernard, plus rapproché de la France que la maison mère, et un peu plus au midi, occupe le sommet de la montée de la Tarantaise, près du village de la Tuille, que la tradition indique comme le point précis du passage des Alpes par Annibal. Il domine et protège la route qui va de Grenoble à la vallée d'Aoste. On se trouve là sur un terrain qui de tout temps a appartenu à la maison de Savoie. Par suite de la position de cet hospice, et aussi dans l'intérêt de la bonne administration des terres appartenant à la communauté, de fréquents rapports avaient toujours continué d'exister entre la cour de Sardaigne et la congrégation du Saint-Bernard. Les membres de l'ordre avaient même consenti, par déférence, à laisser au roi de Sardaigne la nomination de leur prévôt. On devine sans peine ce qui en résultait. Le plus souvent on leur envoyait, pour les gouverner, des favoris de cour qui connaissaient à peine les statuts de la congrégation, la dirigeaient de loin et la détournaient de ses voies. Un tel état de choses ne pouvait se perpétuer sans de graves inconvénients. Après avoir vainement protesté à diverses reprises, les membres de l'ordre, ne voulant à aucun prix s'écarter du but qui leur avait été assigné par leur fondateur, en appelèrent au pape. Benoît XII entendit leurs plaintes, et leur concéda par une bulle, en 1752, le droit de choisir eux-mêmes leur prévôt. Ce n'était que justice sans doute; mais il n'en fallut pas moins payer cette conquête par un grand sacrifice. Le grand et le petit Saint-Bernard durent cesser d'avoir une existence commune et d'être administrés par des religieux du même ordre. Aujourd'hui encore cette séparation est maintenue, et

le petit Saint-Bernard est dirigé par un prêtre séculier. Quant aux biens que les religieux possédaient en Savoie, ils furent transférés à l'ordre hospitalier de Saint-Maurice et Saint-Lazare.

Privée ainsi tout à coup de la plus grande partie de ses ressources, la congrégation du Saint-Bernard n'en continua pas moins avec le même zèle son œuvre charitable. De nouveaux dons vinrent d'ailleurs lui permettre d'exercer l'hospitalité d'une manière aussi large que par le passé, et, revenue à la stricte observation des règles, elle suppléa par le dévouement à ce qui lui manquait en fortune. Les dernières années du xviii^e siècle s'écoulaient sans amener pour elle de nouveaux événements, lorsque éclata la révolution française, qui devait avoir pour son avenir, comme pour celui de toute l'Europe, des conséquences imprévues.

CHAPITRE X

RÉVOLUTION FRANÇAISE. — SES CONSÉQUENCES
EN SUISSE ET EN PIÉMONT

Au point où nous en sommes de ce récit, il est indispensable, pour l'intelligence de ce qui va suivre, de nous arrêter un instant, afin de bien préciser quelle était, en 1789, la situation intérieure et extérieure des deux contrées dont le Valais fut si longtemps la frontière commune, avant de devenir partie intégrante de l'une d'elles. Tout se tient dans l'histoire, surtout aux époques décisives où s'opèrent les grandes transformations; et les faits dont le couvent du grand Saint-Bernard fut le théâtre en 1798 et en 1800 demeureraient incompris si nous ne prenions soin d'exposer rapidement ceux qui s'étaient accomplis les années précédentes en Suisse et en Savoie.

Commençons par cette dernière, pour ne pas interrompre l'ordre chronologique. Nous avons vu débiter humblement, puis grandir d'une manière soutenue, la fortune de la maison de Savoie. Nous avons vu les comtes devenir ducs; au XVIII^e siècle, les ducs de-

vinrent rois. Victor-Amédée II, dont le petit-fils de Louis XIV avait épousé la fille, prit part à la guerre engagée entre la France et l'Autriche au sujet de la succession d'Espagne. Bien que le roi Philippe V fût son gendre, il ne se crut pas obligé de le soutenir jusqu'à la fin; et, par un de ces revirements qu'on nomme de l'habileté politique, il se déclara pour l'Autriche après avoir été l'allié de la France. C'était l'heure où l'étoile du grand roi commençait à pâlir. Le traité d'Utrecht, en 1712, termina cette guerre. Le duc de Savoie obtint, sur le continent, les forts d'Exiles et de Fenestrelles, avec les vallées d'Oulx et de Pragelas; il fut mis en possession de l'île de Sicile, et prit rang dans la famille des rois. Par le même traité, la maison d'Autriche, qui, depuis la lutte de François I^{er} et de Charles-Quint, n'avait pas cessé d'avoir des vues sur l'Italie, devint définitivement maîtresse du Milanais.

Quelques années plus tard, en 1720, à la suite d'une nouvelle guerre suscitée par le cardinal Alberoni, ministre de Philippe V, et promptement terminée par la disgrâce de ce ministre, Victor-Amédée échangea la possession de la Sicile contre celle de la Sardaigne. Depuis lors on comprit sous le nom d'*États sardes* ou de *royaume de Sardaigne* la réunion sous un seul gouvernement de l'île de Sardaigne, de la Savoie proprement dite, du Montferrat, et de quelques autres petites principautés du nord de l'Italie. Ce n'était pas encore là cependant tout ce qu'avait rêvé l'ambition des princes de Savoie. Songeant peut-être déjà, comme ils l'ont essayé depuis, à reconstituer l'unité de l'Italie en chassant les Autrichiens, ce qu'ils convoitaient, c'étaient ces

belles provinces de la Lombardie, où tant de sang a été versé aux diverses époques de l'histoire. Deux nouvelles guerres de succession en donnèrent une partie à Charles-Emmanuel III, fils et successeur de Victor-Amédée. En 1738, après l'abdication de Stanislas, roi de Pologne, l'empereur d'Autriche céda à Charles-Emmanuel, qui avait soutenu, de concert avec lui, le rival de Stanislas, les forteresses de Novare et de Tortone. En 1748, ce même Charles-Emmanuel, ayant aidé Marie-Thérèse à se mettre en possession de l'héritage des empereurs ses aïeux, obtint pour récompense le territoire appelé le Vigévanasque, le pays d'Anghiera, et les parties du duché de Pavie situées entre le Pô et le Tessin. Ainsi s'agrandissait sans cesse la fortune de cette maison; et peut-être eût-elle fini par devenir pour l'Autriche une rivale vraiment dangereuse en Italie, sans les événements dont la France fut le théâtre en 1791 et 1792.

L'Europe entière devint attentive; toutes les querelles furent oubliées. Les souverains comprirent que les idées qui triomphaient à Paris menaçaient tous les trônes, et ils firent alliance contre l'ennemi commun: en 1792 fut signée la convention de Pilnitz. Victor-Amédée III, qui avait succédé en 1773 à Charles-Emmanuel, fut un des premiers à accéder à cette coalition. Plus menacé que les autres en raison de la proximité de ses États, il tenait d'ailleurs par les liens du sang à la royale famille que la tempête révolutionnaire avait exilée de France. Le comte de Provence et le comte d'Artois, qui devaient se nommer un jour Louis XVIII et Charles X, avaient épousé ses deux sœurs, et étaient venus chercher un refuge à la cour de Turin. A leur suite étaient accou-

rus des émigrés, qui s'enrégimentèrent publiquement.

Un tel état de choses ne pouvait se prolonger sans amener des collisions sanglantes. Le 4 septembre 1792, les troupes françaises envahirent la Savoie sous les ordres du général Montesquiou, et le comté de Nice, sous ceux du général Anselme. Victor-Amédée n'était pas en mesure de résister. Il avait espéré que les Prussiens occuperaient au nord l'attention de la France, et lui permettraient d'organiser ses moyens de défense. Or les Prussiens venaient d'être battus en Champagne; et d'ailleurs les troupes républicaines faisaient preuve sur tous les points d'un courage et d'un élan irrésistibles. Quinze jours suffirent pour la conquête de la Savoie, et trois mois pour celle du comté de Nice. Le *département du Mont-Blanc* et le *département des Alpes-Maritimes* furent ajoutés à la carte de France.

Le roi de Sardaigne ne perdit pas courage. Enhardi par les promesses et les conseils de l'Angleterre, il soutint pendant quatre ans une lutte à laquelle l'Autriche prit une part active en 1794. La France avait mis sur pied onze armées, dont deux occupaient les défilés des Alpes. L'*armée d'Italie* longeait les Alpes maritimes d'Entrevaux à Menton; l'*armée des Alpes* s'étendait des frontières du Valais au mont Dauphin. En face d'elles étaient déployées, sur deux lignes parallèles, les forces piémontaises et austro-sardes. Partout s'élevèrent des fortifications. Le petit Saint-Bernard fut entouré de retranchements, et des canons défendirent l'hospice, ce qui ne l'empêcha pas d'être pris par les Français, ainsi que le mont Valaisan et le mont Cenis. La guerre se prolongea avec des alternatives de succès et de revers pendant

l'année 1795. Mais, le 27 mars 1796, Bonaparte vint à Nice prendre la direction des armées françaises, et dans une seule campagne contraignit ses adversaires à demander la paix. La Sardaigne cessa de faire partie de la coalition.

Deux années plus tard, la monarchie piémontaise n'existait plus. La propagande républicaine se répandait dans toute l'Europe. La Lombardie était devenue *république cisalpine*. Le roi de Sardaigne, tenu par la France en état continuel de suspicion, fut enfin détrôné le 9 décembre 1798. De tous les États qu'avaient possédés ses pères, Charles-Emmanuel IV ne conserva que l'île de Sardaigne; et ce ne fut qu'après la chute de l'empire, en 1815, que la dynastie sarde reprit son rang parmi les puissances continentales. Nous indiquons dès maintenant cette phase définitive de son histoire, parce que désormais nous n'aurons plus à nous préoccuper de ses destinées. C'est vers la Suisse que nous devons à l'avenir porter exclusivement nos regards.

Depuis le règne de François I^{er}, la Suisse avait toujours fourni à la France d'excellents soldats, de fidèles défenseurs. Qu'il fallût faire la guerre en pays étranger ou combattre à l'intérieur les ennemis du trône, les bataillons suisses étaient toujours prêts; et toujours leur contenance était assurée, leur zèle à toute épreuve, et leur fidélité inébranlable. En 1557, à Meaux, ils avaient sauvé Charles IX, menacé par les huguenots; en 1792, dans la journée si tristement célèbre du 10 août, leur dévouement, qui s'éleva jusqu'à l'héroïsme, aurait pu sauver la monarchie, si l'heure de la souffrance et du martyre n'eût été marquée par la Providence. Leur

courage n'eut d'autres résultats que de les faire massacrer tous ; mais du moins ils périrent à leur poste, léguant un bel exemple à l'admiration des hommes, et jetant sur leur patrie, si malheureusement déchirée elle-même par les guerres civiles, un dernier rayon de gloire. Ce fut le suprême effort des défenseurs du vieil état de choses en France. Dès le mois de septembre de la même année, tous les régiments suisses qui étaient disséminés dans diverses garnisons repassèrent les frontières. L'ère républicaine commençait. Les doctrines démocratiques tendaient à se répandre, non-seulement en France, mais parmi les contrées voisines. Au sein des montagnes de l'Helvétie, comme partout ailleurs, elles trouvèrent de l'écho ; toutefois il s'écoula quelques années sans qu'il se produisît d'événements décisifs.

La Suisse n'est pas et ne sera jamais, quoi qu'on fasse, une nation compacte où puisse s'établir, comme en France, une complète uniformité de mœurs, de coutumes ni même de langage. C'est une agglomération de cantons ayant chacun leur physionomie à part et leur constitution historique, qui se sont unis pour faire respecter leur commune indépendance. Pour les uns, tels que Schwitz, Uri, Unterwald et Zug, le gouvernement de la démocratie est le seul possible ; et en même temps, car il ne faut pas oublier que dans ces contrées les questions religieuses sont encore des questions vitales, la vieille foi catholique est en honneur, comme la gardienne inséparable des antiques libertés. Dans quelques autres, au contraire, Berne et Soleure, par exemple, les classes aristocratiques ont été de tout temps en possession du pouvoir ; le gouvernement a des tendances oligarchiques, et

la religion y prend volontiers les allures de la philosophie. Un simple lien fédéral doit unir les uns aux autres ces cantons si dissemblables : rêver pour eux un gouvernement unitaire, c'est vouloir lutter contre l'impossible. On l'a essayé cependant ; et la Suisse n'est pas encore remise des agitations qu'a occasionnées pendant de longues années cette folle tentative.

Avant 1789, treize cantons seulement composaient la confédération. Sept étaient *oligarques*, suivant le langage du temps, c'est-à-dire gouvernés par l'aristocratie. C'était Berne, qui tenait sous sa sujétion Vaud et Argovie ; Schaffouse, qui commandait à Thurgovie ; puis Bâle, Soleure, Zurich, Lucerne et Fribourg. Six étaient démocratiques, savoir : Schwitz, Uri, Unterwald, Zug, Glaris et Appenzell. D'Uri et d'Unterwald dépendait le Tessin. Trois républiques indépendantes, mais alliées, entouraient la confédération : d'une part les Grisons, que la position géographique et les coutumes poussaient vers l'Autriche ; de l'autre Genève et le Valais, qui étaient, au contraire, attirés vers la France. Au nord, la principauté de Neuchâtel dépendait de la Prusse. Tel était alors l'aspect de ce qui est devenu la Suisse actuelle.

Chacun de ces petits États avait, depuis près de deux siècles, grand'peine à maintenir sa tranquillité intérieure. Partout les questions de vassalité et les discussions religieuses entretenaient un élément perpétuel de troubles et de désordres. Dans le Valais, par exemple, la région voisine de l'Italie, nommée encore aujourd'hui le bas Valais, subissait la domination des districts ou dizains du haut Valais ; ceux-ci se prétendaient souve-

rains, et exerçaient collectivement la souveraineté. Un conseil où prenaient place les représentants de chacun d'eux administrait le haut et le bas pays. Les trois dizains du bas Valais recevaient de ce conseil des gouverneurs qui les traitaient d'ordinaire avec peu d'égards. Dans toutes les autres parties de la Suisse, des causes d'irritation permanentes entre les diverses classes existaient également ; aussi les partis se déchiraient-ils avec un acharnement sans exemple. La proscription et les supplices étaient souvent à l'ordre du jour. De nombreux exilés s'en allaient chaque année faire retentir l'Europe de leurs plaintes. En 1782 et en 1789, des émeutes sanglantes éclatèrent à Genève. Dans le Valais, au mois de septembre 1790, le bailli de Monthey se vit obligé de fuir à Sion ; et, pour rétablir l'ordre, il fallut pendre quelques mutins. Dans le canton de Vaud, lorsque Bonaparte le traversa pour se rendre au congrès de Rastadt, la population se leva tout entière en décernant au général victorieux le titre de restaurateur de la liberté vaudoise.

Tous ces indices d'une révolution imminente étaient accueillis avec joie à Paris. Le Directoire, qui voulait entourer la France d'une ceinture d'États démocratiques, attendait avec impatience l'occasion d'intervenir en Suisse. Le désir qu'il avait d'occuper les Alpes (ce qui était, ainsi que l'expérience l'a prouvé depuis, une faute immense au point de vue militaire) le rendait encore plus attentif à épier le moment favorable. Les réclamations du canton de Vaud fournirent enfin le prétexte si avidement désiré. Le canton, nous l'avons dit, reconnaissait la suprématie de ceux de Berne et de Fri-

bourg ; mais ses relations avec eux avaient été l'objet de traités formels, solennellement garantis par de grandes puissances, et qui cependant étaient fort mal observés. L'aristocratie de Berne surtout semblait vouloir exercer sur les Vaudois une domination sans contrôle. Les plaintes des opprimés avaient eu un immense retentissement ; et, lors même que le gouvernement français eût voulu rester neutre, il aurait été contraint par l'opinion publique d'interposer sa médiation : c'était la conséquence forcée de l'attitude qu'il avait prise en Europe. Malheureusement il se laissa entraîner trop loin. Ne comprenant pas quelle était pour la Suisse la condition suprême d'existence indiquée par la nature et par l'histoire, les directeurs qui siégeaient au Luxembourg songèrent à l'organiser comme la France, à lui donner un gouvernement unitaire, des ministres, des préfets et des sous-préfets. Le tribun Ochs, homme de talent, mais esprit exalté ; le colonel Laharpe, dont le frère avait trouvé une mort glorieuse au service de la France, et quelques autres exilés se trouvaient à Paris. Ils reçurent la mission de rédiger un projet de constitution dans le but de substituer en Suisse une république *une et indivisible* au système fédératif. Le Valais et Genève devaient, dans ce projet, être réunis au nouvel État helvétique. Le chargé d'affaires de France, Mengaud, eut ordre de préparer les esprits à l'adoption de la constitution républicaine, et de favoriser dans les cantons oligarques le développement des idées démocratiques les plus avancées.

Quand toutes les voies furent ainsi aplanies, une démonstration militaire en faveur des Vaudois fut résolue.

Le 15 décembre 1797, l'adjutant général Bonamy s'empara des vallées de Moutiers et de Saint-Imier. Quelques jours après, le général Ménard vint camper à Caronge, en face du lac de Genève, et le général Schawembourg vint se placer dans l'Erguel, aux environs de Bâle. Il n'en fallut pas davantage pour faire éclater, d'un bout à l'autre de la Suisse, les mouvements insurrectionnels dont la pensée était depuis longtemps mûrie dans les esprits, et qui n'attendaient qu'un signal. Les Vaudois, comme on devait s'y attendre, se lèvent les premiers. Ils chassent leurs baillis, plantent des arbres de liberté, et proclament la *république Lémanique*. Fribourg, Soleure, Schaffouse, Saint-Gall renversent à leur tour les vieux gouvernements bâtis sur les coutumes féodales, et les habitants du bas Valais se délivrent à main armée de la domination que faisaient peser sur eux les montagnards du haut pays. Il fut même un instant question de former de la partie française de la Suisse et du Valais une *république Rhodanique*. Mais ce n'était pas là ce que demandaient les libéraux, qui voulaient l'unité de la Suisse ; et ce n'était pas non plus le moyen d'apaiser la résistance des cantons d'Uri, de Schwitz et de Glaris, qui croyaient qu'on voulait porter atteinte à leur religion et à leur indépendance. Après divers combats entre les troupes françaises et l'armée qu'avaient réunie les adversaires des institutions nouvelles, on en revint à l'idée première, et la république une et indivisible fut proclamée le 12 avril 1798. Le Valais devint un canton suisse.

Tout n'était pas fini cependant. La proclamation de la république ne fit, au contraire, que donner un but

bien précis aux résistances qui jusque-là s'étaient produites sans aucune idée d'ensemble. Si nous écrivions l'histoire de la Suisse, nous aurions à signaler les événements de Zurich, de Stanz, de Lucerne, de Zug ; à raconter les combats de Wolfrau et de Richterschwyl. Pour nous borner au Valais, nous devons dire que, dès le mois de mai 1798, les habitants du haut pays voulurent rétablir leur domination. Trois mille hommes des dizains supérieurs accoururent à Sion, et l'agent français, Mangourit, dut se retirer. Le général Lorge accourut avec une colonne d'infanterie et de cavalerie. Battus à Saillon et chassés des positions qu'ils occupaient derrière le torrent de la Morge, les Valaisans se renfermèrent dans l'enceinte de Sion. Un peloton de hussards s'étant approché des portes de la ville, une décharge de mousqueterie partit du haut des remparts et blessa plusieurs soldats. Les Français crièrent vengeance. Après un assaut désespéré, ils entrèrent dans la ville. On se battit de rue en rue, de maison en maison, et six heures de pillage furent accordées aux vainqueurs. Tout le Valais fut envahi par les troupes françaises. L'hospice du grand Saint-Bernard notamment reçut une garnison de deux cents hommes, qui continua de l'occuper pendant près d'une année.

L'année 1798 se termina cependant au milieu d'un repos momentané. La république helvétique essayait de s'organiser en discutant de nouveaux plans de constitution ; et en attendant elle avait conclu avec la France un traité d'alliance offensive et défensive. Deux routes devaient être ouvertes : l'une de France en Italie, en traversant le Valais ; l'autre de France en Allemagne, en

côtoyant le lac de Constance. Prévoyant une guerre prochaine avec l'Autriche, le Directoire voulait à l'avance prendre ses mesures pour faciliter la marche de ses armées. Tout cédait alors, en Europe, à la bravoure de nos soldats. C'était, nous l'avons dit plus haut, l'époque où le roi de Piémont venait d'être détrôné. A Rome et à Naples des révolutions avaient également éclaté. Il y avait, à la fin de 1798, six républiques qui remplaçaient les anciens gouvernements de la Hollande, de la Lombardie, de Gênes, de la Suisse, de Rome et de Naples, savoir : les républiques *Batave*, *Cisalpine*, *Ligurienne*, *Helvétique*, *Romaine* et *Parthénopéenne*. Chacune d'elles avait reçu, pour la protéger contre les réactions, des garnisons françaises. Nos troupes occupaient également le Piémont, et n'attendaient qu'un signal pour envahir la Toscane, qu'elles entouraient de toutes parts.

Mais, de son côté, l'Europe, en présence de cette extension de l'influence française, n'était pas demeurée inactive. L'Autriche avait réuni deux cent vingt-cinq mille hommes, et soixante mille Russes s'avançaient sous les ordres du fameux Souvarov. La Suisse allait devenir le champ de bataille où les armées se donnaient rendez-vous : de part et d'autre on pensait qu'il fallait se rendre maître des hauteurs pour dominer les contrées voisines ; et l'on allait tenter les plus grands efforts pour se disputer la possession des Alpes. Masséna commandait en Suisse, où il était dignement secondé par Lecourbe. Des prodiges d'héroïsme furent accomplis par les armées de ces deux généraux pour conserver à la France la grande chaîne des Alpes. De Bâle au Saint-Gothard, des sources de la Limmath au lac de Zurich, il n'est pas un seul ro-

cher qui n'ait vu les Français lutter contre des obstacles réputés insurmontables, en déployant une audace, une activité et une présence d'esprit au-dessus de tout éloge. C'est qu'il s'agissait là, non plus de conquêtes, mais du salut de la France, qui eût été infailliblement envahie par les Autrichiens et les Russes, si les défilés des Alpes n'eussent été aussi bien gardés. Le théâtre de la guerre avait été mal choisi ; mais l'armée française ajouta de magnifiques pages à sa glorieuse histoire ; et à la fin de cette campagne, où l'on se battit pendant vingt jours consécutifs autour de Zurich, Lecourbe et Masséna purent se dire avec une légitime fierté qu'ils avaient sauvé leur patrie. Souvarov, jusque-là réputé invincible, battait en retraite. Les Autrichiens avaient été rejetés hors de Suisse. Encore une fois la coalition européenne était dissoute.

Pendant ce temps un autre général français, qui venait de grandir en Orient un nom déjà célèbre, et d'ajouter à sa jeune gloire le prestige du merveilleux, revenait, en traversant audacieusement la flotte anglaise, de son expédition lointaine. Sa seule présence inspirait à tous ceux qui étaient fatigués de l'anarchie la pensée que l'avenir lui appartiendrait bientôt ; et, en effet, un mois s'était à peine écoulé depuis son retour, que la journée du 18 brumaire (10 novembre 1799) inaugurait en France un nouvel ordre de choses.

CHAPITRE IX

LE CONSULAT ET L'EMPIRE. — PASSAGE DU SAINT-BERNARD
— BATAILLE DE MARENGO. — ROUTE DU SIMPLON

Six mois après le coup d'État du 18 brumaire, le premier consul, obligé de lutter contre la coalition européenne, qui avait 300,000 hommes sous les armes au commencement de l'année 1800, avait conçu l'audacieux projet de terminer la campagne par une seule bataille, en tombant à l'improviste sur les armées qui occupaient le nord de l'Italie, et en se plaçant sur la route de Vienne. Il avait confié au général Moreau l'armée d'Allemagne, avec ordre d'éloigner des Alpes le général de Kray, et de le rejeter sur le Danube. Masséna, qui commandait l'armée de Ligurie, devait se maintenir entre Gênes et Nice ; on pouvait compter sur lui pour retenir Mélas ; et, en effet, l'intrépidité, le stoïcisme, la grandeur d'âme qu'il montra dans la défense de Gênes, ont fait de ce mémorable siège un des plus beaux titres de gloire du vainqueur de Zurich, de celui qu'on nommait jusqu'alors *l'enfant chéri de la victoire*. Quant au premier consul, il devait créer une armée de réserve, amuser l'Europe en

lui laissant croire qu'elle n'avait affaire qu'à un rassemblement de conscrits et de vétérans, passer les Alpes au milieu des neiges et des glaces, et surprendre Mélas avant qu'il eût été possible au général autrichien de réunir ses forces. Si audacieux, si étrange qu'il puisse paraître, ce plan s'exécuta néanmoins tel qu'il avait été conçu. Il y a plus : avant de partir de Paris, Bonaparte avait indiqué sur une carte le point précis où il devait battre Mélas.

Il ne nous appartient pas de retracer ici les diverses opérations accomplies au nord par Moreau, ni de raconter les émouvantes péripéties du siège de Gênes. Nous devons nous borner à ce qui concerne le passage des Alpes. En voici le résumé exact et officiel, d'après le *Moniteur* du temps. On verra comment la France et l'Europe apprirent successivement les diverses phases de cette mémorable campagne.

« Dijon, le 17 floréal an VIII (7 mai 1800). — LE GÉNÉRAL BONAPARTE AUX CONSULS LEBRUN ET CAMBACÉRÈS. — « Je suis arrivé, citoyens consuls, aujourd'hui à six heures du matin. Ainsi je n'ai mis que vingt-cinq heures de Paris à Dijon. » — On est informé depuis que le premier consul est parti le 17 au soir, et doit être maintenant en route pour Genève.

« Le 26 floréal. — Les consuls ont reçu ce matin un courrier du premier consul. — Le quartier général était le 23 à Lausanne. Le premier consul avait passé en revue l'avant-garde, qui a dû partir le jour même sous le commandement du général Lannes. L'armée tout entière est en bon état, et brûle d'une ardeur du plus heureux présage.

« De Berne, le 21 floréal. — Hier Bonaparte a dû arriver à Lausanne. Son approche avait été officiellement annoncée au gouvernement. Chaque jour on voit défiler dans le pays de Vaud des détachements de l'armée de réserve, qui se conduisent avec une telle modération, qu'on n'entend parler d'aucun excès.

« Paris, le 30 floréal. — Des lettres de Lausanne du 26 floréal apprennent que, le même jour, le premier consul avait passé en revue la cavalerie de l'armée de réserve. Cette armée est tout entière sous les ordres du général Berthier. L'avant-garde, composée de trois divisions, est sous les ordres du général Lannes. D'autres corps sont commandés par les lieutenants généraux Murat et Duchesne, qui ont sous leurs ordres les généraux Harville, Boudet, etc. — Des parties de troupes françaises sont déjà entrées à Aoste, et ont fait des prisonniers. M. Necker a été voir à Genève le premier consul, et a eu avec lui un long entretien.

« De Berne, le 24 floréal. — Le gouvernement helvétique envoya le citoyen Glaire, ex-directeur, et le secrétaire d'État Mousson pour complimenter le premier consul. — Le 21, on vit arriver à Lausanne le général Berthier, et bientôt après la garde du premier consul. Une grande quantité de troupes de l'armée de réserve file toujours dans le pays de Vaud. Ce sont des troupes d'élite, habillées de neuf, bien équipées et bien payées. La cavalerie est très-bien montée, et l'artillerie est entraînée par les meilleurs chevaux.

« LANNES, GÉNÉRAL DE DIVISION, COMMANDANT L'AVANT-GARDE DE L'ARMÉE DE RÉSERVE, AU GÉNÉRAL EN CHEF BERTHIER. — Au quartier général à Aoste, le 26 floréal

an VIII. — Nous sommes arrivés ce matin à Aoste, à onze heures, avec la 6^e légère et la 22^e de bataille. Nous avons trouvé l'ennemi sur les hauteurs de cette ville. Il n'a pas attendu notre mouvement. Il s'est retiré sur la ville, et n'a fait un peu de résistance que sur le pont. Il a été culbuté à la baïonnette.

« Berthier était le 29 à Aoste. Lannes était à Châtillon. Il venait de partir pour enlever le fort de Bard.

« Une lettre *du premier consul au ministre de l'intérieur* (Lucien Bonaparte), datée de Martigny le 28 floréal au soir, porte ce qui suit : « Je suis au pied des « grandes Alpes au milieu du Valais. Le grand Saint-Bernard a offert bien des obstacles, qui ont été surmontés. Le tiers de l'artillerie est en Italie : l'armée « descend en force ; Berthier est en Piémont. Dans trois « jours tout sera passé. » Cette lettre est arrivée à Paris le 3 prairial.

« De Berne, le 30 floréal. — Bonaparte a passé à Vivis la revue de 12,000 hommes, parmi lesquels il y avait un corps de Suisses. 7,000 hommes de cette armée sont destinés à passer le Saint-Bernard, 5,000 à traverser le Simplon et le Saint-Gothard. Six régiments de cavalerie les suivent.

« Le 7 prairial. — On écrit de Genève qu'en même temps que le gros de l'armée de réserve descendait les Alpes, le général Turreau s'avancait avec une division de Suse jusqu'à Rivoli, à quatre lieues de Turin, que trois autres divisions descendent en Italie par le Saint-Gothard, et que l'on fait filer de l'artillerie de siège par le mont Blanc.

« De Bâle, le 1^{er} prairial. — Le 24 floréal, Bonaparte

a fait un petit voyage de Lausanne à Villeneuve, pour donner un coup d'œil aux magasins de l'armée de réserve.

« Aoste, le 4 prairial. (*Moniteur* du 9. *Post-scriptum.*) — Le 26 floréal, l'avant-garde, commandée par le général Lannes, a passé le Saint-Bernard et s'est portée sur Aoste. Un bataillon hongrois a voulu défendre l'entrée de la ville; il a été culbuté et a eu quelques hommes tués. Le 27, le général Lannes s'est mis en marche et s'est porté à Châtillon. L'ennemi a voulu défendre le passage d'un pont et l'issue d'une gorge extrêmement étroite; il a été culbuté par les grenadiers, qui ont fait 300 prisonniers et tué une centaine d'hommes. On a pris deux pièces de canon et quatre caissons chargés de munitions. L'armée a passé le grand Saint-Bernard dans les journées des 27, 28, 29 et 30 floréal (17, 18, 19 et 20 mai 1800). Le 26, la division du général Chabron a passé le petit Saint-Bernard. La grande difficulté était pour le passage de l'artillerie. Le Saint-Bernard était couvert de neige, et la montée extrêmement rapide. Le général Marmont, commandant l'artillerie, a employé deux moyens. Le premier, un simple arbre qu'on a creusé en forme d'auge, dans laquelle on a couché les pièces de 8 et les obusiers : cent hommes s'attelaient à un câble, traînaient la pièce et mettaient deux jours pour la faire passer le Saint-Bernard. Le second moyen était des traîneaux à roulettes, que le chef de brigade Gassandy avait fait faire à Auxonne. Les affûts ont été démontés et portés pièce par pièce, hormis les affûts des pièces de 4, que dix hommes portaient sur des brancards. On a été obligé de décharger

les caissons et de les faire passer à vide, en mettant les munitions dans des caisses que portaient des hommes ou des mulets. — La 24^e légère, les 43^e et 96^e de ligne ont effectué leur passage les 30 floréal et 1^{er} prairial. Elles ont mis deux jours à passer, n'ayant pas voulu abandonner leur artillerie, et ayant préféré bivouaquer dans la neige et en ordre. Dans les pas les plus difficiles, les troupes s'encourageaient en battant la charge, spectacle imposant s'il en fut jamais. Le premier consul est descendu du haut du Saint-Bernard en se *ramassant* (c'est-à-dire en se laissant glisser) sur la neige, traversant des précipices et glissant par-dessus des torrents. — Le 28, le général en chef Berthier a cerné le château de Bard, et s'est emparé des hauteurs d'Albaredo, qui le dominant.

« De Bâle, le 3 prairial. — Les dernières nouvelles que l'on a de l'armée de réserve sont de Martigny. Le 26 floréal, la division du général Chamberlhac s'est mise en mouvement pour passer le mont Saint-Bernard. — Dans l'espace de cinq jours, 45,000 hommes l'avaient passé avec leur artillerie et leurs munitions. — Le 26 au soir, le premier consul était à Martigny, où il avait établi son quartier. — Haller, de Lausanne, accompagne Bonaparte en Italie.

« Aoste, le 6 prairial. — Le premier consul est à Verrex; les soldats réclament l'assaut du fort de Bard, qui tient encore. Nous attendons demain, au bas du Saint-Gothard, le général Moncey avec ses 20,000 hommes. Toutes les avenues de l'Italie sont couvertes de nos canons et de nos soldats. Le dévouement de ces derniers est sublime.

« Berne, le 8 prairial. — Bonaparte a pris un moyen sûr pour faire passer à l'artillerie le mont Saint-Bernard, sur lequel on n'en avait jamais vu. Il a promis aux paysans vaudois 1,000 francs par pièce de canon qu'ils transporteraient au delà de la montagne. Aussitôt les paysans se sont mis à ce travail pénible et dangereux. Quelques jours leur ont suffi pour transporter 50 pièces de canon, et gagner 50,000 francs.

« Le premier consul est arrivé le 10 prairial à Verceil. — Arrivé au pied du Saint-Bernard, le premier obstacle à franchir c'est de faire passer l'artillerie. Les paysans ne veulent pas renouveler l'effort qu'ils ont fait, quoiqu'on prodigue l'argent pour les ramener. Mais l'armée va les remplacer. La perspective d'un chemin de plusieurs lieues de long sur dix-huit pouces à peine de largeur, pratiqué sur des rochers à pic; des montagnes de neige qui menacent de se précipiter sur leurs têtes, des abîmes où le moindre faux pas peut les engloutir, rien ne peut effrayer les soldats. On se presse autour des pièces pour obtenir l'honneur de les traîner. — On veut donner aux soldats la gratification promise; ils la refusent.

« *Suchet au général Masséna*, le 28 floréal. — Mélas semble persister dans l'opinion qu'il a émise depuis plusieurs jours, et croire que l'armée de réserve est une armée imaginaire. Il continue de rester à Nice.

« Le 4 prairial. — Bonaparte est aujourd'hui à Ivree, à la tête de 50,000 hommes. M. de Mélas n'a quitté Nice que le 30 floréal.

« *Bulletin de Milan*, le 15 prairial an VIII. — Au dire des Autrichiens, les troupes françaises n'étaient plus

que des barbets, et leurs généraux des gens sans talent. C'est surtout sur l'armée de réserve que s'exerçaient leurs plaisanteries. Ils en avaient fait des caricatures. La cavalerie était montée sur des ânes; l'infanterie composée de vieillards, d'invalides, armés de bâtons avec des baïonnettes au bout; l'artillerie consistait en deux espingoles de commerce, d'une livre. Ils commencent à bien changer de langage. »

Lettre particulière adressée au *Moniteur*; 15 prairial an VIII. — « L'armée de réserve s'avanceit à marches forcées vers les Alpes; son général arrive au pied du Saint-Bernard le jour où plusieurs corps devaient le franchir. Les troupes, après cinq heures de marche, arrivèrent, harassées de fatigue, sur le sommet de la montagne, à l'endroit même où de vertueux cénobites, renonçant pour jamais à la verdure, et s'isolant de la nature entière, sont venus au milieu des neiges et des frimas se consacrer au service de l'humanité et servir gratuitement tous les voyageurs. Ici s'offrit un spectacle non moins touchant que pittoresque. Sur le sommet du mont qui sépare l'Italie de la Suisse, une table était dressée dans la neige; chaque soldat y venait recevoir un verre de vin et quelques aliments dont il avait un si pressant besoin. L'un de ces estimables religieux présidait lui-même à la distribution avec une douceur et une patience admirables. Si la descente du Saint-Bernard laissait espérer moins de fatigues, elle offrait beaucoup plus de dangers. Un chemin d'une lieue est pratiqué sur une montagne escarpée; le cavalier est obligé d'y précéder ou d'y suivre son cheval; il ne peut se placer à côté sans risquer de tomber dans un abîme. A droite le

sentier est bordé par des montagnes de neige que les chaleurs du printemps ou de l'été font souvent fondre sur les têtes de nos voyageurs. »

Au risque de nous exposer à quelques répétitions inévitables, nous avons tenu à reproduire fidèlement, sans y rien ajouter, sans en rien retrancher, ces notes extraites de la feuille officielle ; écrites sous l'impression des événements, elles nous paraissent donner une idée plus exacte que nous n'aurions pu le faire nous-même des mouvements de l'armée française, des sentiments qui animaient nos braves soldats, et des difficultés qu'ils eurent à surmonter. Pour terminer sur ce point, nous emprunterons à l'un des historiens les plus remarquables de notre temps quelques lignes relatives à l'attitude personnelle du premier consul pendant ce mémorable passage du grand Saint-Bernard.

« Les arts, dit M. Thiers, ont dépeint Bonaparte franchissant les neiges des Alpes sur un cheval fougueux : voici la simple vérité. Il gravit le mont Saint-Bernard monté sur un mulet, revêtu de cette enveloppe grise qu'il a toujours portée, conduit par un guide du pays, montrant dans les passages difficiles la distraction d'un esprit occupé ailleurs, entretenant les officiers répandus sur la route, et puis, par intervalles, interrogeant le conducteur qui l'accompagnait, se faisant conter sa vie, ses plaisirs, ses peines, comme un voyageur oisif qui n'a pas mieux à faire. Ce conducteur, qui était fort jeune, lui exposa naïvement les particularités de son obscure existence, et surtout le chagrin qu'il éprouvait de ne pouvoir, faute d'un peu d'aisance, épouser l'une des filles de la vallée. Le premier consul, tantôt l'écoutant,

tantôt questionnant les passants dont la montagne était remplie, parvint à l'hospice, où les bons religieux le reçurent avec empressement. A peine descendu de sa monture, il écrivit un billet qu'il confia à son guide, en lui recommandant de le remettre exactement à l'administrateur de l'armée, resté de l'autre côté du Saint-Bernard. Le soir, le jeune homme, retourné à Saint-Pierre, apprit avec surprise quel puissant voyageur il avait conduit le matin, et sut que le général Bonaparte lui faisait donner un champ, une maison, les moyens de se marier enfin, et de réaliser tous les rêves de sa modeste ambition. Ce montagnard vient de mourir de nos jours, dans son pays, propriétaire du champ que le dominateur du monde lui avait donné (1). »

Tel fut le passage du mont Saint-Bernard, demeuré si justement célèbre dans les annales de la guerre, et dont le souvenir est gravé dans l'esprit des peuples comme celui de l'un des événements les plus extraordinaires de l'histoire. On sait ce qui suivit. Quelques jours après, le 14 juin 1800, dans cette même plaine qui s'étend de Marengo à San-Giuliano, que Bonaparte avait montrée sur une carte à son secrétaire avant de quitter Paris, comme devant être le théâtre d'un engagement décisif, eut lieu la bataille qui força l'Autriche à demander la paix, et qui, en mettant le sceau à la renommée déjà si glorieuse de Bonaparte, le plaça si haut dans l'estime de la France, qu'on put prévoir dès lors jusqu'où s'élèveraient un jour

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome I^{er}, livre IV, p. 377.
— Voir dans ce chapitre les détails que nous n'avons pu donner sur les préparatifs de l'expédition projetée par le premier consul, et surtout l'admirable récit de la bataille de Marengo.

sa puissance et son ambition. L'avant-veille de ce glorieux combat était arrivé d'Égypte, à son quartier général, Desaix, son ami le plus dévoué, et l'un de ses plus habiles lieutenants. Ce fut lui qui, accourant au bruit du canon de Novi, où on l'avait détaché la veille, sur le champ de bataille de Marengo, décida, par sa venue, du sort de la journée, un instant compromis. Emporté par son ardeur, Desaix marchait à la tête de sa division, lorsqu'une balle vint l'atteindre à la poitrine. Il tomba mort au moment où la victoire se déclarait pour les Français. Profondément affligé de son trépas, et voulant, du moins autant qu'il était en lui, honorer sa mémoire, le premier consul lui fit faire de magnifiques funérailles. Le corps du héros fut transporté au grand Saint-Bernard ; et son mausolée est encore aujourd'hui, ainsi que nous l'avons dit plus haut, un des plus beaux ornements de la chapelle du couvent.

En même temps qu'il donnait ainsi aux pères du Saint-Bernard une preuve de sa vénération en leur confiant la dépouille mortelle de l'homme qu'il avait le plus aimé, le vainqueur de Marengo, comprenant toute l'importance du service que les bons religieux lui avaient rendu lors de son passage, conçut l'idée de fonder des hospices, destinés à relever du leur, sur le mont Cenis et sur le Simplon. Ces hospices devaient défendre et protéger de magnifiques routes, susceptibles de faciliter les communications entre la France et le nord de l'Italie. Faute d'une semblable route, il avait fallu gravir le Saint-Bernard au milieu des neiges, et transporter à bras une pesante artillerie. Depuis quelque temps déjà, avant même sa dernière campagne, Bonaparte avait songé à entreprendre

les travaux d'une grande voie de communication qui, partant de Genève, traverserait le Valais pour aboutir au lac Majeur. Après la bataille de Marengo, revenant à ce projet et mettant à le réaliser l'ardeur qui lui était ordinaire, il ordonna au général Turreau de commencer immédiatement les travaux.

Ce général, qui avait concouru à l'exécution des plans du premier consul en franchissant le petit Saint-Bernard au mois de mai 1800, se transporta sur-le-champ à Domo-d'Ossola, au pied du Simplon; il protégea les travailleurs, les aida des bras de ses soldats, et quelques années suffirent à l'exécution d'une des plus étonnantes créations du génie humain. Vingt-deux ponts construits sur les précipices, sept galeries de refuge pratiquées pour mettre les voyageurs à l'abri des avalanches, des rampes creusées, avec une patience admirable, à travers les rochers, telles sont les œuvres d'art, pour employer l'expression moderne, de la route du Simplon. Dès le mois de juin 1802, elle était déjà entièrement tracée. En 1806, elle était ce qu'elle est aujourd'hui. Quant à l'hospice qui en occupe le sommet, il fut construit plus tard, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE XII

LE CONSULAT ET L'EMPIRE (SUITE). — LA CONSTITUTION
SUISSE. — L'HOSPICE DU SIMPLON

Depuis le moment où le Directoire était intervenu pour favoriser en Suisse le parti *unitaire*, et faire des anciennes *ligues de la haute Allemagne* (car c'est ainsi que Louis XI, Charles VIII et Louis XII nommaient la confédération helvétique) une république une et indivisible, la discorde n'avait cessé de régner parmi les cantons. Les écrivains les plus scrupuleux en ce qui touche à l'exactitude historique renoncent à énumérer les projets de constitution qui furent successivement élaborés, sans parvenir à contenter la nation qu'on venait d'improviser. Ils renoncent surtout à raconter les scènes de violence, les émeutes, les combats dont la malheureuse Helvétie fut le théâtre pendant trois années.

Pour nous borner au Valais, qui, après avoir formé si longtemps un État indépendant, avait été incorporé à la république nouvelle, sa position géographique ajoutait

encore, en ce qui le concernait, aux embarras de la question constitutionnelle. Le premier consul Bonaparte désirant ardemment, dans l'intérêt de la France comme dans celui de l'Europe, que la Suisse demeurât un pays neutre, n'entendait pas pour cela se priver de la route militaire du Simplon. Pour trancher la difficulté, il avait imaginé de proposer à la Suisse le Frickthal, c'est-à-dire le pays compris entre le confluent de l'Aar et du Rhin, d'une part, et, de l'autre, la limite du canton de Bâle. En échange de ce pays, qui appartenait à la France en vertu des derniers traités, il demandait la propriété du Valais. Bien des motifs rendaient la possession du Frickthal avantageuse pour la Suisse. C'était tout à la fois une route commode pour les villes forestières et un poste avancé dans le voisinage de la forêt Noire. Mais, toutefois, le gouvernement suisse refusait d'accéder à cette proposition; et le premier consul, afin de pouvoir continuer sans inquiétude les travaux de la route du Simplon, qui devait, dans sa pensée, l'illustrer autant que les plus célèbres victoires, avait fait occuper le Valais par trois bataillons.

Après quelques mois passés en négociations sans qu'on pût parvenir à s'entendre, on s'arrêta au parti le plus sage. Le Valais, où venaient d'ailleurs d'éclater des mouvements insurrectionnels, reprit son antique indépendance et devint une république particulière, sous la protection des républiques française, helvétique et italienne (24 août 1802). Quant au reste de la Suisse, les choses demeurèrent en suspens. Les généraux français, dont les troupes occupaient encore tous les défilés des Alpes, eurent ordre de conserver entre les divers partis la plus

stricte neutralité; bientôt même, pour éviter toute récrimination, ils sortirent du pays, mais sans s'éloigner des frontières, où ils restèrent en observation, pensant avec raison qu'ils ne tarderaient pas à être rappelés. Leur départ fut, en effet, le signal de nouvelles agitations. Une constitution qui avait à peine un an d'existence, puisqu'elle avait été votée le 29 mai 1801, fut attaquée de toutes parts avec violence. Les cantons primitifs, Uri, Schwitz, Unterwald, se prononcèrent ouvertement, et formèrent la *diète confédérée de Schwitz*. Il fallait en finir; on sentit le besoin d'une intervention puissante; le premier consul fut prié d'intervenir. « J'accepte, écrivit-il aux Suisses le 11 décembre 1802, les fonctions de médiateur : la nécessité de faire cesser vos querelles et surtout les intérêts de la France et de l'Italie m'en font un devoir. Je promets de remplir tous les devoirs que cette auguste fonction m'impose. »

Il convoqua aussitôt à Paris les hommes influents de tous les partis, désigna quatre membres du sénat qui eurent mission de s'entendre avec eux pour rédiger un projet de constitution; et, avant que leur travail fût commencé, il les réunit autour de lui et leur adressa une allocution, que M. Thiers résume dans les termes suivants :

« Il faut, leur dit-il, rester ce que la nature vous a
« faits, c'est-à-dire une réunion de petits États confé-
« dérés, divers par le régime comme ils le sont par le
« sol, attachés les uns aux autres par un simple lien
« fédéral, lien qui ne soit ni gênant ni coûteux. Il faut
« aussi faire cesser les dominations injustes de canton à
« canton, qui rendent un territoire sujet d'un autre; il

« faut faire cesser le gouvernement des bourgeoisies aris-
« tocratiques, qui, dans les grandes villes, constituent
« une classe sujette d'une autre classe. Ce sont là des bar-
« baries du moyen âge, que la France, appelée à vous
« constituer, ne peut plus tolérer dans vos lois. Il im-
« porte que l'égalité véritable, celle qui fait la gloire de la
« révolution française, triomphe chez vous comme chez
« nous; que tout territoire, que tout citoyen soit l'égal
« des autres en droits et en devoirs. Ces choses accor-
« dées, vous devez admettre non pas les inégalités, mais
« les différences que la nature a établies elle-même entre
« vous. Je ne vous comprends pas sous un gouverne-
« ment uniforme et central comme celui de la France.
« On ne me persuadera pas que les montagnards des-
« cendants de Guillaume Tell puissent être gouvernés
« comme les riches habitants de Berne et de Zurich. Il
« faut aux premiers la démocratie absolue et un gou-
« vernement sans impôts. La démocratie pure, au con-
« traire, serait pour les seconds un non-sens. D'ail-
« leurs, à quoi bon un gouvernement central? Pour
« avoir de la grandeur? Elle ne vous va pas, du moins
« telle que la rêvent vos unitaires. Pour avoir une
« grandeur à la façon de celle de la France? Il faut un
« gouvernement central richement doté, une armée per-
« manente. Voudriez-vous payer tout cela? le pourriez-
« vous? Et puis à côté de la France, qui compte cinq
« cent mille hommes, de l'Autriche, qui en a trois
« cents, de la Prusse, qui en compte deux cents, que
« feriez-vous avec quinze à vingt mille hommes de
« troupes permanentes? Vous figuriez avec éclat, au
« xiv^e siècle, contre les ducs de Bourgogne, parce

« qu'alors tous les États étaient morcelés, leurs forces
« disséminées. Aujourd'hui la Bourgogne est un point
« de la France. Il faudrait vous mesurer avec la France
« ou avec l'Autriche tout entières. Si vous vouliez de
« cette espèce de grandeur, savez-vous ce qu'il faudrait
« faire? Il faudrait devenir Français, vous confondre
« avec le grand peuple, participer à ses charges pour
« participer à ses avantages, et alors vous seriez asso-
« ciés à toutes les chances de sa haute fortune. Mais
« vous ne le voudriez pas ; je ne le veux pas non plus.
« L'intérêt de l'Europe commande des résolutions diffé-
« rentes. Vous avez votre grandeur à vous, qui en vaut
« bien une autre. Vous devez être un peuple neutre,
« dont tout le monde respecte la neutralité, parce qu'il
« oblige tout le monde à la respecter. Être chez soi,
« libres, invincibles, respectés, c'est une assez noble
« manière d'être. Pour celle-là, le régime fédératif vaut
« mieux. Il a moins de cette unité qui ose ; mais il a plus
« de cette inertie qui résiste. Il n'est pas vaincu en un
« jour comme un gouvernement central ; car il réside
« partout, dans chaque partie de la confédération. De
« même les milices valent mieux pour vous qu'une
« armée permanente. Vous devez être tous soldats le
« jour où les Alpes seront menacées. Alors l'armée per-
« manente c'est le peuple entier ; et, dans vos mon-
« tagnes, vos chasseurs intrépides sont une force res-
« pectable par les sentiments et par le nombre. Vous
« ne devez avoir de soldats payés et permanents que
« ceux qui vont chez vos voisins pour y apprendre l'art
« militaire et en rapporter les traditions chez vous.
« Une confédération qui laisse à chacun son indépen-

« dance native, la diversité de ses mœurs et de son sol,
« qui soit invincible dans ses montagnes, voilà votre
« véritable grandeur morale. Si je n'étais pour la Suisse
« un ami sincère, si je songeais à la tenir dans ma dé-
« pendance, je voudrais un gouvernement central qui
« fût réuni tout entier quelque part. A celui-ci je dirais :
« Faites ceci, faites cela, ou bien je passe la frontière
« dans vingt-quatre heures. Un gouvernement fédéra-
« tif, au contraire, se sauve par l'impossibilité même de
« répondre promptement ; il se sauve par sa lenteur.
« En gagnant deux mois de temps, il échappe à toute
« exigence extérieure. Mais, en voulant rester indépen-
« dants, n'oubliez pas que vous devez rester amis de la
« France. Son amitié vous est nécessaire ; elle vous est
« indispensable. Vous l'avez obtenue depuis des siècles,
« et, sans nul doute, vous lui êtes redevables de votre
« indépendance. Il ne faut à aucun prix que la Suisse
« devienne un foyer d'intrigues et d'hostilités sourdes ;
« qu'elle soit à la Franche-Comté et à l'Alsace ce que
« les îles de Guernesey et de Jersey sont à la Bretagne
« et à la Vendée. Elle ne le doit ni pour elle ni pour la
« France. Je ne le souffrirai pas d'ailleurs. Je ne vous
« parle ici que de votre constitution générale : là s'ar-
« rête mon savoir. Quant à vos constitutions canto-
« nales, c'est à vous à m'éclairer et à me faire connaître
« vos besoins. Je vous écouterai et chercherai à vous
« satisfaire, en retranchant toutefois de vos lois les
« injustices barbares des siècles passés. En tout, n'ou-
« bliez pas qu'il vous faut un gouvernement juste,
« digne d'un siècle éclairé, conforme à la nature de
« votre pays, simple et surtout économique. A ces con-

« ditions il durera, et je veux qu'il dure ; car, si le gouvernement que nous allons fonder ensemble venait à tomber, l'Europe dirait, ou que j'ai voulu qu'il en fût ainsi pour m'emparer de la Suisse, ou que je n'ai pas su mieux faire : et je ne veux pas plus lui laisser le droit de douter de ma bonne foi que de mon savoir (1). »

Quelle que soit l'étendue de ce document, nous avons cru qu'il ne constituait pas pour nous un brillant hors-d'œuvre, et qu'il était utile, sinon nécessaire, pour l'intelligence des faits que nous aurons bientôt à raconter, de le reproduire intégralement. Tout ce qu'il contient d'aperçus ingénieux et profonds sur les conditions essentielles d'un bon gouvernement pour la Suisse n'était pas seulement une vérité de circonstance, c'était une vérité de tous les temps. C'est pour l'avoir méconnue que la Suisse a été livrée aux déplorables agitations qui se sont produites dans ce pays pendant les années 1846 et 1847, agitations à la suite desquelles le Saint-Bernard fut, ainsi que nous le verrons, si brutalement dépouillé. C'est au nom de l'unitarisme que les radicaux suisses ont attaqué tout à la fois la liberté religieuse et la liberté cantonale ; et c'est pour défendre les droits de la conscience et l'indépendance des cantons que les soldats du *Sonderbund* se sont réunis en jetant un défi à la diète. D'autre part, c'est pour avoir outre-passé les

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome IV, liv. XVI, p. 260 et suivantes. « Il était impossible, dit M. Thiers, de penser avec plus de force, de justesse et de hauteur. Ce discours exprimait les idées justes, peu nombreuses, qui doivent seules subsister après que les orages des passions sont dissipés. »

devoirs de l'hospitalité, pour avoir donné asile aux conspirateurs de tous les pays, que la Suisse s'est vue un instant menacée par les grandes puissances européennes en 1849 et en 1850. Mais n'anticipons pas sur les événements.

Inspirés par les sentiments qu'avait exprimés d'une manière si sensée et si saisissante en même temps le premier consul, l'*acte de médiation* fut promulgué le 30 pluviôse an XI (19 février 1803). Il fut accueilli avec joie par toute la Suisse. Et, en effet, il devait assurer à ce pays, après les tristes jours de guerres civiles, douze années de paix et de prospérité. La confédération suisse était divisée en dix-neuf cantons : Appenzell, Argovie, Bâle, Berne, Fribourg, Glaris, les Grisons, Lucerne, Saint-Gall, Schaffouse, Schwitz, Soleure, le Tessin, Thurgovie, Uri, Unterwald, Vaud, Zug et Zurich. Le Valais restait, comme auparavant, une république particulière. Genève était un département français, et Neuchâtel une principauté appartenant à la Prusse. Sauf ces trois cantons, qui depuis y ont été réunis, la Suisse était donc constituée dès lors comme elle l'est aujourd'hui. Chaque canton conserva sa constitution propre, sa législation civile, ses formes judiciaires, son système d'impôts. Les cantons n'étaient confédérés que pour les intérêts communs, et notamment pour les relations avec l'étranger. Une diète composée des représentants de chaque canton devait se réunir un mois chaque année dans un des cantons suivants : Bâle, Berne, Fribourg, Soleure, Lucerne et Zurich. Le canton chez lequel elle siégeait devenait pour toute l'année le canton directeur, chargé de la puissance exécutive.

Ainsi se trouvait réalisée la pensée intime de l'illustre médiateur. La Suisse, fortement organisée, devenait ce qu'elle aurait toujours dû être, un État neutre ; et la route militaire destinée à mettre la France en communication directe avec le nord de l'Italie pouvait être entièrement tracée en dehors du territoire helvétique. Ainsi se trouvait également justifiée l'inscription que nous avons signalée plus haut, à l'entrée de la grande salle du Saint-Bernard :

NAPOLEONI PRIMO, REIPUBLICÆ VALESIANÆ RESTAURATORI

Mais ce que la sagesse du premier consul avait fait, l'ambition de l'empereur vint le détruire en partie quelques années plus tard. Quand il eut vaincu successivement toutes les nations de l'Europe, qu'il eut placé ses parents ou ses créatures sur tous les trônes, et contraint l'héritier des césars d'Allemagne à lui donner sa fille, Napoléon pensa que nulle puissance humaine ne pouvait désormais entrer en lutte avec lui, et qu'il pouvait refaire à son gré la carte du monde. Le 12 novembre 1810, des décrets impériaux insérés au *Moniteur* apprirent à l'Europe que le Valais, les villes hanséatiques, et une partie des États continentaux du Danemark étaient réunis à l'empire. De Dantzick à Trieste, de Dunkerque à Rome, on compta cent trente-deux départements français. La république du Valais devint le *département du Simplon* ; et un préfet parti de Paris administra les pays qui avaient reconnu, vingt ans auparavant, la souveraineté de l'évêque de Sion. Au point de vue politique, c'était une faute d'au-

tant plus grande, que cet accroissement de territoire n'offrait aucun avantage réel. La route que Napoléon avait fait achever à travers le Valais était déjà, nous l'avons dit, prévue dans les traités conclus à la fin du Directoire. Il avait donc pu en diriger les travaux sans être accusé d'empiétement, et s'en servir sans violer aucune convention. S'adjuger ainsi la possession d'un pays pauvre, c'était donc fournir un nouveau grief à ses ennemis sans augmenter ni ses revenus ni ses moyens d'action. C'était uniquement céder à cet esprit de vertige qui s'empare des plus fermes esprits, lorsque, arrivés à un très-haut degré de puissance, ils se croient placés en dehors de toutes les lois humaines, et se précipitent fatalement vers leur chute. Peut-être l'empereur, qui préparait dès ce moment l'expédition de Russie, voulait-il être sûr de ne laisser derrière lui aucun pays qui pût servir de point de ralliement à des armées ennemies. Mais n'était-il pas suffisamment protégé de ce côté par les Alpes ? et des alliés sincères ne valaient-ils pas mieux que des sujets d'une fidélité douteuse ?

Quoi qu'il en soit, ce fut à partir de cette époque que, pour dédommager sans doute le Valais de la liberté qu'il lui enlevait, Napoléon s'occupa sérieusement de compléter son œuvre en reconstruisant, au point le plus élevé de la route du Simplon, un hospice destiné à devenir une succursale de celui du grand Saint-Bernard. Le *Simplon* (en allemand *Simpeln*, en italien *Simpione*, en latin *Sempronius*, ou *mons Scipionis* ou *Cæpionis*) est élevé de 3,500 mètres au-dessus du niveau de la mer. La route qui aboutit à son sommet longe d'abord

le Rhône, depuis Martigny, où elle quitte celle du grand Saint-Bernard. Mais les grands travaux ne commencent qu'à partir du Glys, et surtout de Brieg, petites villes situées sur la rive gauche du Rhône.

« Après avoir quitté Brieg, elle passe sur la Sartine, et traverse des forêts de sapins. La montée devient de plus en plus rapide. On passe sur un beau pont de bois d'une seule arche. Une chapelle et des oratoires, qu'on voit auprès du grand chemin, sont les derniers édifices. On traverse la galerie de Ganter ; et par diverses rampes on arrive à la seconde galerie, longue de cent pieds et voisine d'un glacier. Bientôt on cesse de voir des arbres, et le rhododendron avec sa rose sauvage est le seul buisson qui récrée encore la vue du voyageur, et lui rappelle le règne végétal. Plus haut les tourmentes rendent le voyage quelquefois dangereux, ou du moins très-incommode. La galerie dite du Glacier, parce qu'elle est percée à travers la glace, arrêterait longtemps par sa singularité la curiosité du voyageur, si le froid qu'on éprouve entre ces murs glacés ne le forçait de gagner promptement l'hospice situé au point le plus élevé du Simplon (1). »

Cet hospice fut commencé en 1811 ; tout le premier étage a été construit en pierres de taille. En 1814, les travaux furent interrompus ; mais ils ont été repris en 1825, et complètement achevés. Aujourd'hui des membres de la congrégation du Saint-Bernard desservent le nouvel hospice, richement doté, et dont

(1) DEPING, *La Suisse, ou Esquisse d'un tableau historique, pittoresque et moral des cantons helvétiques*, tome IV, p. 170.

heureusement les biens sont situés en Piémont, ce qui leur a permis d'échapper à la confiscation de 1847.

Pendant que les travaux de la magnifique route du Simplon, moins pénible et moins dangereuse que celle du Saint-Bernard, se complétaient par la construction d'une demeure hospitalière, de grands événements s'accomplissaient en Europe. L'empire s'écroulait, et les nations se partageaient ses débris. La Suisse devait, comme toutes les autres, ressentir le contre-coup de ces événements. Le Valais, Genève et Neuchâtel furent réunis à la confédération, qui comprit alors vingt-deux cantons. Une convention en date du 29 décembre 1813, et plus tard une déclaration du 20 mars 1815, approuvée par la diète le 28 mai suivant, réglèrent sa constitution, qui demeura d'ailleurs, sauf de légères modifications, telle qu'elle avait été votée en 1803, sous l'influence du premier consul.

CHAPITRE XIII

LE RADICALISME ET LA DÉMOCRATIE EN SUISSE

Nous rapprochons à dessein deux mots qu'on a quelquefois affecté de confondre l'un avec l'autre ; la lutte des deux idées qu'ils expriment va constituer désormais toute l'histoire de la Suisse. La *démocratie* véritable, c'est-à-dire le gouvernement du peuple tout entier, admis, sans exception de fortune, de religion, de position sociale, à exprimer ses vœux dans des assemblées souveraines, était depuis bien longtemps la base fondamentale de la constitution dans les cantons catholiques de Schwitz, Uri, Unterwald, et aussi dans le Valais. Après les événements de 1815, il en fut encore de même. Liés plus étroitement peut-être au reste de la confédération, les quatre cantons que nous venons de nommer conservèrent à l'intérieur des institutions franchement et complètement libérales.

Voici, par exemple, quelques-uns des principaux articles de la constitution du Valais.

ARTICLE 1^{er}. — La forme du gouvernement est la démocratie représentative.

ART. 4 et 5. — Nul ne peut être arrêté que dans les cas prévus par la loi et selon les formes qu'elle prescrit. Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

ART. 8. — Chacun a le droit d'adresser des pétitions au grand conseil et aux autres autorités constituées.

ART. 37. — Tous les fonctionnaires sont responsables. Le conseil d'État est responsable de tous ses actes au grand conseil, qui peut le mettre en accusation s'il y a lieu.

ART. 42 et 43. — La magistrature elle-même est choisie par le peuple. Le grand conseil ne nomme que les membres du tribunal suprême.

ART. 45. — Chaque conseil de dizain élit son président, qui remplit les fonctions de préfet.

ART. 59. — A vingt ans, tous les citoyens sont électeurs.

ART. 64. — A vingt-cinq ans, tous les électeurs sont éligibles. Tous les deux ans, le grand conseil, le conseil d'État, la magistrature, les fonctionnaires de tout rang, sont soumis à la réélection.

ART. 70. — Aucune loi n'est définitive qu'après avoir été soumise à l'acceptation du peuple.

Nous le demandons à toutes les personnes de bonne foi, quelles garanties plus grandes la souveraineté du peuple pourrait-elle désirer contre la possibilité d'une usurpation, dans les républiques les plus ombrageuses ? Liberté individuelle, responsabilité des fonctionnaires, élection par le suffrage universel, menace incessante

d'une non-réélection, tout est là. Aussi, confiant dans la force de ses institutions, le Valais admettait-il sans crainte, comme conséquence de ses libertés politiques, la liberté des cultes. Les jésuites avaient un collège à Sion, et les protestants professaient ouvertement leur religion ; le grand Saint-Bernard, surtout, donnait chaque jour l'exemple de la plus large tolérance en même temps que de la plus parfaite charité. Si pauvre que fût ce pays, il jouissait donc d'une prospérité que la prolongation de la paix accroissait sans cesse ; et, si illettré qu'on ait voulu parfois le représenter, il jouissait d'une presse libre où les opinions les plus opposées se produisaient sans entraves.

Que pouvait désirer de plus le *radicalisme* ? Sans doute ce qu'il a désiré depuis en France, en Italie, en Espagne, partout enfin où il a levé la tête : justifier ce cri douloureux échappé au grand orateur espagnol, Donoso Cortès : « La liberté ! elle a traîné son agonie des bords « sanglants du Tibre aux rives de la Seine. La liberté « est morte, et ce sont les républicains qui l'ont tuée. » Parole sévère, crainte exagérée sans nul doute ; il ne faut voir là que l'accent de la tristesse à la vue des crimes qui ont désolé le monde ; mais au fond cependant l'idée est profondément vraie. Nous devons tout dire ; car nous serons bientôt à même de fournir des preuves : le radicalisme conduit au communisme, et le communisme conduit aux abîmes. Le dernier mot de cette doctrine est l'anarchie (*an-archie*, écrit hardiment M. Proud'hon, c'est-à-dire absence de tout gouvernement). Pour lui, la religion, quelle qu'elle soit, est un préjugé ; mais le catholicisme, avec sa magnifique

hiérarchie, avec ses martyrs, ses pontifes et ses confesseurs, le catholicisme, que M. Guizot, dans sa loyauté éclairée, a proclamé la *grande école du respect*, a par-dessus tout le privilège d'exciter ses haines et de provoquer ses malédictions. Au point de vue du radicalisme, l'existence des peuples doit être une conspiration perpétuelle tendant à abaisser violemment tout ce qui s'élève, à supprimer toutes les distinctions sociales, toutes les différences que la nature elle-même a établies entre les hommes en ne leur accordant qu'à degrés divers l'intelligence et l'activité. Pour lui, et c'est là surtout ce qui le condamne, parce que c'est là ce qui jette les nations dans les bras du despotisme, pour lui, par crainte des commotions, la franchise et l'action au grand jour sont inconnues; les sociétés secrètes sont le peuple; les barricades ou les bombes incendiaires, le moyen; et le niveau égalitaire, le suprême symbole. Les idées radicales n'ont pas, au reste, le mérite de la nouveauté. En Grèce, au temps d'Aristophane; en France, au temps de Babeuf; en Suisse, de 1815 à 1847, les mêmes principes se sont formulés presque dans les mêmes termes.

Mais ce en quoi la Suisse a différé de Paris et d'Athènes, c'est qu'elle a entretenu pendant quelques années au milieu d'elle une école de conspirations à l'usage de tous les pays. Sa position centrale, entre la France, l'Italie et l'Allemagne, favorisait cette réunion de révolutionnaires; et les événements avaient malheureusement préparé un grand nombre d'esprits faibles à écouter leurs leçons. Les signataires de la Sainte-Alliance, en s'unissant contre Napoléon, avaient fait appel

à l'esprit de nationalité; leur ligue avait pour but, disaient leurs proclamations, de délivrer l'Europe du despotisme impérial. Sans le vouloir, ils avaient ainsi réveillé de nombreuses espérances, dont quelques-unes, du moins, étaient légitimes, si les autres étaient exagérées. Après la victoire, bien des illusions s'évanouirent.

La grande majorité, composée d'esprits modérés, fut partout satisfaite de voir s'ouvrir, après vingt-cinq années de guerres continuelles, une ère de paix et de tranquillité. Il ne resta donc en présence que deux partis, également exaltés dans leurs désirs et insensés dans leurs moyens d'action : d'une part ceux auxquels Louis XVIII reprochait si sagement en France d'être plus royalistes que le roi; d'autre-part, ces incorrigibles conspirateurs toujours prêts à renverser le lendemain l'édifice qu'ils auraient élevé la veille de leurs propres mains. En même temps l'Italie, retombée sous le joug impitoyable de l'Autriche après avoir entrevu l'indépendance, commençait la lutte contre la domination étrangère. L'intérêt qui s'attachait à ces belles provinces si tristement opprimées; les excès commis, dans la première ivresse du triomphe, par les partis victorieux; le mécontentement des vieux soldats que la paix avait fait rentrer dans leurs foyers, constituèrent des thèmes d'opposition qui, habilement exploités par des chefs remuants et audacieux, eurent un immense retentissement. Les *carbonari* d'Italie, les radicaux de France, les communistes d'Allemagne, se donnèrent rendez-vous en Suisse, pays libre, placé au centre de l'Europe, et d'où ils pouvaient facilement expédier leurs émissaires sur tous les points.

Un homme d'un caractère antique, d'une imagination ardente, d'une probité inattaquable, se trouvait alors jeté par les révolutions sur le sol helvétique. Il sut grouper ces éléments de discorde, organiser ces enfants perdus de l'opposition, et donner, par ses qualités personnelles, un vernis d'honorabilité à la cause des conspirateurs. Buonarroti, né en Toscane, avait mérité dans sa jeunesse l'estime du grand-duc Léopold, qui eût, comme Louis XVI en France, accompli de lui-même toutes les réformes désirables si les circonstances lui en eussent laissé le temps. Apprécient à leur juste valeur la haute intelligence et l'énergie de ce jeune homme, Léopold avait cherché à se l'attacher; mais la fièvre révolutionnaire dévorait cette âme ardente. Tout en conservant pour son souverain les sentiments d'une vive et sincère reconnaissance, Buonarroti vint à Paris pour y assister au triomphe de la démocratie. Il eut occasion de connaître et de fréquenter Robespierre, Danton, Marat. Tout en blâmant leurs excès, il se laissa complètement dominer par leurs doctrines, et dès lors sa vie fut faussée. Plus modéré, il eût pu devenir un utile et valeureux champion de la vraie démocratie, tandis qu'il finit par voir sa tête mise à prix, et par mourir en doutant de son œuvre, ce qui de tous les supplices est le plus grand pour un esprit honnête et un cœur droit. Doué d'ailleurs d'un jugement sûr, il avait, en Corse, partagé le lit de Bonaparte, et il avait deviné le maître futur. Enthousiaste des idées égalitaires de Babeuf, il avait pris part à sa conspiration. Condamné pour ce fait à la déportation, il promena pendant toute la durée de l'empire, d'un bout de l'Europe à

l'autre, ses destinées errantes. La pauvreté était sa compagne ordinaire; mais pas une plainte ne lui échappait; pas un effort n'était fait par lui pour arriver à un destin meilleur; toutes ses pensées appartenaient à ce qu'il nommait la cause de l'avenir. Mis au ban de l'Europe en 1815, il vint en Suisse, et là, pendant quinze années, organisa des sociétés secrètes qu'il répandit dans toute l'Europe. La *Jeune-Suisse* et la *Jeune-Allemagne* se fondèrent sous ses auspices. En France, la révolution de 1830 fut en partie l'œuvre de ses disciples. Mais, après les trois journées de juillet, le dégoût le saisit à la vue des résultats qu'il avait obtenus. Cet homme, qui méritait l'estime de ceux qui le connaissaient, et dont les remarquables facultés furent si tristement employées, mourut de chagrin à Paris.

Toutefois son œuvre lui survivait. Il avait donné au radicalisme une impulsion puissante, une organisation vigoureuse : on demeura fidèle à ses leçons. Mais, comme il arrive toujours, on alla plus loin qu'il n'eût voulu; de son vivant même il était déjà dépassé; quand il ne fut plus là, ce fut bien autre chose. Tous ceux auxquels il avait enseigné la théorie de la conspiration se mirent à battre en brèche les gouvernements les plus libéraux, les religions et surtout le catholicisme. En 1834, eut lieu la célèbre *conférence de Baden*, dans le canton d'Argovie. Les députés de Berne, de Lucerne, Soleure, Bâle-Campagne, Argovie, Saint-Gall et Thurgovie, s'y réunirent pour travailler *au progrès en religion comme en politique*. De leurs délibérations sortit un projet en quatorze articles. Par le septième, l'État était chargé de régler le nombre des fêtes et de déterminer les jours de jeûne

et d'abstinence. Mais c'est dans le huitième surtout que se montre sans détour l'esprit des réformateurs. En voici le texte :

« Les cantons contractants s'obligent à exercer leurs droits souverains de haute surveillance sur les séminaires. En conséquence, ils veilleront à ce que les règlements sur l'*organisation intérieure* qui émanent de l'autorité ecclésiastique soient soumis à l'*examen* et à l'approbation du pouvoir civil. Ils veilleront également à ce que nul ne soit admis au séminaire s'il n'a subi avec succès, *devant une commission nommée par l'autorité civile, un examen sur la philosophie et la théologie.* »

Il suffit d'exposer de pareilles doctrines pour que toute réflexion soit superflue. Bornons-nous à dire que le pape Grégoire XVI crut devoir condamner par une bulle, en 1835, les articles de la conférence de Baden; et qu'à la suite de cette condamnation le nonce, chassé de Lucerne, se retira à Schwitz, où il fut accueilli avec de grandes démonstrations de joie et de respect. Enhardis par ce premier pas, les radicaux poursuivirent leur œuvre. Le pacte de 1815 avait formellement garanti (article 12) l'existence des couvents et chapitres, et la conservation de leurs propriétés. Cependant, en 1841, tous les couvents d'Argovie, sans exception, furent supprimés par un décret.

L'agitation se répandit dans toute la Suisse; et le Valais, déjà troublé par suite de graves dissentiments qui s'étaient élevés en 1839 entre le haut et le bas pays, devint la proie des radicaux. Ici nous laissons parler un témoin oculaire :

« La spoliation des couvents d'Argovie fit, qu'on me pardonne le mot, venir l'eau à la bouche des radicaux du Valais, qui, comme tous ceux de la Suisse, détestent d'ailleurs le catholicisme, dans lequel ils voient, non sans raison, le plus puissant adversaire de leurs doctrines sauvages. Leur journal, l'*Écho des Alpes*, disait régulièrement deux fois par semaine qu'il fallait *extirper tous les prêtres en un seul jour*. Un journal catholique, la *Gazette du Simplon*, fut fondé par un Français pour combattre l'*Écho des Alpes*. Les radicaux, sûrs de la connivence de Maurice Bermann, leur chef, qu'ils avaient fait nommer président de la bourgeoisie de Saint-Maurice, envahirent la nuit l'imprimerie de la *Gazette du Simplon*, et jetèrent les presses dans le Rhône. Le lendemain, la police constata le délit, fit une enquête, et dit qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre. Ce n'était qu'un commencement. Les mêmes bandes qui venaient ainsi de supprimer la liberté de la presse parcoururent le pays, pillant les presbytères, rançonnant les couvents, maltraitant les prêtres et les religieux.

« Tout le Valais fut indigné; les élections se firent contre les radicaux. Un nouveau tribunal remplaça celui qui avait prononcé le non-lieu sur le bris des presses de la *Gazette*, et commença une nouvelle information. Aussitôt un comité révolutionnaire se forme à Martigny, et décide que les poursuites seront arrêtées par tous les moyens possibles. On assiège la commission, on la dissout. Le président du tribunal avait une grande réputation de fermeté, on le fait tomber dans un guet-apens, et on le force sous peine de la vie à donner sa démission. C'était traiter la liberté individuelle

un peu plus mal encore que la liberté de la presse.

« Ceci ce passait en 1843. Dans le Valais, le gouvernement se renouvelle tous les deux ans, et, comme nous l'avons dit, les élections n'avaient pas été favorables au parti radical. L'ancien conseil d'État, dont toutes les sympathies étaient acquises au radicalisme, bien qu'il fît profession d'être d'opinion modérée, avait servi à merveille les intérêts de ce parti en laissant impunis tous les désordres, sous prétexte d'éviter les collisions. Par amour pour la paix, il avait fermé les yeux sur les brigandages de la Jeune-Suisse, qui, en revanche, le portait aux nues et demandait à grands cris sa réélection. Afin d'assurer leur retour au pouvoir, les anciens conseillers d'État imaginèrent un singulier moyen pour des gens qui se disaient libéraux : ils mirent Sion dans une sorte d'état de siège, et se firent une arme du terrorisme le plus avancé. On établit à Sion une école militaire d'artilleurs et de carabiniers, presque tous membres de la Jeune-Suisse. Pendant la session du grand conseil, cette soldatesque traita la ville en pays conquis.

. . . Ils aiguisèrent leurs sabres, fondirent publiquement des balles, et placèrent au château de la Majorie, qui domine la ville, sous prétexte de faire la manœuvre, deux pièces de canon chargées et braquées, l'une contre l'évêché, l'autre contre le couvent des pères jésuites.

« Enhardis par la faiblesse du gouvernement, les membres principaux du comité central de Martigny, l'avocat Torrent, le colonel Morand, et le grand châtelain Dufay, *somment* le gouvernement de licencier quatre compagnies qu'il avait appelées sous les armes

pour sa défense ; les quatre compagnies sont licenciées, et les soldats renvoyés dans leurs foyers. Quand le pouvoir fut ainsi désarmé, le radicalisme jeta le masque et se prépara ouvertement à l'accomplissement de ses projets. Au tir de Monthey, le 15 août, dans un banquet radical, un homme que la Jeune-Suisse regardait comme son chef osa proposer ce toast : *Dans huit jours le règne des prêtres finira ; on boira le sang des aristocrates dans cette coupe fraternelle !* — Quelques jours après la Jeune-Suisse prit les armes.

« Alors commencèrent des atrocités qui rappellent celles des plus tristes jours de 1793. Après avoir mis à une sorte de pillage l'abbaye de Saint-Maurice, cette troupe vint à Martigny, où elle rançonna le couvent de Saint-Bernard et le prieuré. Arrivée à Ardon, la cure fut pillée et devint le théâtre d'une épouvantable orgie. A Rldder, le curé, qui était encore à l'autel, fut mis en joue et ne dut la vie qu'à un hasard providentiel. Son domestique fut assommé, et sa maison soumise au sac le plus complet. Les radicaux appelaient cela *argoviser un calotin*.

« A Vionnaz, les radicaux s'emparèrent d'un vieillard septuagénaire qui avait servi pendant trente ans son pays avec honneur ; ils voulurent par dérision le forcer à s'enrôler dans leurs rangs. Bressoud, c'était le nom de cet ancien magistrat, leur résista avec une fermeté héroïque. Alors ils lui attachèrent sur le dos un écriteau portant ces mots : *Traître à la patrie*, et ils le promenèrent par le village à la bouche d'un canon, l'accablant d'avanies. Las de le tourmenter, ils lui extorquèrent son argent.

« La bande de Joris avait transformé le château de Monthey en prison. S'étant répandue dans la campagne d'Outre-Vièse, elle y saisit une quinzaine d'hommes qu'elle conduisit à Monthey, au milieu des huées et des mauvais traitements. » (*Univers*, 30 novembre 1847.)

Lorsqu'on songe que ces horribles excès durèrent près de trois ans, on se demande avec effroi ce que serait devenu le monde si les disciples de Buonarroti étaient parvenus à s'emparer du pouvoir, sans rencontrer d'entraves, dans toutes les contrées. « Le désordre, dit un des correspondants de la *Revue des Deux Mondes*, était parvenu à son comble. Il irritait toutes les consciences; il menaçait toutes les situations. Tant d'emportement fit oublier les événements de 1839 et de 1840. Le clergé se mit à la tête de la résistance, et les abbayes du grand Saint-Bernard et de Saint-Maurice, qui avaient dirigé le mouvement du bas Valais, prirent alors l'initiative de la réaction contre le radicalisme. Le clergé du haut Valais suivit cet exemple. On opposa à la société de la Jeune-Suisse une société de la *Vieille-Suisse*, dont l'organisation soudaine, vaste, fortement liée sur tous les points, fut comme un élan irrésistible du pays. M. de Kalbermatten, l'un des chefs de la levée du bas Valais en 1840, prit le commandement militaire de cette association, et il en reçut l'investiture de l'évêque même dans le palais épiscopal. La diète intervint, et ordonna la marche d'un corps fédéral pour arrêter l'effusion du sang. Berne et Vaud, qui croyaient au triomphe de la Jeune-Suisse dans cette lutte, et qui le désiraient, refusèrent de faire marcher leur contingent et de laisser passer ceux des autres cantons. Au

milieu de ces incertitudes, M. de Kalbermatten était descendu vers Sion avec huit mille haut Valaisans; les Jeunes-Suisses y montèrent; mais à peine avaient-ils quitté le bas Valais, que toute la population se leva derrière eux, et trois cents paysans armés vinrent occuper le pont du Trient pour empêcher leur retour. Ce fut sur ce point que la petite armée de la Jeune-Suisse, qui, attaquée à Ardent par M. de Kalbermatten, se retirait devant lui, fut détruite par les bas Valaisans. Quelque temps retardés par la rupture du pont de Ridder, les haut Valaisans n'arrivèrent qu'après le combat pour féliciter les vainqueurs. Il y eut réconciliation complète entre les deux parties du canton, et la constitution fut modifiée sur de meilleures bases, le 16 septembre 1844. Les débris de la Jeune-Suisse se réfugièrent sur le territoire de Vaud. » (*Revue des Deux Mondes*, le 15 août 1847.)

CHAPITRE V

LE SONDERBUND

Le *Sonderbund* ! voilà un mot qui a retenti bien souvent à la tribune française en 1847 et dans les deux premiers mois de 1848 ; qui a été le prétexte de bien des déclamations , et qui aujourd'hui encore , pour beaucoup de personnes , exprime à peu près la même idée que le mot de *jésuite* pris en mauvaise part. Au fond cependant rien de plus simple ; et , pour ceux qui auront lu le récit que nous venons de reproduire dans le chapitre précédent , rien de plus naturel que la ligue des honnêtes gens menacés dans leur honneur , dans leur religion , dans leur fortune , contre les fauteurs de troubles et de révolutions. Le Sonderbund (*sonder*, particulier ; *bund*, alliance) n'était pas autre chose. Ce que les hommes de la Vieille-Suisse avaient fait dans le canton du Valais , sept cantons entreprirent de le faire pour tout le reste de la confédération ; ou , pour mieux dire , ils n'allèrent pas si loin , car ils se contentèrent de se tenir sur la défensive.

En 1842, les cantons de Lucerne, Zug, Unterwald, Schwitz, Uri, de Fribourg et du Valais formèrent entre eux une ligue offensive et défensive pour repousser désormais les attaques à main armée que, l'année précédente, les révolutionnaires de Berne, de Vaud et de Genève avaient tentées contre trois d'entre eux. En 1847, voyant arriver au pouvoir les hommes qui avaient dirigé ces scandaleuses expéditions, ils s'unirent plus étroitement, et, se sentant menacés, levèrent une armée, dont le commandement fut confié à un protestant, le général de Salis-Soglio. Écrasés par le nombre, et trompés par les promesses impuissantes de la diplomatie européenne, ils succombèrent, au mois de décembre 1847, sous les coups de ceux qui prononçaient hautement ces paroles prophétiques : « Nous sommes l'avant-garde des idées nouvelles. » Comme première conséquence de leur triomphe, les vainqueurs chassèrent de Suisse toutes les congrégations, y compris celle des sœurs de Charité, et laissèrent sans protection, pendant tout un hiver, les voyageurs qui précédemment trouvaient un refuge au grand Saint-Bernard. Trois mois ne s'étaient pas encore écoulés, que la tourmente révolutionnaire se déchaînait sur toute l'Europe, montrant ainsi aux gouvernements qui avaient laissé anéantir le Sonderbund de quel côté se trouvaient, en Suisse, les véritables défenseurs de la civilisation et du progrès. Voilà la vérité sans phrases ; voilà le résumé des événements que nous allons maintenant raconter, afin de remettre dans tout son jour ce point intéressant de l'histoire contemporaine, et de rétablir les rôles, qui ont été si étrangement dénaturés par certains écrivains.

C'est de Lucerne que partit le signal. Dans ce canton, jadis l'espoir du radicalisme, et qui avait chassé le nonce du pape en 1835, un homme d'une foi vive et d'une activité infatigable entreprit seul, sans autre secours que celui de la parole et de la prière, de changer l'opinion publique ; et il y parvint. JOSEPH LEU, le *paysan d'Ebersall*, naquit en 1800 ; il appartenait à une famille de riches cultivateurs des environs de Lucerne. Élevé dans les sentiments d'une piété sincère, il apprit de bonne heure à rester inébranlable dans ses résolutions, simple dans sa vie, ardent et dévoué pour la cause du juste et du vrai. Par un de ces rapprochements mystérieux auxquels se complaît la Providence, il fut pour le parti conservateur et catholique ce que Buonarroti avait été pour le parti révolutionnaire et irrégulier. Doué d'une remarquable intelligence, que développèrent encore de sérieuses études, il avait d'abord été séduit par ces idées républicaines qui rappellent à tant de jeunes gens les poétiques souvenirs de la Grèce et de Rome. Mais après 1830, quand il vit à l'œuvre les prétendus démocrates, il se sépara d'eux sans retour, et résolut de combattre leur influence par tous les moyens en son pouvoir. Une occasion se présenta bientôt. Dans la session de 1832, les députés de la diète avaient adopté uniquement le principe de la révision de la constitution ; mais ils n'avaient pu se mettre d'accord sur le mode de révision. En 1833, un projet, rédigé par M. Rossi, fut soumis à l'acceptation des assemblées cantonales. Leu, qui avait découvert dans ce projet des tendances unitaires, le battit en brèche et parvint à le faire rejeter.

C'était un premier triomphe ; mais ce n'était pas assez. Les idées irréligieuses n'en continuaient pas moins à se répandre dans les masses ; pour obtenir un résultat décisif, il fallait attaquer le mal dans sa source. En 1834, Leu fonde la *Société de la prière* ; et, consacrant sa fortune à la pratique des bonnes œuvres, il achète les bains d'Emmoos, où il établit, pour moraliser les jeunes détenus, la première de ces colonies pénitenciaires que des hommes d'intelligence et de cœur ont multipliées depuis en France et en Europe. Puis, comme le grand agitateur O'Connell en Irlande, il parcourt les campagnes, harangue les populations, leur indique les moyens de faire triompher une doctrine sans sortir de la légalité, et acquiert ainsi dans tout le canton une influence sans cesse grandissante. Des lettres anonymes, l'âme ordinaire des lâches, viennent l'avertir qu'en même temps il se crée des ennemis implacables ; mais il méprise cet avis ; et, sans prendre aucune précaution pour sa sûreté personnelle, il continue sa propagande, faisant intérieurement le sacrifice de son existence.

Après dix années d'efforts persévérants, l'œuvre de restauration politique et religieuse fut enfin accomplie. En 1840, la constitution cantonale de Lucerne devait être révisée. Leu convoqua une assemblée populaire, en présence de laquelle il fit un exposé complet des principes qui, dans sa pensée, devaient présider à la révision. L'enthousiasme qui accueillit ses paroles présageait le succès le plus éclatant ; et, en effet, quelques jours plus tard une nouvelle constitution, qu'il pouvait en quelque sorte regarder comme son œuvre personnelle, fut votée à une immense majorité.

Le pacte ancien, contre lequel s'élevaient depuis longtemps des réclamations, était révisé dans un sens catholique et démocratique tout à la fois. Nous insistons à dessein sur ce dernier point de vue. Rien n'est plus commun, parmi les écrivains qui visent à une popularité éphémère, que de représenter la lutte du Sonderbund contre la diète comme la lutte des idées rétrogrades contre les idées de progrès, de l'asservissement clérical contre l'indépendance de la pensée, du despotisme contre la liberté. Or remarquons d'abord que, parmi les cantons qui en faisaient partie, se trouvent Schwitz, Uri, Unterwald, c'est-à-dire les trois cantons qui se levèrent les premiers à la voix de Guillaume Tell pour fonder la liberté helvétique; qui se défendirent avec le plus d'énergie, en 1790, contre les troupes françaises pour conserver intacte l'indépendance du sol natal; qui, longtemps avant 1789, étaient régis par une constitution démocratique, tandis que Berne et Soleure étaient gouvernés par l'aristocratie; qui dans tous les temps ont été fidèles à leur antique esprit de liberté comme à la foi de leurs pères. Pour eux le Sonderbund eût été un ennemi, s'il eût représenté la moindre idée d'oppression. Zug, petit canton peu influent, était également démocrate longtemps avant la révolution française, et, en 1329, avait fait partie de la ligue catholique. Le Sonderbund ne faisait donc que continuer les traditions. Fribourg, nous en parlerons plus loin, quand nous aborderons la question des jésuites. Restent le Valais et Lucerne.

Nous avons cité, dans le chapitre précédent, quelques-uns des principaux articles de la constitution du

Valais ; on a pu voir ce qu'elle contenait d'éléments rétrogrades, et ce que les radicaux auraient pu y changer. Celle de Lucerne était, avant la réforme de 1840, plutôt aristocratique que républicaine. Les six mille habitants de la ville avaient à eux seuls autant de droits que tout le reste du canton. Les conseils étaient à vie ; jamais de renouvellement intégral, et le paiement d'un cens assez élevé était une condition d'éligibilité. Les radicaux, qui avaient trouvé moyen d'arriver aux affaires sous l'empire de cette constitution, n'y avaient apporté que de légères modifications. Celle qui fut votée sous l'influence de Leu, au contraire, s'inspirait de principes à peu près identiques à ceux du pacte valaisan, abaissait le cens, distribuait d'une manière plus logique les circonscriptions électorales, faisait une plus large part au suffrage universel et à la souveraineté des assemblées de districts ; elle introduisait, en un mot, dans une vaste proportion, l'élément démocratique. Quels griefs avaient donc contre elle les partisans de révolutions ? Un seul : elle était l'œuvre des catholiques ; et, au nombre des libertés qu'elle consacrait, se trouvait la liberté des cultes. Le nonce du pape revint à Lucerne, et cette fois il y fut reçu en triomphe.

Ce n'était pas là ce qu'avaient espéré les radicaux. C'était le moment où ils commençaient leurs tristes exploits dans le Valais : déjà, sur d'autres points, le succès couronnait leurs efforts. Un échec si absolu pouvait les arrêter court, en relevant la confiance des catholiques. La suppression des couvents d'Argovie et l'établissement de la terreur dans le Valais furent leur

réponse à la révision de la constitution lucernoise. Mais, comme nous l'avons dit, un nouvel échec les attendait. Pris entre deux feux au pont de la Trient, ils furent chassés honteusement du Valais, et l'on sut désormais qu'il y avait en Suisse deux cantons, des plus importants par leur position géographique, qui prenaient résolument en main la cause de la souveraineté cantonale et de la résistance au parti unitaire. Un dernier fait vint servir de prétexte aux déclamations démagogiques et déterminer les radicaux à recourir à la violence, en organisant les *corps francs*. Dès l'année 1840, Leu avait présenté au grand conseil de nombreuses pétitions demandant que l'éducation de la jeunesse fût confiée aux jésuites. Ce n'était pas une nouveauté pour la Suisse, comme on l'a voulu dire. Les jésuites étaient établis à Sion depuis 1815, à Fribourg depuis 1818, à Schwitz depuis 1838. Ils n'avaient empêché ni Schwitz ni le Valais d'avoir des constitutions démocratiques. Quant à Fribourg, écoutons une autorité qui n'est pas suspecte en pareille matière, la *Revue des Deux Mondes*.

« Le patriciat et l'ancienne noblesse de ce canton, renversés en 1815, eurent le bon sens d'entrer dans le mouvement nouveau. Le peuple, accoutumé au pouvoir des anciennes familles, les accepta volontiers. Les aristocraties s'annulent lorsqu'elles se retirent devant les changements politiques. A quoi sert de boudier ? Ce n'est pas en se tenant à l'écart qu'on fait prévaloir ses principes et triompher ses convictions. Il y a des vérités politiques qui sont tellement dans l'essence des choses, qu'il suffit de ne pas s'abandonner soi-même pour re-

monter avec elles le cours du torrent. C'est ce que le patriciat de Fribourg, appuyé par le concours du clergé, a très-bien compris, et c'est ce que comprennent très-rarement les aristocraties vaincues. Aujourd'hui, dans ce canton, sur quatre-vingt-dix mille habitants, on peut en compter quatre-vingt mille dévoués au gouvernement, et prêts à tout entreprendre comme à tout souffrir pour sa défense. Il n'y a guère de dissentiment que dans les petites villes secondaires, à Morat, par exemple, à Bulle et à Estevayer. » (Livraison du 15 août 1847.)

Ainsi, pas plus à Fribourg qu'à Schwitz ou dans le Valais, le peuple ne se trouvait malheureux parce que sept ou huit pères jésuites donnaient des leçons à la jeunesse. Cependant la société de Jésus, avec sa prudence ordinaire, hésita longtemps à accepter la proposition qui lui était faite de rentrer à Lucerne, où elle avait eu jadis un collège très-florissant. Ce fut seulement le 12 septembre 1844 qu'elle signa un traité avec le grand conseil, relativement à la réorganisation de son collège. Les assemblées populaires du canton, qui avaient droit de *veto*, furent consultées ; elles ne firent aucune opposition.

Par une singulière coïncidence, le mois de septembre 1844 était précisément l'époque de la défaite des radicaux au pont de la Trient. Pendant qu'ils étaient chassés du Valais, les jésuites rentraient à Lucerne. C'était par trop d'humiliations ; la cause de la révolution commençait à être compromise. L'expédition des corps francs fut résolue. Des bandes sans règle, sans discipline, recrutées en dehors de l'armée régulière, s'organisèrent sous les yeux, et, il est permis de le dire, avec le concours

des gouvernements de Berne, de Soleure et d'Argovie. M. Ochsenbein, un de leurs premiers généraux, a lui-même raconté dans le *Livre rouge* l'histoire de leurs campagnes. On y voit que M. de Tavel, alors avoyer de Berne, fit délivrer à M. Ochsenbein un faux passe-port et de l'argent, pour qu'il pût aller étudier à son aise l'attaque préméditée contre Lucerne. Quant au gouvernement d'Argovie, il laissa prendre des canons renfermés dans la citadelle. C'était, on en conviendra, une singulière façon de comprendre les devoirs de confédérés ; mais il est permis d'être athée, révolutionnaire, conspirateur ; il n'est pas permis d'être catholique.

Vainement Lucerne fit appel à la loi des traités, et somma les gouvernements de Berne et d'Argovie d'arrêter ces menées criminelles. On nia les faits patents avec cette audace dont les démagogues ont le secret ; et pendant que la discussion se prolongeait, on essaya de fomenteur des révoltes au chef-lieu du canton. Le gouvernement veillait ; il étouffa la rébellion dans son germe, et invoqua la diète, afin d'être protégé contre la violation de son territoire, qui se préparait dans des conditions inouïes jusqu'alors. La diète se réunit ; mais il ne put se former dans son sein ni une majorité conservatrice, ni une majorité radicale ; les partis s'observaient sans oser encore se prononcer ouvertement ; et les députés durent se séparer sans avoir pris aucune décision. Déplorable spectacle dont les enseignements ne devaient pas être perdus. A ce moment, rien n'était encore survenu qui fût de nature à décourager les honnêtes gens ; s'ils avaient su profiter de leur nombre et imposer à leurs commettants des résolutions énergiques,

la guerre civile peut-être eût été prévenue ; en tout cas , la cause de la révolution recevait un rude échec. Par suite de l'apathie de ses adversaires, elle se sentit, au contraire, encouragée à poursuivre ses desseins ; elle obtenait un résultat qui dépassait toutes ses espérances. La parole était aux événements ; à eux seuls il appartenait désormais de dessiner plus nettement la position de chaque canton.

Uri, Schwitz, Unterwald et Zug mirent leurs troupes à la disposition de Lucerne. Le Valais et Fribourg, plus éloignés, ne purent témoigner leur bonne volonté d'une manière aussi efficace ; mais leur intention ne demeura douteuse pour personne. Berne, Soleure, Bâle-Campagne et Argovie mirent en campagne leurs contingents de corps francs ; et, dans la nuit du 30 mars 1845, cette bande de pillards entra sur le territoire de Lucerne avec des armes, des canons, des fusées à la congrevé, des munitions de toute sorte provenant des arsenaux publics ; à la tête se trouvaient des officiers de l'armée fédérale, des magistrats et des fonctionnaires des cantons radicaux. Le masque était levé ; des réfugiés, des agitateurs du plus bas étage venaient traîtreusement, la nuit, attaquer la constitution et les lois d'un canton souverain ; et des hommes à qui leurs fonctions imposaient le devoir de livrer à la justice ces audacieux perturbateurs de la paix publique avaient consenti à leur prêter un honteux concours. La conviction du succès peut seule expliquer une telle conduite. Mais, contre l'attente des gouvernements radicaux, cette première campagne ne fut pas heureuse. La défense du canton de Lucerne fut énergique et tenace ; les corps francs, qui d'ailleurs ne

justifièrent aucunement dans cette circonstance l'antique réputation de bravoure des populations helvétiques, se retirèrent en désordre, fuyant précipitamment devant ceux qu'ils avaient cru surprendre. Vainqueurs, ils fussent devenus sans doute des héros pour leurs concitoyens ; vaincus, ils furent désavoués. M. Ochsenbein, leur chef, fut rayé des cadres de l'armée fédérale ; et le seul profit qu'il retira de cette expédition fut le surnom homérique d'*Ochsenbein aux pieds légers*.

Pourtant il y eut dans Lucerne une illustre victime, dont la mort jeta un voile de deuil sur la joie du triomphe. Les hommes qui n'avaient pas osé combattre au grand jour, et qui venaient de jeter leur épée dans un honteux désastre, saisirent le poignard de l'assassin. Trompés par un faux calcul et méconnaissant la nature humaine, ils crurent anéantir la réaction religieuse en frappant celui qui avait eu la gloire d'en être le promoteur. Joseph Leu périt de la mort des martyrs ; et ses assassins cherchèrent un refuge dans les rangs des corps francs. C'était plus qu'un crime, aurait dit Talleyrand ; c'était une grande faute. Il y a dans le sang versé une puissance devant laquelle tous les fronts s'inclinent respectueusement. La tombe de la victime devient un point de ralliement pour tous les hommes de cœur, et la cause pour laquelle elle a donné sa vie grandit de toute l'auréole du courage et du malheur. C'est ce qu'on vit immédiatement se produire à Lucerne ; les indifférents se rallièrent, et l'opinion conservatrice sortit de cette épreuve plus forte et plus déterminée que jamais.

M. Siegvart-Muller se chargea de réaliser ce qui

n'était encore qu'à l'état d'idée vague dans tous les esprits. Les cantons qui s'étaient prononcés en faveur de Lucerne furent invités à se joindre plus étroitement, pour déjouer à l'avenir de pareilles tentatives. C'était pour eux, en effet, un cas de légitime défense. Déjà une expédition de même nature se préparait contre Fribourg et contre le Valais; tous les hommes de quelque valeur étaient menacés du même sort que Joseph Leu. L'hésitation n'était plus possible. Le Sonderbund prit naissance. Un acte d'union fut conclu, dont l'article 1^{er} porte littéralement : « Les cantons de Lucerne, de Schwitz, d'Uri, d'Unterwald, de Zug, de Fribourg et du Valais s'engagent, dès que l'un ou plusieurs d'entre eux seraient attaqués, à repousser l'attaque en commun et par tous les moyens en leur pouvoir, pour maintenir leurs droits de souveraineté et de territoire, en vertu du pacte fédéral de 1815 et des anciennes conventions. »

De leur côté, les radicaux ne demeurèrent pas inactifs. S'ils avaient éprouvé des échecs les armes à la main, ils n'en avaient pas moins obtenu un grand triomphe en parvenant à diviser la diète. Il fallait maintenant faire un pas de plus, et obtenir la majorité. Pour y parvenir, il n'y avait qu'un moyen, devant lequel les partisans des corps francs ne devaient pas reculer. L'émeute eut raison des gouvernements qui refusaient de s'associer à la faction radicale, ou qui demeuraient indécis. Dans le canton de Vaud en 1845, dans celui de Genève en 1846, des révolutions eurent lieu aux cris de : *A bas les jésuites! à bas les prêtres! à bas le catholicisme!* C'était significatif, et les gouvernements

nouveaux, sortis de l'émeute, avaient un programme nettement tracé.

Berne, Zurich, Argovie, Soleure, Schaffouse, Thurgovie, le Tessin, Glaris, les Grisons, Bâle-Campagne et Appenzell extérieur se déclaraient pour la cause radicale ; Neuchâtel, Bâle-Ville et Appenzell intérieur conservaient une stricte neutralité ; Saint-Gall hésitait encore, et penchait tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Il ne put donc se former encore aucune majorité dans la diète de 1846 ; mais il ne fallait plus qu'une voix aux radicaux pour être les maîtres ; et cette voix il ne fallait que bien peu d'efforts pour la leur assurer.

CHAPITRE XV

CHUTE DU SONDERBUND. — CONFIRMATION DES PROPRIÉTÉS DU GRAND SAINT-BERNARD

L'Europe n'avait pu voir avec indifférence les audacieuses entreprises des corps francs. Elle avait protesté dans les termes les plus énergiques, par l'organe des ambassadeurs de toutes les puissances ; et, plus que tout autre motif, cet avertissement solennel avait contribué à maintenir la diète dans un état d'indécision. Mais avec l'année 1847 s'ouvrait une ère nouvelle. Berne devenait *Vorort*, c'est-à-dire canton directeur ; son gouvernement allait être chargé pendant un an d'exercer le pouvoir exécutif au nom de la confédération ; le président de son grand conseil devait être le président de la diète. Dès lors on devait s'attendre à voir entrer les événements dans une phase décisive. La Russie, la Prusse et l'Autriche firent une nouvelle démarche pour prévenir les violences qu'elles redoutaient. Trois notes identiques furent remises par leurs représentants

au gouvernement de Berne. Celle de la Russie, rédigée en français, était signée du baron de Krudener, et portait les dates des 29 décembre 1846 et 10 janvier 1847. On y lisait le passage suivant : « La Russie entretiendra avec le canton directeur de la fédération ses rapports de bienveillance accoutumés, aussi longtemps que la base sur laquelle repose son pouvoir n'aura point été entamée dans son essence ni viciée dans son esprit. Cette base est le pacte fédéral de 1815; et l'esprit de cet acte n'est maintenu dans son intégrité qu'autant que les *souverainetés cantonales*, garanties par le pacte et limitées seulement pour des buts spéciaux que la constitution fédérale indique, seront scrupuleusement respectées. »

Cet avertissement sévère était d'autant mieux justifié, que, dans une circonstance récente, on venait de voir encore une fois à l'œuvre les émeutiers et les corps francs. Le 6 janvier, au soir, on apprit à Fribourg que trois colonnes ennemies venaient d'envahir le canton. Aussitôt toute la ville fut sur pied; et de onze heures à minuit le tocsin appelait aux armes les habitants des campagnes. On les vit arriver sur de longues files, leurs curés en tête, en chantant des cantiques. C'est ainsi qu'ils agissaient au moyen âge, alors qu'ils tenaient en échec les ducs de Bourgogne et inspiraient à toute l'Europe une profonde admiration. Leur foi n'avait pas diminué, leur courage n'avait pas faibli. Les corps francs le savaient, et ils se le tinrent pour dit. Ils auraient ri peut-être à la vue des processions; mais lorsqu'ils surent que dès le 7, à huit heures du matin, cinq mille hommes étaient rangés en bataille devant Fribourg, et deman-

daient avec impatience le combat, ils jugèrent imprudent d'aller plus loin. Leurs colonnes étaient parties de Morat, d'Estevayer et de la Gruyère : les deux dernières se hâtèrent de battre en retraite ; celle de Morat seule arriva jusqu'à Courtepin, à quatre kilomètres de Fribourg. Un engagement eut lieu, dans lequel plusieurs hommes furent tués de part et d'autre ; puis tout fut dit pour les corps francs ; on ne les revit plus. Quant aux défenseurs de Fribourg, leur première pensée, après la victoire, fut de rendre hommage au Dieu des armées. M^{sr} de Marilley, évêque de Lausanne et de Genève, résidait alors parmi eux. Il célébra une grand'messe en plein air, sur la place de la cathédrale de Fribourg. Les chants sacrés se mêlèrent au roulement du tambour et au cliquetis des armes ; la fumée de l'encens et la fumée de la poudre montèrent ensemble vers le ciel, et les drapeaux s'inclinèrent sous la main bénissante du prélat. Cette population énergique, qui venait de se lever tout entière au premier signal, se sentit plus unie et plus forte encore quand tous ces guerriers eurent adressé au Seigneur une même prière, et renouvelé devant l'autel le serment de vivre libres, ou de mourir.

Dans cette prise d'armes et cette pieuse cérémonie se résumaient toutes les pensées inspiratrices du Sonderbund, armé pour la défense de la religion et de la liberté. A la nouvelle des événements qui venaient de s'accomplir, tous les cantons qui le composaient comprirent que l'heure décisive approchait, et se hâtèrent de prendre les mesures que réclamaient impérieusement les circonstances. Dès le 31 janvier, Fribourg élevait des

palissades, construisait des forts avancés, garnissait de canons ses redoutes et ses remparts, se mettait, en un mot, en état de soutenir un siège. Lucerne levait des troupes, et le Valais se tenait prêt à marcher. Uri, Schwitz, Unterwald, se disposaient à la guerre.

Sans doute tous ces préparatifs dénotaient une situation anormale ; mais ce n'était pas à ceux qui l'avaient faite qu'il appartenait de s'en plaindre ; et il fallait une étrange audace à un canton radical pour oser en demander l'explication. Berne, qui savait à quoi s'en tenir, osa cependant, en qualité de canton directeur, inviter officiellement, le 26 février, le canton de Lucerne à lui rendre compte de ces préparatifs militaires, menaçant de réunir une diète extraordinaire si la réponse n'était pas satisfaisante. Lucerne répondit : « Si les criminelles tentatives de 1844 et 1845 ont échoué, le parti qui les a tentées n'en existe pas moins encore au milieu de nous. Ce déplorable fait a donné à l'État de Lucerne une sévère leçon, et lui a fait comprendre qu'il doit s'attendre à des événements du même genre, aussi contraires aux droits des nations qu'au pacte fédéral, et qu'il ne doit songer qu'à trouver en lui-même, et dans les moyens que lui fournit l'article IV du pacte fédéral, protection contre de pareils attentats. Tel est l'unique motif de nos préparatifs militaires. »

Cette réponse posait nettement la question sur le terrain du droit ; et la poser ainsi c'était la résoudre. Il ne faut jamais oublier, en effet, quand on parle de la Suisse, de quelle manière s'est formée la confédération. Des États libres, ayant chacun leur gouvernement, se sont ligués pour être plus forts contre leurs ennemis com-

muns ; voilà ce que nous apprend l'histoire. La souveraineté des cantons est restée entière et absolue sur tous les points que le pacte n'a pas prévus ; voilà ce qui est inscrit dans la constitution. De tout temps les ligues séparées ont été permises dans le sein de la confédération ; et ce furent précisément les cantons de Berne et de Soleure qui prirent soin de la rappeler lors de la discussion du pacte, en 1814. La seule restriction est celle-ci : « Les cantons ne peuvent former de liaison préjudiciable au pacte fédéral, ni aux intérêts des autres cantons. » Or qui donc en Suisse voulait porter atteinte à la constitution, en cherchant à substituer le régime unitaire au système fédératif ? N'étaient-ce pas les radicaux ? Qui donc menaçait les intérêts des autres cantons ? N'étaient-ce pas les corps francs, recrutés dans les cantons radicaux ? Le Sonderbund se tenait sur la défensive ; il était inattaquable sur le terrain du droit et de la logique. Mais qu'importent le droit et la logique aux partisans de la révolution ? Ils voulaient briser toutes les résistances, et, n'ayant pu y réussir par des attaques partielles, ils songeaient à se donner une apparence de légalité. Ici encore ils violaient audacieusement le pacte fédéral. La question de la révision n'y était pas prévue ; et c'était, en effet, parfaitement inutile ; car le pacte ayant été librement consenti par vingt-deux cantons souverains, leur consentement unanime devait être nécessaire pour le réviser. C'est ce qui avait été formellement stipulé en l'an XV. Mais, sans remonter jusque-là, et en faisant toutes les concessions possibles, il faut observer que dans aucun cas la simple majorité ne suffisait pour décider une question de quelque importance. Pour les

déclarations de guerre, pour les traités de paix, pour la conclusion même d'un simple traité d'alliance commerciale, il fallait les trois quarts des votes cantonaux. La rédaction d'un nouveau pacte et la dissolution d'une alliance comme celle du Sonderbund étaient assurément des matières de la plus haute importance ; il eût donc fallu au moins dix-huit voix. Or, nous l'avons dit, sur vingt-deux cantons, sept étaient signataires du Sonderbund, un autre gardait la neutralité ; deux cantons se partageaient (un demi-canton neutre, un demi-canton hostile au Sonderbund) ; il n'y avait donc que onze voix pour les radicaux. Dès qu'ils en auraient douze, ils l'avaient déclaré, ils imposeraient leur volonté. Cette douzième voix devait donc leur donner non pas le droit, mais la force et l'apparence du droit ; c'était tout ce qu'il leur fallait.

Le dimanche 2 mai, jour où devaient avoir lieu dans le canton de Saint-Gall les élections du grand conseil, était donc attendu avec impatience, il allait décider du sort de la Suisse. On mit en campagne le ban et l'arrière-ban du radicalisme ; dans certains districts on fit voter des mineurs, des faillis et jusqu'à des étrangers. Grâce à tous ces moyens, qui donnaient une nouvelle preuve de la façon dont les révolutionnaires entendent la liberté, on obtint les résultats suivants : 73 députés conservateurs et 76 radicaux. La question marchait à grands pas vers son dénouement ; la guerre civile devenait imminente.

Le même jour, 2 mai, avait lieu dans le canton du Valais une cérémonie qui empruntait aux circonstances une haute signification. Le bataillon du dizain de Suire,

fort de 1,300 hommes, recevait solennellement le drapeau que lui avait destiné le grand conseil. Les évêques de Sion et de Bethléhem étaient présents, et le dernier adressait aux membres de la milice une remarquable allocution. « Le soldat chrétien, leur disait-il, doit savoir allier les obligations souvent rigoureuses de sa profession avec celles de la charité, aujourd'hui surtout que les catholiques n'ont qu'à résister avec énergie à des ennemis qui menacent de détruire des institutions religieuses et sociales fondées par le catholicisme. » Magnifiques paroles, qui traçaient d'une manière bien précise le rôle des défenseurs du Sonderbund : résistance, mais résistance énergique.

Les préparatifs de guerre se poursuivaient de toutes parts ; et en même temps les cantons nommaient leurs représentants à la diète. Par une sorte de défi jeté à l'Europe, le grand conseil de Berne choisit pour son président, qui devait avoir l'honneur de présider la diète, M. Ochsenbein, l'ancien chef des corps francs, l'ex-officier fédéral rayé des contrôles. Puis il donna pour instruction aux députés de Berne : « 1° demander la révision du pacte en totalité ; 2° voter la dissolution de la ligue des sept cantons catholiques, et l'emploi de tous les moyens légaux pour l'obtenir. » Les Grisons, Soleure, Glaris, Zurich, Argovie, donnèrent à leurs députés des instructions analogues. Quant à la question de savoir à quels moyens on aurait recours pour dissoudre la ligue, quelques cantons, entre autres ceux de Genève, de Saint-Gall, la laissaient indécise.

Pendant ce temps, que faisait la diplomatie européenne ? Elle multipliait les notes et les mémorandums ;

elle négociait, mais sans s'arrêter à un parti énergique. Par son attitude, elle encourageait ouvertement le Sonderbund à la résistance; mais en même temps elle laissait comprendre aux radicaux qu'elle n'irait pas jusqu'à intervenir à main armée. La France, après avoir hésité quelque temps, se rangeait, comme les trois grandes puissances du Nord, du côté du Sonderbund. M. Guizot faisait remettre au gouvernement de Berne, le 13 juin et le 2 juillet, par M. de Bois-le-Comte, ambassadeur de France, deux notes dans lesquelles il réclamait en faveur de la souveraineté cantonale et faisait appel aux traités. A la chambre des députés, le 24 juin, à la chambre des pairs, le 3 août, il exposait également les vrais principes en ce qui concerne la constitution suisse, mais il n'abordait pas nettement la question d'intervention ou de non-intervention. L'attitude au moins étrange de l'Angleterre rendait la situation difficile. M. Peel, chargé d'affaires britannique, entretenait avec M. Ochsenbein des relations amicales, et acceptait chez lui un dîner champêtre. Les radicaux en concluaient que l'Angleterre s'opposerait à une intervention armée. Aucune des autres puissances n'abordait cette question. Il en résulta que le Sonderbund, trompé par les apparences, crut à la bonne volonté des États européens, et suivit leurs conseils en retardant la déclaration de guerre. Ce fut une faute. Après l'assassinat de Leu, après les massacres du Valais, après les expéditions des corps francs, les cantons catholiques étaient évidemment en état de légitime défense. Leurs préparatifs étaient faits, leurs troupes étaient prêtes. S'ils eussent attaqué à leur tour

les cantons qui s'étaient si hautement déclarés contre eux, la victoire eût, selon toute apparence, répondu à leur appel. En restant six mois sous les armes, ils laissent refroidir l'ardeur de leurs soldats, et donnèrent aux radicaux le temps de semer parmi eux des germes de trahison. La neutralité absolue de l'Europe eût mieux valu pour eux que toutes ces protestations non suivies d'effets. Comme toujours, ce fut le manque de décision et d'audace qui perdit la cause conservatrice. Mais reprenons le récit des événements. Ils vont se précipiter maintenant d'une manière rapide ; et quelques lignes nous suffiront pour arriver au terme de ce triste récit.

La diète s'ouvrit le 6 juillet ; le 20, une majorité de douze cantons et deux-demi cantons prononçait la dissolution du Sonderbund ; le 22, les députés du Sonderbund protestaient contre cette décision en déclarant qu'ils la regardaient comme illégale et non avenue ; le 27 août, les cantons de Lucerne, de Schwitz et du Valais annonçaient qu'ils étaient décidés à résister ; le 9 septembre, la diète se séparait en s'ajournant au 18 octobre, pour prendre à cette époque les mesures nécessaires en exécution de son arrêté de dissolution. Avant de se séparer, elle avait reçu les protestations de Zug, Unterwald et Fribourg. Enfin, dans son discours de clôture, M. Ochsenbein prononçait ces paroles : « De grands événements sont attendus prochainement en Allemagne, en Italie et en France. »

Pendant les six semaines qui précédèrent la nouvelle session, les gouvernements cantonaux furent consultés sur la question de savoir si le Sonderbund devait être

dissous par la force des armes. Tous les regards se tournèrent encore une fois vers le canton de Saint-Gall. Un des 76 députés radicaux de ce canton avait déclaré que, tout en votant contre le Sonderbund, il s'opposerait à la guerre; sur ce point, il devait se réunir aux 73 conservateurs. Il suffisait donc qu'une seule voix se déplacât pour que la guerre civile devînt impossible. Les débats durèrent trois jours; et pendant ces trois jours toute la population, abandonnant ses travaux habituels, stationnait sur les places publiques, attendant avec anxiété le résultat des délibérations. Dans les cantons voisins, on se réunissait en foule à l'heure où devait arriver la diligence de Saint-Gall. Une émotion inexprimable s'était emparée de tous les esprits. Dans ces moments d'attente qui précèdent les luttes solennelles, la vie des peuples paraît suspendue; et il semble aussi que les horribles réalités du combat soient préférables à cette poignante anxiété. Enfin, après une dernière séance qui dura dix-neuf heures, le grand conseil de Saint-Gall, ayant obtenu la promesse formelle que le canton n'aurait pas à fournir son contingent (promesse qui fut violée plus tard), se décida pour la guerre. Les Grisons, qui avaient aussi bien longtemps hésité, se prononcèrent dans le même sens.

Les cantons catholiques, de leur côté, avaient une dernière fois consulté les assemblées populaires. Dans le Valais, 11,700 votants contre 350 avaient approuvé la résistance aux arrêtés de la diète. M. de Kalbermaten avait été nommé général de l'armée valaisane; M. de Maillardoz, général de l'armée fribourgeoise; et le commandement en chef de toutes les troupes du

Sonderbund avait été décerné au général Jean Ulrich de Salis-Soglio. Quoique protestant, il avait accepté avec joie, ne voyant dans la mission qui lui était confiée que l'honneur de défendre l'antique liberté helvétique.

La diète se réunit au milieu des préparatifs de guerre qui se faisaient de toutes parts. Par une dernière concession faite à l'opinion de l'Europe, elle envoya des commissaires dans les cantons du Sonderbund. On les reçut partout avec politesse ; mais on leur répondit résolument que leur mission était sans objet. Tous les moyens de conciliation ayant échoué, les députés des sept cantons quittèrent la ville de Berne, et le général Dufour, ancien élève de l'École polytechnique, officier du génie, qui avait servi dans l'armée française, fut nommé général en chef des troupes radicales. Une armée de cinquante mille hommes et une artillerie de cent vingt canons fut mise à sa disposition. Le 8 novembre, les troupes fédérales entrèrent en campagne.

Le 10, elles arrivaient devant Fribourg par les quatre routes de Bulle, Romont, Payerne et Morat. La petite armée de Fribourg était réduite à elle-même. M. de Maillardoz avait refusé de faire concorder ses mouvements avec ceux de M. de Kalbermathen, qui voulait opérer sa jonction avec lui. Le vendredi 12 un engagement eut lieu ; puis une suspension d'armes de douze heures fut conclue. Le samedi matin, M. de Maillardoz donna sa démission ; les défenseurs de Fribourg n'eurent plus de chef ; et le grand conseil agita vivement la question de savoir si la ville devait se rendre. Pourtant, le samedi soir, un nouvel engagement eut lieu pour la pos-

session d'une redoute. Mais, à l'entrée de la nuit, un officier de la *landsturm* passa à l'ennemi en criant : « Sauve qui peut ! » A l'intérieur, l'hôtel du gouvernement était assiégé par les émeutiers. Le dimanche 14, la ville capitula.

Ce facile succès augmenta l'ardeur des troupes radicales. De nouvelles recrues leur arrivèrent en foule, et, le 17 novembre, 94,000 hommes et deux cents canons se serraient contre Zug et Lucerne. Là se trouvait le général de Salis-Soglio, revenu d'une expédition victorieuse dans le canton d'Argovie, où dans trois rencontres il avait battu les radicaux. Là se trouvaient aussi les contingents de Schwitz et d'Unterwald, et l'état-major du Sonderbund. On devait donc s'attendre à une résistance énergique. Mais les assaillants étaient au nombre de 94,000, et les assiégés n'avaient que 15,000 hommes sous les armes.

C'est à ce moment que la diplomatie songea enfin à sortir de son inaction. Il se fit à Neuchâtel, le 19 et le 20 novembre, un échange de notes entre les ambassadeurs de toutes les puissances ; et le 24 la reine d'Angleterre, en ouvrant le parlement, annonçait aux lords et aux membres de la chambre des communes que les cinq grandes puissances européennes allaient s'entendre sur les moyens de rendre la paix à la Suisse.

Or, le 24, à l'heure même où la reine Victoria prononçait son discours, l'artillerie radicale foudroyait Lucerne ; et quelques centaines d'émeutiers, revêtus des couleurs fédérales, s'emparaient de l'hôtel de ville. Obligés de faire face à la fois à l'armée assiégeante et aux hommes

des barricades, les soldats du général de Salis-Soglio luttèrent avec héroïsme pendant toute la journée. La bataille recommença à plusieurs reprises sur divers points; et, après une série de combats acharnés dans lesquels de grandes pertes furent essuyées de part et d'autre, les débris de l'armée du Sonderbund protégèrent la retraite des autorités, qui traversèrent le lac des Quatre-Cantons, et se rendirent dans les montagnes pour essayer d'organiser la résistance jusqu'à la dernière heure.

Ce fut là le dernier effort du Sonderbund. Lucerne du moins avait honoré sa défaite par une lutte glorieuse, et n'avait succombé qu'après une héroïque défense. Sa chute entraînait fatalement celle de Schwitz et d'Unterwald, qui, en effet, capitulèrent dès le lendemain. Zug avait fait sa soumission dès le 21. Uri suivit l'exemple des autres petits cantons. De ce côté, tout était fini avec la prise de Lucerne.

Mais le canton du Valais, retranché derrière son inexpugnable défilé de Saint-Maurice, et maître du Saint-Gothard, pouvait tenir longtemps en échec les armées fédérales, et donner le temps aux sympathies des catholiques de toute l'Europe de se traduire d'une manière efficace, en imposant aux diplomates réunis à Neuchâtel des résolutions énergiques. M. de Courten, député du Valais à la diète, avait fait pressentir une défense vigoureuse. « Vous en voulez à nos jésuites, avait-il dit en quittant Berne : eh bien, venez les prendre ! » Cependant, le 29 novembre, le Valais se rendit sans combattre, cédant à l'invitation formelle et pressante des puissances. Des envoyés français et prussiens avaient

traversé la Savoie pour se rendre à Saint-Maurice et à Martigny. Ils avaient annoncé sur leur passage que les affaires allaient changer. Vaines promesses, auxquelles les réfugiés de la Jeune-Allemagne et de la Jeune-Italie, réunis à Berne, répondaient par des menaces de révolutions, qui devaient bientôt être suivies des plus tristes effets.

Tels furent les derniers jours du Sonderbund. Nous avons tenu à les raconter froidement, sans rien ajouter au récit des faits. Nous ne rechercherons pas si la démission de M. de Maillardoz, à la veille du combat, était l'effet d'une trahison préméditée; si le grand conseil de Fribourg, en cédant si facilement devant l'émeute, et le gouvernement du Valais, en suivant les conseils des diplomates, remplirent fidèlement la mission qu'ils avaient reçue de leurs concitoyens. Ce serait aborder le terrain des récriminations personnelles, sans aucun profit pour la vérité historique; car ces événements, dont les acteurs sont vivants pour la plupart, sont encore entourés d'un mystère qu'il nous serait peut-être impossible d'approfondir. Qu'il nous suffise d'en indiquer sommairement les résultats.

A Fribourg, un arrêté fut pris qui expulsait du canton, en leur donnant soixante-douze heures pour en sortir, les jésuites, les liguoriens, les marianites, les frères de la Doctrine chrétienne, les sœurs de Saint-Joseph, et les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. Tous leurs biens meubles et immeubles étaient réunis au trésor public. Dans le Valais eut lieu, le 2 décembre, une assemblée populaire qui décida que la collature des bénéfices paroissiaux serait retirée aux abbayes de Saint-Maurice et du

Saint-Bernard; que les biens du clergé et des corporations religieuses seraient placés sous la haute surveillance de l'État, et au besoin régis par lui; enfin, que les frais de la guerre seraient supportés par les corporations religieuses.

En exécution de ce dernier chef, le gouvernement nouveau, par un arrêté du 9, décida que le grand Saint-Bernard paierait 80,000 francs; l'abbaye de Saint-Maurice, 50,000; l'évêque de Sion, 20,000; et que ces diverses sommes seraient versées le 17; sinon les frais d'occupation du canton seraient mis en entier à la charge des retardataires. Le 17, les pères du Saint-Bernard n'ayant pas payé leur contribution, MM. Delarageaz et Frey se rendirent au couvent pour en prendre possession. Les religieux refusèrent de leur laisser faire aucun inventaire, et cherchèrent un refuge sur le territoire sarde, emportant la plus grande partie de leur mobilier. L'hospice fut abandonné tout l'hiver, et les biens qu'il possédait dans le Valais furent mis sous le séquestre (1).

(1) Voir la note à la fin du volume.

CONCLUSION

Nous touchons au terme de la carrière que nous avons à parcourir. S'il pouvait rester à nos lecteurs quelques doutes sur la justice de la cause à laquelle les pères du Saint-Bernard avaient voué toutes leurs sympathies ; s'il pouvait s'en trouver parmi eux à qui la spoliation d'un couvent doté par toutes les puissances de l'Europe, et dont les biens étaient le patrimoine des voyageurs pauvres, parût, sinon légitime, au moins justifiée par les circonstances, nous le renverrions au *Moniteur* (janvier 1848). La lecture attentive des discussions qui eurent lieu, tant à la chambre des pairs qu'à la chambre des députés, nous paraît de nature à dissiper tous les doutes et à fixer toutes les convictions.

Quant à nous, pour clore dignement ce travail en le mettant sous la protection d'une parole éloquente, nous emprunterons quelques phrases significatives au discours prononcé le 15 janvier 1848, à la tribune de la chambre haute, par l'un des plus grands orateurs du

siècle, M. le comte de Montalembert. « Messieurs, disait l'illustre pair, examinons comment on a profité de cette victoire remportée soi-disant sur les jésuites. Ils ont été expulsés; ils ont disparu, soit, il n'en est plus question : mais s'est-on arrêté là? Je ne parle pas des violences, des cruautés, au milieu de la prétendue bataille; de ce prêtre immolé à Fribourg parce qu'il était tonsuré et qu'on le croyait jésuite; de tant de pillages, de tant d'orgies, de tant de sacrilèges, qui ont pu avoir pour excuse l'enivrement de la lutte, quelque dérisoire qu'elle fût !... Voyons ce qui s'est fait dans le sang-froid d'une victoire aussi assurée que facile, par des autorités soi-disant régulières et constituées, le lendemain d'un triomphe, et d'un triomphe sans lutte. Ne les avez-vous pas vus frapper de contributions tour à tour, dans tous les cantons, et notamment dans les cantons de Fribourg, de Lucerne et du Valais, toutes les congrégations, tous les couvents qui restaient encore debout, et les frapper de contributions exorbitantes équivalant à une ruine complète? Car, remarquez bien cette odieuse hypocrisie! on ne les confisque plus, on ne les supprime plus; mais on les frappe d'amendes presque égales à la totalité de leurs biens.

« Ce n'est pas tout; le clergé séculier s'est figuré peut-être qu'on l'épargnerait : mais point! après les ordres réguliers, c'est le tour des évêques, des curés; tous sont frappés, dépouillés l'un après l'autre; on a proposé, et à l'heure qu'il est peut-être a-t-on voté une constitution civile du clergé calquée sur la nôtre de 1790. Ce n'est pas tout encore! ces fiers vainqueurs dont on nous a fait l'éloge, savez-vous ce qu'ils ont fait le lendemain de la

victoire ? Ils ont osé inscrire de leur plume sanglante le nom de saint Vincent de Paul dans un décret d'expulsion, et d'expulsion contre ces sœurs de Charité qui sont l'objet du culte, de l'admiration et du respect du monde entier. Et comment les a-t-on expulsées ? Comme des bêtes fauves, en leur donnant trois fois vingt-quatre heures pour évacuer le canton, sans pensions, sans indemnité, sans pudeur, elles, ces saintes femmes, ces filles, non pas de saint Ignace de Loyola, mais de saint Vincent de Paul.

« Mais on ne s'est pas arrêté là. Voyez-vous ces hommes armés qui montent par ce défilé des Alpes que tant d'autres ont suivi ? Les voilà qui s'engagent dans le sentier escarpé que, pendant tant de siècles, des milliers de chrétiens étrangers, voyageurs, ont foulé avec amour et avec reconnaissance. Ils vont là où la république française s'est arrêtée avec respect ; là où le premier consul Bonaparte avait laissé avec sa gloire le souvenir de son intelligente tolérance ; là où le corps de Desaix, de votre camarade Desaix, a trouvé un tombeau digne de lui ! Et que vont-ils y faire, ces vainqueurs sans combat ? Il faut le dire, ils vont pour voler, oui, pour voler le patrimoine des pauvres, des voyageurs, de ces moines de Saint-Bernard que dix siècles ont entourés de leur vénération et de leur amour. Oui, Messieurs, puisqu'on a eu le triste courage de venir à cette tribune se moquer des vaincus, et ajouter à l'amertume de leur défaite l'amertume de la dérision, il faut qu'on me permette de dire tout ce que je pense. Oui, la défaite a été honteuse. La vérité m'arrache ce témoignage, au détriment même de mes amis. Mais savez-vous quelque chose

de plus honteux que cette défaite? C'est la victoire, cette victoire remportée, sans combat, par dix contre un : victoire qui se présentera à la postérité flanquée, d'un côté, par une sœur de Charité expulsée, de l'autre, par un moine du Saint-Bernard spolié, chassé et insulté par de lâches vainqueurs. »

Ces paroles, on s'en souvient, furent couvertes d'applaudissements par la chambre des pairs tout entière; elles eurent en France et en Europe un immense retentissement; elles demeureront, nous en avons l'assurance, comme le jugement de l'histoire. Nous n'y voulons rien ajouter. C'est assez parler de guerres, de violences et de spoliations; il ne conviendrait pas de terminer par des paroles de haine et de malédiction des pages consacrées à l'œuvre la plus tolérante et la plus charitable qui fut jamais.

Onze années se sont écoulées depuis les événements que nous venons de raconter; et, pendant ces onze années, les catholiques de la Suisse, ou, pour parler plus exactement, les conservateurs de toute nuance, au sein de la confédération helvétique, ont donné au monde un grand exemple. Contrairement à ce qui arrive trop souvent dans d'autres contrées, la défaite ne les a ni abattus ni découragés. Livrés sans défense à la merci d'une révolution victorieuse, ils ont su se préserver de ces défaillances qui sont pour une nation le seul malheur irréparable. Quand tout semblait désespéré autour d'eux, ils ont persisté à avoir foi dans l'avenir; quoique privés de leurs principaux chefs, ils ont su profiter, avec autant d'habileté que de persévérance, de tous les moyens que les institutions de leur pays mettaient à leur disposition

pour ressaisir leurs droits méconnus; et déjà cette conduite a reçu sa récompense. De meilleurs jours se sont levés pour eux, et de toutes parts, en Suisse, on salue avec joie le réveil de l'esprit d'ordre, de conservation et de vraie liberté.

Quant aux religieux du mont Saint-Bernard, l'épreuve qu'il a plu à la Providence de leur infliger a été acceptée par les fidèles serviteurs du Christ avec une noblesse et une résignation qui les ont grandis dans l'estime du monde. Après avoir protesté contre la violation de l'asile confié à leurs soins, ils avaient d'abord cherché un refuge sur la terre étrangère. Mais y rester longtemps eût été désertir le poste de l'honneur : ce n'était pas dans un pareil moment que les dangereux défilés des montagnes pouvaient rester sans protecteurs et sans gardiens. Des violences dont les pères avaient été victimes avaient frappé du même coup les habitants des plus pauvres vallées. Comme toutes les révolutions, qui doivent, aux termes de leur programme, assurer le bonheur et l'indépendance de l'humanité, celle de 1847 avait eu pour premier résultat de multiplier les misères et de leur enlever en même temps tout moyen de consolation. Jamais la présence d'hommes dévoués, de prêtres intrépides, de missionnaires de la charité, formés à l'école de la souffrance et prêts à sacrifier leur vie pour soulager leurs semblables, n'avait été plus nécessaire au milieu des neiges et des glaces du Valais. Les pères du Saint-Bernard le comprirent. Fidèles aux traditions de courage et de dévouement que leur a léguées il y a neuf siècles leur saint fondateur, ils rentrèrent dans leur couvent, comptant sur la Providence

pour suppléer désormais à l'insuffisance évidente de leurs revenus.

Il ne faut pas oublier, en effet, que tous les voyageurs qui se présentent au couvent du grand Saint-Bernard y reçoivent pendant trois jours une hospitalité gratuite; que, s'ils viennent à y tomber malades, ils y reçoivent les soins les plus pressés jusqu'au rétablissement complet de leur santé, et que, pour un petit nombre qui offrent aux religieux une généreuse et loyale rémunération, la très-grande majorité se trouve complètement hors d'état de récompenser leur charitable et bienveillant accueil. Or, d'après une statistique exacte, il a été établi que dix-huit mille voyageurs y reçoivent chaque année l'hospitalité. Lors du séjour que nous y avons fait nous-même, cinquante-quatre personnes prirent part au dîner dans la salle du premier étage; le rez-de-chaussée était rempli d'ouvriers qui se rendaient en Italie, et de nombreux voyageurs étaient attendus pour le lendemain. Pour subvenir aux dépenses que nécessite un tel état de choses, le Saint-Bernard, en 1847, avait 50,000 francs de revenus; sous prétexte de payer la dette du Valais à la confédération, on lui a pris des propriétés représentant un capital de 350,000 francs, c'est-à-dire le tiers de sa fortune.

Nous nous bornons à exposer ces chiffres, ils parlent assez éloquemment par eux-mêmes. Quant au personnel de la congrégation, il se composait en 1852 de trente-cinq religieux, dont sept habitaient le grand Saint-Bernard, et dix l'hôpital du Simplon, où résidait le supérieur; les autres desservaient les paroisses de la montagne ou rétablissaient leur santé dans la maison

mère, à Martigny. Nous croyons pouvoir le dire, sans crainte d'être démenti par personne : si une œuvre industrielle ou même philanthropique s'établissait dans de pareilles conditions, fût-ce même au milieu d'un pays riche et fertile, ses fondateurs seraient taxés de folie. Mais les apôtres de la charité chrétienne n'ont-ils pas eu de tout temps la sublime folie de l'espérance quand même, de l'espérance toujours ? Sur le sommet d'une des plus hautes montagnes du globe, loin de toute habitation, de tout champ cultivé, de toute forêt où ils puissent du moins trouver du bois, les religieux du Saint-Bernard ont continué de remplir leur mission, et jamais, jusqu'à ce jour, la Providence ne leur a fait défaut.

Magnifique spectacle que donnent au monde ces sept hommes perdus dans la région des neiges éternelles, qui savent à l'avance le nombre de jours qu'ils peuvent passer sur la montagne avant de ressentir les premières atteintes de la mort, et qui sont là tout prêts à ouvrir leur porte à quiconque se présente, à loger, à nourrir, à soigner ceux mêmes qui les ont persécutés ; et cela sans autre espoir sur la terre que la souffrance, sans autre mobile que l'amour du prochain et la pensée de Dieu.

Une objection a été faite par des hommes qui, sous prétexte d'aimer la liberté, veulent détruire toutes les institutions religieuses ; et, si étrange qu'elle soit, nous devons y répondre. Bientôt, ont-ils dit, ce dévouement deviendra inutile ; bientôt la vapeur transportera les touristes par delà les Alpes ; des tunnels perceront les flancs des montagnes, et les miracles de l'industrie humaine remplaceront les miracles de la charité. A quoi

serviront alors les moines du mont Saint-Bernard ? Notre réponse sera courte. Plus que personne nous admirons les prodiges accomplis de nos jours par la science et l'industrie ; nous applaudissons de grand cœur au gigantesque projet de percer les Alpes. Mais combien faudra-t-il d'années pour que les plans des ingénieurs deviennent une réalité ? Et, même quand l'œuvre sera accomplie, il y aura deux voies de fer entre la France et l'Italie : l'une passant par Suse et Chambéry, l'autre par Sion et la vallée du Rhône. Nous ne connaissons aucun projet de route directe entre Genève et Turin. Le passage du Saint-Bernard demeure donc nécessaire pour ceux qui n'ont ni assez de temps ni assez d'argent pour faire de longs détours. N'y aura-t-il pas toujours, d'ailleurs, d'intrépides touristes désireux de visiter la vallée de Chamounix, la mer de glace, et exposés à s'égarer, en sortant de là, au milieu des neiges, à être surpris par l'avalanche et saisis par le froid ? En France même, dans la Provence et le Dauphiné, il y a depuis longtemps de belles et larges routes, et depuis quelques années des chemins de fer. Veut-on conclure de là qu'il faille supprimer comme inutile la Grande-Chartreuse, aux portes de Grenoble ? Et ne voyons-nous pas, au contraire, que le gouvernement français songe à établir, sur d'autres points, des maisons de refuge au milieu de montagnes moins escarpées cependant que celles de la Suisse ?

Ne soyons pas si fiers en présence des triomphes que l'homme parvient à remporter sur la nature. Sans doute l'industrie humaine fait sans cesse de nouvelles et magnifiques conquêtes : mais parviendra-t-elle à supprimer

le paupérisme ? et ne voyons-nous pas, partout sur son passage, surgir de nouvelles misères que ne connaissent pas nos aïeux ? Quand le Valais sera devenu une riche province, quand il n'y aura plus d'ouvriers pauvres obligés de traverser à pied les montagnes de la Suisse, les pères du Saint-Bernard trouveront quelque autre lieu où l'humanité souffrante aura besoin de leur secours. Gardons-nous de cet orgueil né de l'incrédulité moderne, qui s'attaque à des institutions que tant de siècles ont entourées de respect et de vénération. La charité chrétienne, qui accomplit chaque jour tant de merveilles, n'a pas inspiré, nous le croyons, d'œuvre plus admirable que celle du Saint-Bernard. Loin donc de vouloir l'ébranler, serrons-nous autour d'elle, non pour la soutenir (elle n'a pas besoin de nos faibles secours), mais pour avoir l'honneur de participer, ne fût-ce que dans une proportion minime, aux bienfaits qu'elle répand sur le monde. Quant à nous, qui avons pu la voir de près et l'étudier dans ses résultats, si nous pouvions faire naître chez quelques-uns de nos lecteurs la pensée d'apporter une nouvelle pierre à ce magnifique édifice, nous nous croirions assez récompensé.

FIN

NOTES

NOTE A (PAGE 5)

On nous permettra de citer ici les beaux vers de Chénedollé, qui eux-mêmes rappellent la prose non moins poétique de Chateaubriand.

La neige au loin accumulée,
En torrents épais tombe du haut des airs,
Et, sans relâche amoncelée,
Couvre du Saint-Bernard les vieux sommets déserts.

Plus de routes, tout est barrière;
L'ombre accourt, et déjà, pour la dernière fois,
Sur la cime inhospitalière,
Dans les vents de la nuit l'aigle a jeté sa voix.

A ce cri d'effroyable augure,
Le voyageur transi n'ose plus faire un pas :
Mourant et vaincu de froidure,
Au bord d'un précipice il attend le trépas.

Là, dans sa dernière pensée,
Il songe à son épouse, il songe à ses enfants ;
Sur sa couche affreuse et glacée,
Cette image a doublé l'horreur de ses tourments.

C'en est fait; son heure dernière
Se mesure pour lui dans ces terribles lieux,
Et, chargeant sa froide paupière,
Un funeste sommeil déjà cherche ses yeux.

Soudain, ô surprise ! ô merveille !
D'une cloche il a cru reconnaître le bruit ;
Le bruit augmente à son oreille ;
Une clarté subite a brillé dans la nuit.

Tandis qu'avec peine il écoute,
A travers la tempête un autre bruit s'entend ;
Un chien jappe, et, s'ouvrant la route,
Suivi d'un solitaire, approche au même instant.

Le chien, en aboyant de joie,
Frappe du voyageur les regards éperdus ;
La mort laisse échapper sa proie,
Et la charité compte un miracle de plus,

Ces vers sont dans toutes les mémoires ; il n'est pas un recueil poétique où ils ne soient reproduits ; et cette fois la poésie s'est montrée fidèle à sa divine origine, en popularisant une grande œuvre et de nobles dévouements.

Quant aux tableaux, gravures, lithographies, qui reproduisent des vues du grand Saint-Bernard ou retracent quelques-uns des principaux événements qui s'y sont accomplis, il serait difficile de les énumérer. Il nous suffira de citer entre autres la célèbre toile qui représente le premier consul franchissant sur un cheval fougueux les sommets des Alpes. Si la pose du vainqueur de Marengo dans cette circonstance n'est pas conforme à la vérité historique, ainsi que l'a fait observer avec raison M. Thiers, l'aspect des lieux a du moins été fidèlement rendu ; et, à ce titre, ce tableau demeure un chef-d'œuvre.

NOTE B (PAGE 14)

Un homme qui a joué un rôle important au commencement de notre siècle, le premier grand maître de l'Université, l'ami de Chateaubriand, M. de Fontanes, a chanté les sites et les magnifiques horizons des Alpes et du Jura dans des vers où se retrouvent cette pureté classique et cette sobriété de bon goût dont il eut le mérite d'être parmi nous un des plus fidèles représentants, à une époque où les préceptes de l'art étaient menacés de faire naufrage au milieu du cataclysme universel.

Nos lecteurs aimeront sans doute à en retrouver ici un des passages les plus remarquables :

J'admire la nature en ses sublimes jeux;
Mais, si je veux jouir de ses grandes images,
Je m'écarte; je cours au fond des bois sauvages.
Alpes, et vous, Jura, je reviens vous chercher.
Sapins du mont Anvers, puissiez-vous me cacher !
Que le vaste horizon devant moi s'agrandisse,
Que la cascade roule et de loin retentisse,
Et que le bois vieilli pende au roc escarpé,
Là, du fond de son antre en grondant échappé.
Dans de larges ravins qu'à longs flots il sillonne,
Le fougueux Aveyron bondit, tombe et bouillonne,
Rejaillit et retombe, et, sur ses bords errants
L'aigle mêle sa voix au fracas du torrent.
Je m'élève; à mes pieds l'éclair luit, les vents grondent,
Les tonnerres lointains sourdement se répandent.
Sombre dieu de l'hiver ! j'ai foulé ces sommets
Sous ton sceptre de glace engourdis à jamais;
Et plus bas j'ai revu le printemps et l'automne,
Au seuil de ton palais suspendant leur couronne.

L'orgueil de ces grands monts, leurs immenses contours,
Cent siècles qu'ils ont vus passer comme des jours,
De l'homme humilié confondent la puissance;
C'est là qu'il rêve, adore et frémit en silence.
Oh! lorsque, abandonnant ces informes beautés,
Mon regard retrouva près des lieux habités,
Aux pentes des vallons, les pas de la génisse,
Le chalet qui s'élève au bord du précipice,
Et d'un peuple pasteur les asiles heureux,
Et les chants du Valais consacrés par Saint-Preux;
Quand je vis ces vallons, ces beaux lieux où respire
Un charme que jamais l'homme n'a pu décrire;
Quand de ce pur Léman je découvris les flots,
Oui, je crus qu'échappé des débris du chaos
L'univers, tout à coup naissant à la lumière,
M'étalait sa jeunesse et sa beauté première.

(*La Maison rustiquè*, chant I^{er}.)

NOTE C (PAGE 23)

M. de Golbéry (*Histoire et Description de la Suisse et du Tyrol*) s'exprime ainsi :

« Saint Bernard de Menthon passe pour le fondateur du couvent; mais, plus de cent ans auparavant, les chartes nous apprennent l'existence d'un Valgaire, abbé de Mont-Joux, et d'un évêque de Lausanne, Hartmann, qui en fut l'aumônier. Enfin, dans une convention de 859, Lothaire, roi d'Austrasie, s'était réservé cet hôpital. On voit que Bernard de Menthon en fut plutôt le restaurateur que le fondateur. »

NOTE D (PAGE 24)

Nous croyons devoir reproduire textuellement les principaux passages de la vie de saint Bernard de Menthon (tome XXI^e de la collection des Bollandistes; bibliothèque du Louvre, E, 1358. — Date du 15 juin).

.
Tandem ad eum, multum obedientem, ad opulentum Menthonis palatium, in comitatu et diœcesi Gebennensi revocatum per patrem, congregata est multitudo baronum dulcissima militum et nobilium utriusque generis, diversis vestimentis, mutatoriis, et melodiosis labiorum suavitatibus cantica canticorum, in tripudiis citharisque et epulis abundantibus concinentium; proponentiumque Bernardo jam affabilem, generosam et speciosissimam sponsam crastino desponsare; totiusque dominationis et baroniæ judicium et regimen, tanquam baculo paternæ vetustatis, remittere multum solemniter festinavit Richardus pater. Ast Bernardus in his fastidiosus, et ingrata gerens prædicta, ostendens se fessum esse, cœna completa, soli Deo Patri se detegens, reductus est ad cameram, in qua solus, more suo solito secreto, peroravit hæc verba : « O dulcis Conditor siderum, æterna lux credentium, Christe redemptor omnium, exaudi servum tuum; inclina aurem tuam mihi, et fac secundum multitudinem miserationum tuarum, quoniam non deseris sperantes in te. Libera me de laqueo venantium, quod aduantes mihi non prævaleant. In te, Domine, confisus non erubescō, nec formido perdere orationem meam.

Et, accipiens calamum, schedulam scripsit in hæc verba : « O parentes dulcissimi, gaudeatis, rogo vos. Rex Salvator conduxit me. Vado secum salvari. Nec ultra me perquiratis, nec

tales sumptus faciatis : de me ultra non curetis. Nolo sponsam ducere, nec regere terrena, sed cœlum ascendere. »

Hæc ipse Bernardus. Qua scriptura apposita in loco apparentiori sui oratorii, omnibus jam nocte profunda in lectulis soporantibus, Bernardus per devia concitato gressu festinavit in Augustam. Mane vero crastino festinantes, ornamentum phalerati nuptias desiderantes perficere, non reperto Bernardo schedulam perlegentes, omnes mœsti ad propria redierunt.

NOTE E (PAGE 217)

Lé prévôt du grand Saint-Bernard a adressé, le 18 décembre 1847, au gouvernement provisoire du canton du Valais la protestation suivante, que nous croyons devoir reproduire textuellement :

« Messieurs,

« Ayant pris connaissance des décrets portés par l'assemblée populaire qui a eu lieu à Sion le 2 décembre 1847, par lesquels les immunités ecclésiastiques sont abolies, les biens des couvents sont placés sous la haute surveillance de l'État et au besoin régis par lui ; la collation des bénéfices paroissiaux, dont jouit le grand Saint-Bernard, lui est retirée, les frais de guerre des événements politiques, à partir de 1844, et la répartition des dommages qui s'en sont suivis, sont, autant que possible, mis à la charge des couvents, etc. ;

« Ayant pris connaissance d'une lettre du gouvernement provisoire, signée Berman, président ; Douvin, secrétaire-adjoint, laquelle nous signifie que l'hospice du grand Saint-Bernard,

dont nous sommes supérieur, est frappé d'une contribution de 80,000 francs ;

« Ayant conscience que la maison du grand Saint-Bernard a exactement rempli les devoirs qui lui sont imposés par le bien de son institution, et qu'elle n'a jamais rien fait qui puisse justifier les mesures violentes et arbitraires qu'on vient de prendre contre elle, mesures qui ne peuvent faire périliter aucun droit ;

« Considérant que les décrets 2, 4, 5 et 7 de l'assemblée populaire sont contraires aux lois de l'Eglise, auxquelles nous serons toujours soumis ;

« Considérant que les biens de la maison du grand Saint-Bernard, de quelque nature qu'ils soient et en quelque lieu qu'ils soient situés, ainsi que les bénéfices paroissiaux, sont destinés à l'entretien de l'hospitalité et aux besoins du culte catholique ;

« Nous protestons, au nom de la religion, de l'humanité et de nos bienfaiteurs, contre ces décrets et contre les conséquences qu'on en pourrait tirer. Ces décrets, qui ont déjà reçu un commencement d'exécution au grand Saint-Bernard, s'ils venaient à recevoir leur complément, nous mettraient dans l'impossibilité de continuer l'hospitalité générale que nous exerçons depuis près de neuf siècles, et supprimeraient de fait un établissement jusqu'ici toujours protégé par l'Etat du Valais, soutenu par la bienfaisance de toutes les nations, de la Suisse en particulier, des princes anciens et actuels, établissement respecté par la révolution française et conservé par Napoléon, qui lui avait accordé des privilèges uniques dans l'empire.

« Nous approuvons dans toute sa teneur la protestation adressée en notre absence à M. Barman, président du gouvernement provisoire, datée du 16 décembre, et signée Jean-Nicolas Aubert, prieur claustral, et G.-J. Dorzaz, procureur général du grand Saint-Bernard. Nous approuvons aussi la protestation

faite le 17 décembre, par le chapitre claustral, contre l'invasion de l'hospice par des commissaires du gouvernement provisoire et par la force armée, le 16 décembre, et contre l'inventaire qu'ils y font des biens de l'hospice.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

« Donné à notre résidence d'Aoste, le 18 décembre 1847.

« *Le prévôt du grand Saint-Bernard,*

« FRANÇOIS-BENJAMIN FILLIEZ, chanoine régisseur. »

TABLE

INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Genève. — Les Alpes. — Topographie du grand Saint-Bernard.	13
CHAP. II. — Légende de saint Bernard de Menthon, fondateur de l'hospice.	25
CHAP. III. — Les Sarrasins. — Les comtes de Savoie.	37
CHAP. IV. — Les ducs de Savoie. — Les ducs de Bourgogne.	51
CHAP. V. — Route de Genève à Martigny.	69
CHAP. VI. — Montée de Martigny au couvent.	83
CHAP. VII. — Le couvent.	97
CHAP. VIII. — Les religieux.	111
CHAP. IX. — Les guerres d'Italie. — Le protestantisme. — Le petit Saint-Bernard.	125
CHAP. X. — Révolution française. — Ses conséquences en Suisse et en Piémont.	139
CHAP. XI. — Le Consulat et l'Empire. — Passage du Saint-Bernard. — Bataille de Marengo. — Route du Simplon.	153
CHAP. XII. — Le Consulat et l'Empire (suite). — La constitution suisse. — L'hospice du Simplon.	165
CHAP. XIII. — Le radicalisme et la démocratie en Suisse.	177
CHAP. XIV. — Le Sonderbund.	191
CHAP. XV. — Chute du Sonderbund. — Confiscation des propriétés du grand Saint-Bernard.	203
CONCLUSION.	221
NOTES.	231

34407

5000

